

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

UNE
EXPERIENCE LÉGISLATIVE

A LA RÉUNION, A LA MARTINIQUE
ET A LA GUADELOUPE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 20 mai 1935, à 13 h. 30.

PAR

Henri CORNU

Président : M. MAUNIER, professeur
Assesseurs { MM. BARTHELEMY, professeur
SOLUS, professeur

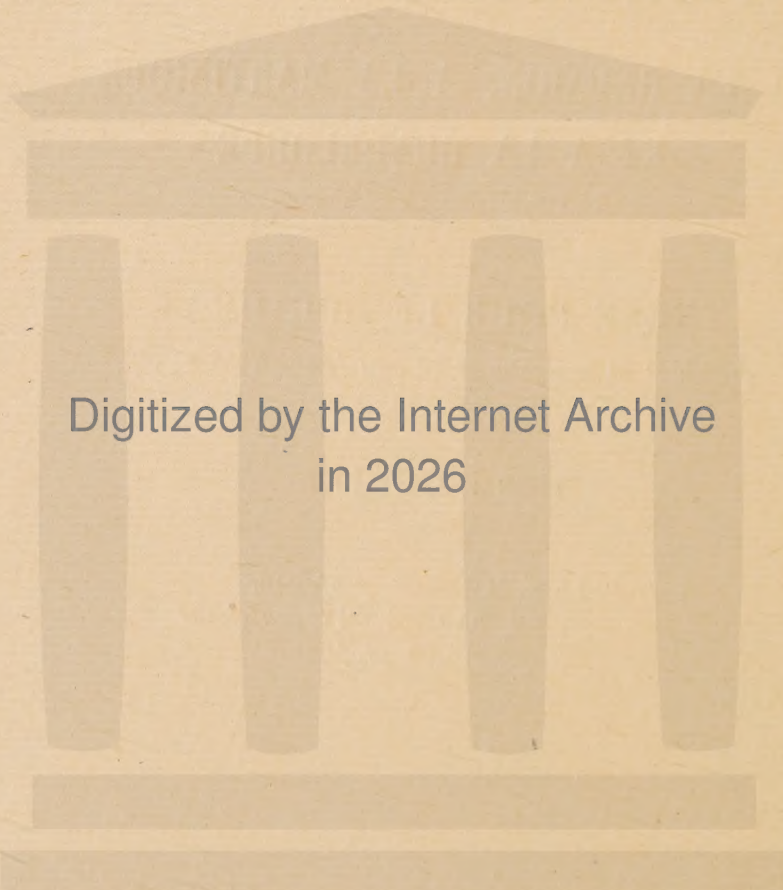
PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNE
EXPÉRIENCE LÉGISLATIVE
A LA RÉUNION, A LA MARTINIQUE
ET A LA GUADELOUPE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

UNE
EXPERIENCE LÉGISLATIVE

A LA RÉUNION, A LA MARTINIQUE
ET A LA GUADELOUPE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 20 mai 1935, à 13 h. 30.

PAR

Henri CORNU

Président : M. MAUNIER, professeur

Assesseurs { *MM. BARTHELEMY, professeur*
SOLUS, professeur

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



UNE EXPÉRIENCE LÉGISLATIVE

INTRODUCTION

La loi du 31 décembre 1932 a restreint l'importation des rhums coloniaux à un chiffre donné.

Ce chiffre fut divisé entre les colonies et à l'intérieur de chaque colonie entre les producteurs. Ce partage et la surveillance qui en était la conséquence, amena une intervention étroite de l'Administration dans la vie économique de nos possessions d'outre-mer.

D'autre part, la restriction des quantités importées fit du rhum la principale source de profit au détriment du sucre de canne.

Pour adoucir les changements sociaux résultant du nouvel état de choses, la loi du 31 décembre 1927 institua des Commissions Consultatives du Travail et de l'Agriculture.

Tel est l'objet de la présente thèse. Elle étudie les effets de l'intervention administrative uniquement à la Réunion, à la Martinique et à la Guadeloupe. D'autres colonies aussi produisent du sucre et du rhum mais en quantités minimes. Exposer leurs conditions particulières aurait compliqué les données du problème sans en changer les caractéristiques ni les conclusions qui s'en dégagent.

La première partie relative aux alcools a déjà été étudiée

notamment par M. Robert de Maillard dans sa thèse « Le Régime du contingentement des rhums coloniaux » parue, chez Delmas à Bordeaux en 1934 et par M. Saint-Olympe, dans son livre très documenté édité par l'Imprimerie officielle de Fort-de-France en 1933.

Nous leur avons fait de larges emprunts et nous y renvoyons d'une façon générale pour les textes de lois.

La partie relative aux sucres et à la loi de 1927 est inédite. Que tous ceux qui si aimablement ont mis leurs dossiers à la disposition de l'auteur, trouvent ici avec ses remerciements, l'expression de sa reconnaissance.

PREMIÈRE PARTIE

LA LOI DU 31 DÉCEMBRE 1922

La canne à sucre, par ses deux produits le sucre et le rhum, constitue la ressource la plus importante sinon unique de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Directement ou indirectement, elle alimente la vie de leurs 650.000 habitants et les 200 millions de leur budget. La métropole perçoit par an 50 millions de francs environ à l'entrée des rhums seulement. La production des trois colonies représente le cinquième de la consommation métropolitaine de sucre et le quart de celle d'alcool de bouche.

La question des sucres et rhums coloniaux est donc considérable. Toute intervention législative en cette matière mérite des études minutieuses.

Or, brusquement, l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922 limita à 160.000 hectolitres d'alcool pur l'importation des rhums coloniaux en France.

Cette loi s'occupait de douzièmes provisoires. Elle devait être discutée à la Chambre le 27 décembre après-midi. Les parlementaires furent avertis de son contenu le 26. Les colonies n'avaient pas été consultées. Au début de la séance, M. Gratién Candace, député de la Guadeloupe, fut convoqué à la Commission des finances et prit connaissance de l'ar-

ticle 9 proposé par le Gouvernement. Quelques minutes après ce texte passait à la Chambre.

De larges extraits du débat sont nécessaires, car cette loi est l'origine de l'évolution économique et sociale des Antilles et de la Réunion et des interventions administratives dans la production et le commerce des sucres et rhums coloniaux depuis 1922.

CHAPITRE PREMIER

LE VOTE DU 27 DÉCEMBRE 1922

M. LE PRÉSIDENT. — « Art. 9. — A partir du 1^{er} janvier 1923, seuls pourront être importés en France, en exemption de la surtaxe prévue au quatrième paragraphe de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 et jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités importées annuellement par chacune des colonies de 1909 à 1913 inclus, les rhums et tafias originaires des colonies françaises présentant les caractères spécifiques définis par l'article 6 du décret du 19 août 1921, et ne titrant pas plus de 65 degrés.

« Un décret déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède.

« Les rhums et tafias coloniaux, tels qu'ils sont définis ci-dessus, admis en excédent des quantités indiquées, seront assujettis à la surtaxe qui frappe les spiritueux étrangers. Cette surtaxe fera partie du prix soumis à la taxe de 25 p. 100 établie par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920. »

MM. Candace, Boussenot, Gasparin et Paul Bluysen proposent de rédiger l'article 9 de la manière suivante :

« ART. 9. — A partir du 1^{er} janvier 1923, seuls pourront être importés en France, en exemption de la surtaxe prévue au quatrième paragraphe de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920, les rhums et tafias originaires des colonies françaises présentant les caractères spécifiques définis par l'article 6 du décret du 18 août 1921, et ne titrant pas plus de 67 degrés net.

« 1^o Pour les distilleries agricoles, l'importation sera fixée jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités produites annuellement de 1909 à 1922 inclus ;

« 2^o Pour les usines à sucre, l'importation sera fixée jusqu'à concurrence de 2 hectol. 5 d'alcool pur par tonne de sucre produit.

« Les rhums et tafias coloniaux tels qu'ils sont définis ci-dessus, admis en excédent des quantités représentant la moyenne de la production coloniale de 1909 à 1922 seront assujettis, à leur entrée en France, à la surtaxe qui frappe les spiritueux étrangers. Cette surtaxe fera partie du prix soumis à la taxe de 25 p. 100 établie par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920.

« La surtaxe sera supprimée par décret du ministre des Finances lorsque le cours des alcools de vin coté sur les places de Montpellier, Nîmes, Béziers, et Narbonne, atteindra 600 francs l'hectolitre.

« Un décret déterminera les conditions d'application des dispositions qui précèdent.

« Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter sous le nom de rhum ou de tafia, avec ou sans qualificatif ou sans une dénomination contenant les mots rhum, tafia ou leurs dérivés, toute eau-de-vie ne provenant pas exclusivement de la distillation soit du jus de la canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

« Seront punis des peines portées à l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui contreviendront aux dispositions du présent article, toutes autres dispositions de ladite loi restant applicables à ceux qui, sciemment, exposeront, mettront en vente ou vendront, sous le nom de rhum ou de tafia, des produits autres que ceux qui, aux termes du présent article, ont seuls droit à cette dénomination.

« Seront punis des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui fabriqueront, mettront en vente ou vendront des produits destinés à donner à des spiritueux les caractères organoleptiques ou les caractères chimiques d'un rhum ou d'un tafia.

« Sont et demeurent expressément abrogées par la présente loi les clauses prévues à l'article 7 du décret du 3 septembre 1907 concernant les rhums et tafias de fantaisie.

« La présente loi ne sera applicable qu'après un délai de six mois à dater du jour de sa promulgation au *Journal Officiel* »...

M. Gratien CANDAGE. — Le Gouvernement est muet, dans son projet de douzièmes provisoires, sur le statut qu'il réserve aux rhums et tafias des colonies françaises. Il n'en parle pas, ou plutôt il semble réserver, par son silence même, aux producteurs

de taffias et de rhums, le bénéfice des dispositions appliquées aux bouilleurs de cru.

J'avais cru comprendre que, l'année prochaine, il nous demanderait de fixer le régime des rhums et taffias, de même qu'il nous inviterait à définir le régime des alcools.

Il en a jugé autrement, et très récemment, hier soir, paraît-il, il a fait connaître ses nouvelles dispositions d'esprit à la Commission des finances.

Et, dans son rapport, l'honorable M. Bokanowski accompagne le nouvel article 9 présenté par le Gouvernement de commentaires qui sont la reproduction textuelle des termes de l'exposé des motifs d'un amendement à la loi de finances que M. Barthe avait déposé et qui avait été repoussé par la Commission des finances...

Notre collègue a été entendu, ainsi, je crois, que M. Jean Félix. On pouvait entendre M. Barthe, puisqu'il est le président de la commission des boissons, mais ni le Gouvernement, ni la Commission des finances n'ont demandé aux représentants des colonies de faire connaître leur avis sur ce texte.

Aujourd'hui, M. le Président de la Commission des finances, après m'avoir prévenu qu'un texte de ce genre était déposé, à la dernière heure, comme à l'improviste, je n'ose pas dire subrepticement, a bien voulu m'introduire au sein de la commission afin de faire entendre à celle-ci les revendications des colonies. Mes explications ont été forcément très brèves. Les membres présents à la Commission des finances ne pouvaient m'accorder une grande attention : la séance de la Chambre venait de s'ouvrir et le rapport de M. Bokanowski était distribué depuis cinq minutes»...

M. BARTHE. — Pour qu'il n'y ait aucune équivoque, j'indique à M. Candace que c'est à la suite d'une réunion mixte du groupe viticole et du groupe cidricole, qu'il a été décidé de proposer cette mesure destinée à parer aux inconvénients de l'invasion du marché par une quantité considérable d'alcool de canne...

Je n'ai donc été que l'interprète du groupe viticole et cidricole ; et c'est à ce titre que j'ai demandé au Gouvernement et à la Commission des finances de mettre fin à un abus qui a trop duré (*Très bien ! Très bien !*)...

M. Gratien CANDACE. — Nous sommes tous favorables au régime de la liberté en matière industrielle comme en matière commerciale. Mais nous ne voulons pas, et sur ce point, nous sommes d'accord avec les représentants des viticulteurs et des producteurs

de cidre, qu'on répande sur le marché, des rhums dits rhums de fantaisie et de faux alcools sous des dénominations diverses.

M. BARTHE. — Nous sommes d'accord...

M. Gratien CANDACE. — Si nous sommes d'accord sur ce point vous ne pouvez pas enlever aux producteurs de rhums et tafias le bénéfice d'une législation qui remonte au 31 mars 1903 et qui a classé définitivement les rhums dans la catégorie des eaux-de-vie naturelles.

La mesure que vous proposez d'appliquer aux rhums, Monsieur Barthe, vous ne voudriez pas l'imposer aux eaux-de-vie de vin, de marc ou de cidre ?...

Pendant la guerre, on a invité les colonies à produire, à produire beaucoup.

J'entends encore l'honorable M. Gaston Doumergue, alors ministre des Colonies, dire : « Il faut intensifier dans chacune de ses branches la production coloniale. » Et dans ce but, il avait institué un comité consultatif des colonies, chargé d'indiquer au Gouvernement les moyens d'intensifier cette production.

Les colonies ont répondu à cet appel. Et voici qu'on les invite brusquement à restreindre cette production qu'on les avait poussées à développer ! C'est, en vérité, une prime singulière pour les encourager !

Pour mener la lutte contre la fraude et contre les rhums de fantaisie, nous sommes avec vous ; mais nous nous séparons de vous, lorsque vous menacez la production coloniale à sa source et dans ses modalités. (*Très bien ! Très bien ! sur divers bancs.*)

Pourquoi faites-vous contre nos colonies, partie intégrante de la France, ce que vous ne feriez pas contre les départements métropolitains ?

Pendant la guerre, on avait besoin de ce rhum qu'on semble dédaigner aujourd'hui.

J'avais l'honneur d'être le rapporteur de la commission inter-ministérielle des sucres et des rhums coloniaux. En juillet 1918, nous avons reçu du maréchal Foch une dépêche pressante par laquelle le grand soldat demandait d'envoyer immédiatement aux armées 40.000 hectolitres de rhum. On était en pleine action militaire, à l'instant de l'offensive définitive, qui devait conduire à la victoire : le rhum avait aussi sa part dans l'action.

A ce moment aussi on jugeait utile de développer la production

des rhums pour combattre l'épidémie de grippe. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Je ne puis accepter la thèse de la commission et du Gouvernement.

Nous sommes d'accord sur la nécessité de développer la production du sucre...

Mais s'il faut développer la production du sucre aux colonies, vous savez très bien, Monsieur Barthe, que cette fabrication laisse des éléments résiduels qui constituent la mélasse, et que celle-ci, fermentée, distillée, sert à la production du rhum.

Au développement de la production du sucre, correspond, par conséquent, une production de rhum.

M. Georges BOUSSENOT. — Evidemment ! C'est ce qu'on ne voit pas assez.

M. Gratien CANDACE. — Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu des usines sucrières plus préoccupées de produire du rhum que du sucre...

M. BARTHE. — Vous le reconnaissez !

M. Gratien CANDACE. — Mais alors prenez des dispositions pour empêcher cette production de se développer au détriment de la production sucrière.

Je ne puis accepter que vous nous disiez ici, ce soir même : « Nous allons limiter les importations de nos colonies à 140.000 ou 150 000 hectolitres d'alcool pur. Jusqu'à ces dernières années, elles nous envoyaient 200.000 ou 250.000 hectolitres d'alcool pur. Peu nous importe ! Nous allons employer à leur égard — pour reprendre l'expression que j'employais tout à l'heure à la Commission des finances — une sorte de guillotine sèche. » (*Très bien ! très bien !*)

M. BARTHE. — Non ! Vous savez que c'est inexact.

M. Gratien CANDACE. — Que faites vous du matériel considérable qui a été acheté par les industriels des colonies, et des millions de salaires qui sont distribués aux ouvriers par les propriétaires d'usines à sucre et par les distillateurs agricoles.

C'est vous, membre qualifié du parti socialiste, qui venez souvent à cette tribune nous dire, avant tout, vous avez à cœur la défense des ouvriers, qui ne craignez pas aujourd'hui, dans un intérêt égoïste et régional, de demander la ruine de milliers de travailleurs. (*Interruptions à l'extrême gauche. Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Personnellement, je ne fais pas de différence entre les ouvriers et les patrons, parce que je considère au même titre tous les éléments qui concourent à la prospérité du pays. (*Très bien ! très bien !*) Mais enfin, vous venez souvent nous dire : « Nous défendons les ouvriers avec plus de force que quiconque, nous les aimons plus passionnément que quiconque. » Eh bien ! quand vous aurez supprimé d'un seul coup cette production rhumière, vous aurez jeté des centaines d'ouvriers sur le pavé et supprimé des millions et des millions de francs de salaires. Vous trouvez cela juste ? (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

M. BARTHE. — Mais non.

M. Gratien CANDACE. — Vous me dites non. Permettez-moi de retenir cette interruption comme un désaveu que vous vous infligez à vous-même. Si vous voulez que les ouvriers soient gardés dans les usines et dans les distilleries, ne maintenez pas votre amendement sous la forme où vous l'avez présenté. Si vous voulez sincèrement que les distillateurs agricoles dont la plupart sont des ouvriers et de modestes employés d'hier, surgis des couches profondes du prolétariat, ne soient pas ruinés par votre loi, il faut absolument que vous acceptiez l'amendement que j'ai déposé. Si vous voulez développer la production du sucre, vous ne pouvez pas accepter un autre amendement que le mien, Monsieur Barthe.

Vous allez me dire que vous avez consulté un homme éminent, M^e Hannotin, avocat au Conseil d'État qui donne à l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 une interprétation qui ne cadre pas avec notre thèse. Vous avez eu l'amabilité de me communiquer, et je vous en remercie, la consultation de M^e Hannotin, dont l'autorité est très grande au Conseil d'État et dans le monde des juriscultes. Je n'en disconviens pas, mais permettez-moi de vous dire que lorsque nous avons voté une loi et lorsque nous lui avons donné un caractère bien défini, si nous disons qu'un décret d'administration publique rendu au Conseil d'État doit interpréter la loi, nous ne disons pas qu'il suffit d'une seule consultation juridique pour donner l'interprétation définitive de la loi. (*Très bien ! très bien !*)

Sur ce point, je ne suis pas d'accord avec vous. Il ne suffit pas de la consultation de M^e Hannotin pour être autorisé à nous dire : « Voilà la carence de l'article 89 de votre loi du 25 juin 1920. »

La Chambre sera appelée à nous départager sur ce point, comme sur bien d'autres. (*Très bien ! très bien !*)

Vous nous dites : « Vous envoyez les rhums à la rectification. »

Mais il n'y a pas que les rhums qui vont à la rectification, il y a d'autres eaux-de-vie naturelles.

M. BARTHE. — C'est la loi.

M. Gratien CANDACE. — Voulez-vous mettre toutes les eaux-de-vie naturelles dans le même cadre légal ? Je vous ai dit, au début de mes explications, que la loi du 31 mars 1903 avait classé les rhums parmi les alcools naturels. C'est pour eux un statut légal, juridique, définitif, qui ne souffre aucune interprétation restrictive. Si vous voulez qu'il en soit ainsi, j'accepte volontiers votre thèse. Mais je ne saurais accepter que vous fassiez une discrimination entre les eaux-de-vie naturelles, que les rhums soient placés d'un côté, les autres eaux-de-vie naturelles de l'autre.

Si je ne craignais de fatiguer la Chambre, je lui donnerais connaissance d'un texte qui nous a été communiqué, il y a quelques jours, à quelques-uns de mes collègues et à moi, par les représentants du syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs, et vous verriez, Monsieur Barthe, qu'en face de la consultation fort intéressante de M^e Hannotin, je pourrais placer les appréciations d'hommes qui sont aux prises tous les jours avec les réalités vivantes des affaires. (*Très bien ! très bien !*)

M. BARTHE. — Ce ne sont pas des juristes.

M. Gratien CANDACE. — Ils sont aux prises, eux, avec les réalités. Ce sont des commerçants. Ils savent très bien quelle sera la répercussion de votre loi. Si la Chambre, se laissant entraîner par votre autorité et par votre éloquence persuasive, votait votre texte, qu'arriverait-il ? Vous feriez une situation légale toute spéciale aux vins !

M. BARTHE. — Et aux cidres.

M. Gratien CANDACE. — Il faut sauver la viticulture française, mais il faut concilier ses intérêts avec ceux de l'industrie rhumière et de l'industrie sucrière aux colonies. Il ne faut pas créer des cloisons étanches entre les éléments qui concourent à la vitalité du pays. Il ne faut pas nous dire : les rhums, d'un côté, les autres eaux-de-vie naturelles, de l'autre. Non, cette politique là n'est pas digne de la France. (*Très bien ! très bien !*)

Vous n'entendez pas, je le suppose du moins, légiférer rien que pour cette année, parce que votre production vinicole est passée de 40 millions d'hectolitres à 65 millions d'hectolitres ;

vous voulez légiférer aussi pour l'avenir. Que va-t-il se passer ? Lorsque votre production de vin sera déficitaire, vous continuerez d'envoyer du vin à la distillation...

M. BARTHE. — Il y a le cidre.

M. Gratien CANDACE. — Et quand vous aurez restreint la production rhumière aux colonies, vous allez, par là même, pousser à la hausse du prix de l'alcool de vin et pousser aussi à la hausse du prix du vin au détriment des consommateurs, des ouvriers, du monde du travail en particulier. (*Applaudissements.*)

Je dis à la Chambre : Prenez garde ! J'accepte à défaut de la liberté qu'on refuse à notre industrie coloniale, le contingentement sur les bases les plus raisonnables, vous l'avez vu par mon texte, mais aussi j'en conviens, dans une mesure très large qui ne gêne pas l'essor de notre production de sucre et de rhums.

M. BARTHE. — Vous n'acceptez pas la moitié ?

M. Gratien CANDACE. — Non, la Chambre nous départagera, mais je ne peux vraiment pas accepter que vous nous accordiez 140.000 ou 150.000 hectolitres.

J'ai fait connaître les raisons pour lesquelles je ne veux pas accepter votre texte. Je considère que ce serait une injustice.

Je vais plus loin. Si la Chambre était tentée de nous refuser le régime de la liberté, et de nous contingenter pour employer ce néologisme, je lui dirai : « Prenez les mauvaises et les bonnes années, n'allez pas restreindre notre production à la moyenne des cinq années d'avant-guerre, prenez les années de 1909 à 1922. »

Il y a eu la guerre, mon cher Monsieur Barthe. Pendant la guerre, on disait aux colonies : « Produisez, produisez pour la métropole », et les colonies, répondant à l'appel de la nation, produisaient au maximum aussi bien pour les soldats qui se battaient que pour la population civile, afin de maintenir son moral. Et elles faisaient encore autre chose : elles envoyaient leurs enfants sur le sol de la métropole pour défendre la même cause, elles mêlaient le sang de leurs enfants à celui des enfants de la métropole. Eh bien, dans la guerre, une solidarité s'est affirmée avec force pour la sauvegarde du patrimoine commun, cette solidarité doit s'affermir avec la même force, dans le même esprit de justice et de liberté, pour la restauration et la prospérité générale du pays. (*Applaudissements.*)

J'ajoute autre chose. Vous ignorez peut-être que nos rhums, nos sucres et toutes nos denrées coloniales payent, à la sortie,

des droits qui contribuent à l'alimentation des budgets locaux.

Je prends l'exemple de ma colonie.

La Guadeloupe, qui avait un budget d'avant-guerre de 4 millions et demi de francs a maintenant un budget de 16.700.000 francs. La taxe de sortie sur les rhums contribue à l'alimenter pour un tiers puisqu'elle produit 5.900.000 francs. Si vous supprimez ou si vous restreignez seulement notre industrie rhumière, vous allez, par là même, mettre nos budgets locaux dans l'embarras ; quand nous serons dans l'embarras, c'est vers la métropole que nous nous retournerons et nous vous demanderons de nous venir en aide. A ce moment vous répondrez qu'étant donnée la situation de la France continentale, vous ne pouvez répondre à notre appel désespéré. Laissez-nous donc dans la situation où nous sommes ; permettez-nous au contraire de produire davantage. Prenez toutes les dispositions légales qui sont de nature à empêcher l'écoulement sur le marché des rhums dit de fantaisie, prenez toutes dispositions qui sont de nature à empêcher de livrer à la consommation des produits falsifiés.

M. BARTHE. — Les dispositions que nous proposons sont en votre faveur.

M. Gratien CANDACE. — Mais, je vous en prie pas de mesures de restriction qui seraient de nature à gêner dans son essor la production coloniale, à décourager dans son élan cette production seule capable de nous libérer de l'étranger et du change qui nous accable. (*Très bien ! très bien !*)

Aujourd'hui, c'est contre les rhums, demain ce sera contre les bois. Avant-hier, nous le savons, c'était contre les caoutchoucs de l'Indochine, contre ceux de l'Afrique Occidentale, alors que la France est tributaire pour une large mesure, de l'étranger quant à l'importation du caoutchouc nécessaire à son industrie. Il en est de même hélas ! pour bien d'autres matières premières, pour bien d'autres denrées. (*Très bien ! très bien !*)

Je vous demande de ne pas entrer dans les vues de mon collègue et ami M. Barthe. Dites-vous bien qu'hier dans la guerre comme aujourd'hui dans la paix, il ne peut pas y avoir deux France, une France coloniale et une France continentale. Non la France est une. Elle était une devant l'ennemi ; elle doit être une dans la paix pour sa restauration économique, pour sa prospérité et pour son expansion économiques, pour le rayonnement de son prestige et de son influence dans le monde.

Je vous demande dans cet esprit de vouloir bien rejeter le texte du Gouvernement et de la commission suggéré par l'honorable M. Barthe. (*Vifs applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. Barthe.

M. BARTHE. — Je m'incline devant les arguments sentimentaux développés par M. Candace. Il nous a rappelé l'effort fait par les colonies pendant la guerre.

Personne, dans cette Chambre, ne mettra en doute cet effort. Je veux pourtant remettre la discussion sur son véritable terrain. Nous discutons des questions économiques, et les souvenirs de la guerre n'ont rien à faire lorsqu'on réclame le retour à la légalité.

« Qu'est-ce que le rhum ?

Le rhum est, par la loi du 31 mars 1903, considéré comme un alcool naturel; et dans divers décrets le Conseil d'Etat a donné à ce produit une définition légale.

Le rhum et le tafia ce sont, d'après le décret du 19 août 1921, « une eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus de canne non privé, par défécation, des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leurs caractères spécifiques ».

Il est donc stipulé nettement que ce qui a permis au rhum d'être considéré comme alcool naturel, ce n'est pas l'alcool neutre qui est un produit chimique, mais ce sont les caractères spécifiques qui fournissent à ce spiritueux ses qualités propres.

La loi du 25 juin 1920 — M. Boisneuf doit se souvenir qu'à ce moment, j'ai défendu la production coloniale — déclare en son article 89 que seuls les rhums des colonies françaises « consommables en l'état » sont admis en France.

Que s'est-il produit ?

Certains producteurs, au lieu de s'incliner devant la loi, ont procédé à la rectification des rhums.

Au moment où, en accord avec la région du Nord, nous avons décidé que l'alcool industriel irait à la consommation industrielle et l'alcool naturel à la consommation de bouche, certains importateurs ont transformé leurs produits en alcool industriel et, situation paradoxale, au moment où nous décidions que l'alcool neutre des mélasses de betterave n'irait pas à la consommation de bouche, c'est l'alcool neutre colonial qui, illégalement, a pris la

place de notre production du Nord. (*Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche, au centre et à droite.*)

Nous avons protesté. Comme il n'y avait, au début de cette pratique, que des cas isolés, l'administration des finances a fermé les yeux. Mais peu à peu cette fraude productive s'est développée au point qu'à l'heure actuelle, d'une façon très nette, les colonies ont tendance à abandonner la production du sucre pour se donner à la production non pas du rhum défini par la loi, mais de l'alcool neutre.

Les importateurs coloniaux se sont simplement couchés dans le lit des distillateurs d'alcool neutre du Nord.

Nous avons protesté. M. Lèbe-Gigun, directeur des contributions indirectes m'avait déclaré vouloir prendre des mesures, mais sous le prétexte qu'au printemps dernier le prix des vins était élevé, aucune décision n'a été prise. L'administration espérant que cette fraude ne se développerait pas, a décidé que les rhums qui seraient acceptés ne pourraient dépasser 65 degrés. L'administration des finances croyait ainsi avoir résolu le problème.

C'est à ce moment, M. Candace l'a rappelé, que la Confédération générale des vignerons a demandé à un juriste qui fait autorité, M. Hannotin, de donner une consultation sur cette question. M. Hannotin a répondu d'une façon très nette que l'opération était illégale.

Certains importateurs coloniaux, notamment quelques spéculateurs coloniaux de la Martinique ont envahi le marché français. Si nous n'y prenons garde l'alcool de rhum tendra à accaparer le monopole du marché. C'est la mort de la production française; ce sont les colonies produisant du rhum et abandonnant la production du sucre.

M. GASPARIN. — Ne généralisez pas.

M. BARTHE. — Je donnerai des chiffres et vous constaterez que j'ai raison.

Nous sommes en présence de ce paradoxe. Alors que l'administration des douanes interdit l'importation d'alcool neutre de canne en France, les pseudo-rhums sont rectifiés et sont écoulés sur le marché national, sous forme d'alcool neutre à haut degré. Ce que la douane refuse d'accepter est tout de même livré à la consommation.

Petit à petit, les colonies ont développé leur production. Au

lieu de produire du bon rhum, du rhum qui tire ses propriétés de ses qualités spécifiques, les colonies se sont mises à fabriquer un rhum de très mauvaise qualité. C'était fatal, puisque ce produit devait être dénaturé et que, camouflé sous forme de rhum, cette marchandise devait être écoulée en France comme alcool neutre.

M. de Lasteyrie s'en souvient, nos collègues du groupe vinicole et du groupe cidricole s'en souviennent, certains prélèvements ont été effectués sur les navires, important la marchandise.

Je m'adresse à la bonne foi de M. Candace, de M. Boussenot, de tous ceux qui défendent la production coloniale, et je leur pose la question : Voilà des échantillons des produits prélevés par le service de la répression des fraudes; est-ce qu'ils répondent à la définition du rhum ?

M. GEORGES BOUSSENOT. — Vous m'avez déclaré vous-même que ce produit-là ne venait pas de nos vieilles colonies.

M. BARTHE. — Je vous ai déclaré qu'ils n'étaient pas importés de la Réunion. Ils proviennent de la Martinique. La colonie de la Martinique a bien abusé de la situation.

M. GASPARIIN. — Alors pourquoi généraliser ?

M. BARTHE. — ... Et le marché français est envahi par le produit de mauvaise qualité qui n'est qu'une fraude. (*Applaudissements sur divers bancs*)

Voulez-vous des chiffres ? Prenons l'année 1921. Voici les statistiques de l'administration des contributions indirectes : il a été produit au cours de l'année 1921, 173.378 hectolitres d'alcool de vin, 165.925 hectolitres d'alcool de marc, 158.148 hectolitres d'alcool de cidre, 13 679 hectolitres d'alcool de fruits, et il a été importé en 1921, 147.984 hectolitres (alcool pur) de rhum. C'est-à-dire qu'on a importé une quantité à peu près équivalente aux quatre alcool naturels.

Il y avait un marché très bien partagé. Personne n'en souffrait. La production française et la production coloniale tiraient profit de cette soupape de sûreté, nécessaire aux pays de cidres, lorsqu'il y a trop de pommes, indispensable pour la viticulture quand la récolte est très abondante comme cette année-ci.

Alois que, pendant toute l'année 1921, il avait été importé en France par les colonies 147 894 hectolitres de bon rhum, pendant les onze premiers mois de l'année 1922, il a été importé 360.000 hectolitres d'alcool pur de rhum, c'est-à-dire la quantité

considérable de 700.000 hectolitres d'alcool de rhum consommable à 54 degrés.

Est-ce que vraiment il n'y a pas eu un abus ? Ce que les groupes cidricoles et vinicoles dénonçaient, il y a six mois, s'est produit petit à petit, il y a eu une spéculation formidable sur cette matière première. Tous les coloniaux se sont mis à faire du rhum.

M. GASPARIK. — Pas tous ! N'exagérez pas !

M. BARTHE. — Je reconnais que la Réunion n'a envoyé que 34.000 hectolitres.

M. Georges BOUSSENOT. — Mais vous voulez la frapper quand même.

M. BARTHE. — Mais non.

M. GASPARIK. — On importait à la Réunion d'ailleurs, des bouteilles qui contenaient un cognac qui était un véritable poison, si bien qu'on a dû en interdire l'entrée.

M. BARTHE. — Nous vous en félicitons. Nous sommes contre toutes les fraudes.

C'est la production française qui est frappée mortellement. (*Applaudissements sur divers bancs.*)...

Nous donnons aux colonies un contingent qui ne peut être considéré comme inférieur à la logique. Prenons la moyenne de cinq années normales avant la guerre. Que se produisait-il ? La consommation de bouche de l'alcool était malheureusement de 1.700.000 hectolitres. Nous avons élevé les droits, la consommation est tombée à moins de 800.000 hectolitres, c'est-à-dire moins de la moitié. Nous vous accordons la totalité de votre importation d'avant-guerre.

M. René BOISNEUF. — Et les alcools industriels que vous avez éliminés de la consommation de bouche !

M. BARTHE. — Oui, c'est exact, mais nous vous avons donné, en échange, le privilège des bouilleurs de cru, et nous sommes sur le point de résoudre pratiquement la question du carburant qui, est devenue une question nationale.

Les rhums n'ont rien donné ; nous ne leur avons rien demandé. Ce sont des arguments qui doivent faire réfléchir nos collègues. D'ailleurs, les producteurs de cidre et les producteurs de vin sont unanimes à demander que les abus soient combattus.

Le syndicat des producteurs d'alcool industriel est d'accord avec nous. On a protesté à Saint-Omer il y a quelques jours.

Toute la production française demande une mesure de justice. Car il serait paradoxal que, sous forme d'alcool neutre, les mélasses des colonies prennent la place des mélasses françaises.

Cela, personne ne l'a voulu. Ce serait aller contre le bon sens, ce serait une injustice contre notre pays.

Je suis persuadé que la mesure que je préconise sera adoptée à une grosse majorité. Je le répète, cette mesure est nécessaire à l'activité nationale.

Nous acceptons que, sous forme de rhum, tout le rhum qui pourrait venir des colonies soit consommé en l'état, mais ce que nous ne voulons pas, c'est que, illégalement, comme l'a déclaré M^e Hannotin sous les auspices d'une fraude que nous dénonçons, les industriels coloniaux nous envoient de mauvais alcools qui, peu à peu contre notre race, contre le pays, infiltreraient à nouveau l'alcoolisme chez nous. (*Applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT. — M. Boisneuf propose un amendement qui présente une certaine analogie avec M. Candace.

Cet amendement est ainsi conçu :

« Rédiger ainsi le premier paragraphe de l'article :

« A partir du 1^{er} janvier 1923, seuls pourront être importés en France, en exemption de la surtaxe prévue au 4^e paragraphe de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 et jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités importées annuellement par chacune des colonies de 1917 à 1922 pour les rhums agricoles ou de vesou, et jusqu'à concurrence de 2 hectolitres 25 d'alcool pur par tonne de sucre pour les mélasses... » (*Le reste comme au texte.*)

La parole est à M. le Ministre des Finances.

M. le MINISTRE DES FINANCES. — Je voudrais éviter que le débat ne se passionnât.

M. Barthe, entraîné par la chaleur de ses convictions, a peut-être été un peu loin. Il a paru jeter sur tous nos rhums coloniaux une sorte de défaveur...

M. BARTHE. — Non ! Non !

M. le MINISTRE DES FINANCES. — Qui n'était certainement pas dans sa pensée.

Les rhums de nos colonies constituent une production dont nous pouvons être justement fiers et qui, par leur qualité, sont célèbres dans le monde entier. (*Très bien ! Très bien !*)

Mais il faut cependant reconnaître que les rhums et les tafias

ont donné lieu à des abus, parfois véritablement intolérables. Il y a eu des contrefaçons.

M. BARTHE. — Je l'ai dit.

M. le MINISTRE DES FINANCES. — Je tâche de le répéter après vous, bien qu'avec moins d'éloquence. (*Sourires.*)

Ce sont ces abus auxquels nous nous préoccupons de mettre un terme par le texte que nous avons soumis à la Chambre.

Au moment où a été votée la loi de 1920, on ne pouvait prévoir qu'il serait importé en France des qualités de rhum aussi importantes que celles qui l'ont été depuis lors. On suppose que les rhums et tafias auxquels on ouvrirait largement le marché français, seraient consommés en nature, et on leur donna la situation privilégiée consentie aux alcools de bouche.

Mais qu'est-il arrivé ?

Séduits par la possibilité de vendre à des prix très élevés, après rectification, des produits fabriqués à bas prix dans les colonies, des importateurs ont introduit sur le marché français des quantités considérables de rhums et tafias de qualité très inférieure qui, non seulement, ont porté atteinte à la réputation de nos rhums coloniaux, mais qui, en même temps, ont permis de fabriquer en France des alcools qui ont fait, sur le marché, aux alcools indigènes, alcools de vin et alcools de cidre, une concurrence que je puis véritablement qualifier de déloyale et qu'il n'avait jamais été dans les intentions du législateur de rendre possible.

Nous sommes donc obligés de légiférer ; et si nous vous avons demandé de le faire dans le projet de douzièmes, c'est qu'il y a urgence.

M. Barthe vous a cité des chiffres que je demande à la Chambre la permission de lui rappeler.

Sous le régime antérieur à la guerre, la moyenne de production des rhums et tafias s'élevait à 145.000 hectolitres par an.

Depuis la guerre, cette production moyenne s'est élevée : en 1920, à 200.000 hectolitres ; en 1921, à 147.000 hectolitres ; en 1922, à plus de 400.000 hectolitres.

M. BARTHE. — Il s'agit de quantités d'alcool pur.

M. le MINISTRE DES FINANCES. — Tous ces chiffres représentent en effet de l'alcool pur.

C'est là un abus incontestable et si nous tardions à le réprimer, nous pourrions voir ces quantités augmenter encore. Nous risquons alors de voir cette situation paradoxale ; à un moment où le

marché français de l'alcool est surabondamment approvisionné, nous serions inondés de rhums coloniaux et, au moment où nous aurions besoin de recevoir du sucre — car nous souffrons d'un déficit de ce produit — nous verrions nos anciennes colonies s'orienter de plus en plus vers la fabrication de l'alcool, au détriment de la fabrication du sucre. (*Applaudissements.*)

C'est pour essayer de mettre un terme à cette situation que nous sommes venus vous demander d'insérer dans la loi portant ouverture de crédits provisoires la proposition de l'honorable M. Barthe.

Celui-ci vous a demandé de n'autoriser l'introduction des rhums et tafias que jusqu'à concurrence de la moyenne des années 1909 à 1913, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de 145.000 hectolitres d'alcool pur.

Je crois que nous sommes d'accord sur la nécessité d'intervenir. Le point qui nous sépare actuellement, c'est le montant du contingent autorisé. Je crois que les députés coloniaux trouvent que le chiffre de 145.000 hectolitres que nous avons fixé indirectement par un texte est trop minime et ils nous demandent, si j'ai bien compris le discours de l'honorable M. Candace, de faire un effort pour l'augmenter.

En ce qui me concerne — et là je fais appel à l'esprit de conciliation du Midi — je crois que le contingent pourrait être porté à 165.000 ou 170.000 hectolitres. (*Interruptions sur divers bancs.*)

Je crois que cette transaction mettrait fin à ce débat et concilierait tout à la fois, dans un même sentiment de solidarité nationale, deux intérêts qui nous sont également chers : l'intérêt de nos colonies et celui de la viticulture française. (*Applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT. — La parole est à M. Boisneuf.

M. René BOISNEUF. — Messieurs, j'entendais tout à l'heure notre collègue M. Barthe dire, en descendant de la tribune, qu'il faut prendre des mesures pour protéger la race française et empêcher qu'elle s'alcoolise.

Je serais, pour ma part, tout à fait décidé à me rallier à cette façon de voir si, au début de ses observations M. Barthe n'avait pris la précaution de nous dire qu'il était l'interprète des députés représentant les régions alcoologènes de la métropole et s'il n'avait précisé ainsi le véritable caractère de son intervention

Ce sont les députés représentant les régions productrices d'alcool, estimant que les rhums coloniaux font aux eaux-de-vie métropolitaines une concurrence qu'ils estiment désastreuse, qui vous demandent de prendre des mesures susceptibles de juguler sinon de supprimer cette concurrence.

Voilà la vérité ! Que l'on n'essaie donc pas de la dissimuler derrière de prétendues occupations de protection de la santé publique.

Je ne ferai pas l'injure à mes collègues de supposer un instant qu'ils trancheront la véritable question posée en se laissant inspirer uniquement par des considérations purement électorales, ou par des soucis d'intérêt personnel. (*Interruptions.*)

M. Gilbert LAURENT. — Pas plus que vous d'ailleurs.

M. DELPORT. — C'est dans l'intérêt général que M. Barthe est intervenu.

M. René BOISNEUF. — Vous avez à résoudre une question de justice. A l'heure précise où vous exaltez l'effort colonial, où vous exprimez les espérances que fait naître les projets de mise en valeur de nos colonies, il serait aussi dangereux que contradictoire de prendre une mesure par laquelle vous signifieriez aux colonies que chaque fois que leurs intérêts vous apparaîtraient comme opposés à certains intérêts métropolitains, elles seront sacrifiées sans autre forme de procès, sans aucun égard pour les répercussions que pourrait avoir pour leur avenir, voire pour leur existence même, la décision que vous édicteriez.

Notre devoir commun est, au contraire, de chercher une solution équitable, capable de sauvegarder tous les intérêts.

Après M. le Ministre des Finances, j'essaie, à mon tour, de trouver cette solution transactionnelle. L'adoption de mon amendement permettrait certainement de la réaliser.

M. Barthe veut que les colonies produisent du sucre, et fassent moins d'alcool. Pourquoi notre collègue ne nous a-t-il pas indiqué en même temps, la nécessité d'une mesure qui permit de sauvegarder l'intérêt du consommateur français lorsqu'il s'agit du vin, boisson hygiénique ? Pourquoi ne propose-t-il aucune mesure tendant à restreindre la production des eaux-de-vie de vins ?

La vérité, c'est que l'on veut assurer une situation privilégiée, un quasi-monopole à certaines eaux-de-vie de la métropole.

Moins on importera de rhum, plus les vignerons auront intérêt à envoyer à la chaudière une partie du jus qui pourrait servir à

produire cette boisson hygiénique qui s'appelle le vin. (*Très bien ! très bien !*)

M. BINGUIER. — C'est très vrai.

On le payera cinq francs plus cher demain.

M. René BOISNEUF. — L'intérêt du consommateur veut que le vin soit le meilleur marché possible. (*Interruptions.*)

M. Jean FÉLIX. — On envoie des marcs à la chaudière.

M. René BOISNEUF. — Ma réponse sera décisive. Vous savez bien que les alcools naturels sont les alcools consommés en l'état. Les alcools qui résultent de la distillation des mélasses de canne sont des alcools naturels. Les alcools qui résultent de la distillation des betteraves sont des alcools industriels, puisqu'ils ne sont pas consommés en l'état.

M. BARTHE. — Alors, pourquoi rectifiez-vous ?

M. René BOISNEUF. — Il ne s'agit pas de rectification, mais de la limite d'importation des rhums consommables en l'état. La question de la rectification est tout autre. Je ne vois pas d'ailleurs pourquoi elle ne se poserait pas aussi pour les eaux-de-vie naturelles d'ici ?

La Chambre m'excusera de discuter à bâtons rompus. Nous sommes pris sans vert. Il s'agit d'une disposition introduite subrepticement dans un projet de douzièmes provisoires, dans le texte primitif duquel elle ne figurait. J'ignorais complètement que cette grave question, capitale pour l'avenir des vieilles colonies viendrait aujourd'hui devant la Chambre.

Je me borne donc à insister près de la Chambre pour qu'elle veuille bien — et ce serait de stricte justice — maintenir aux colonies la situation acquise.

Si l'industrie rhumière s'est développée pendant ces dernières années, c'est parce que, pendant la guerre, on a sollicité les colonies de produire des alcools pour les besoins de la défense nationale, pour les besoins de l'armée. Des établissements nouveaux ont été créés pour répondre au vœu même de la métropole, des distilleries nouvelles ont été installées, des cultures nouvelles entreprises. Serait-il juste de ruiner ceux qui ont investi leurs économies dans ces entreprises ?

Vous voulez que les colonies produisent du sucre ; il faut les y encourager en permettant aux fabricants de sucre de tirer de leurs sous-produits l'alcool qu'ils en ont toujours tiré.

C'est pourquoi, dans mon amendement, reprenant d'ailleurs le

texte voté par la Chambre pendant la guerre, je demande qu'il soit tenu compte de la différence qu'il y a entre ce qu'on appelle le rhum agricole ou de « vesou » provenant de la distillation directe du jus de canne, et le rhum de mélasse ou tafia.

Si la production des rhums a augmenté dans une proportion qui paraît inquiéter quelques-uns de nos collègues, c'est parce que certains fabricants de sucre, je le reconnais loyalement, sollicités par l'appât du gain — ce qui est naturel — ont pu dériver, dans certaines colonies, vers la production rhumière, une partie des matières premières qui pouvaient servir à la fabrication du sucre.

Plusieurs voix. — Voilà la vérité.

M. René BOISNEUF. — Par conséquent, pour rétablir la situation, il faut exiger que ceux qui sont outillés pour fabriquer du sucre en produisent le maximum. Vous n'arriverez à ce résultat qu'en établissant une véritable balance, une sorte d'équation entre la quantité de sucre produite et la quantité de rhum résultant de l'utilisation des mélasses provenant de cette fabrication. (*Très bien ! très bien !*)

Vous sauvegarderez ainsi la situation des petits industriels installés dans des centres éloignés de toute fabrique de sucre. Vous sauvegarderez en même temps celle des petits cultivateurs de canne, qui alimentent ces distilleries. Ce sont de braves travailleurs au sort desquels vous ne resterez certainement pas indifférents. (*Très bien ! très bien !*)

En tenant compte de tous ces éléments et en fixant le contingent des rhums pouvant entrer en France en franchise de toute surtaxe, d'après les quantités produites entre 1917 et 1922, vous accomplirez l'acte de justice que je sollicite de vous.

M. BARTHE. — 1922 est une année de spéculation. Un certain nombre de dossiers sont, d'ailleurs, entre les mains de la justice.

M. René BOISNEUF. — Mais 1921 a été une année déficitaire, pendant laquelle on n'a rien importé en France, par suite de la mévente des rhums.

Nous pouvons nous mettre d'accord en considérant une autre période, celle de 1915 à 1920 par exemple. Mais il ne faut pas remonter plus haut.

Il serait arbitraire de fixer à un chiffre forfaitaire quelconque le contingent de rhums et de tafias à importer en France, en

franchise de la surtaxe prévue, sans tenir compte des éléments de calcul que je viens de préciser. C'est à cette solution que je prie M. le Ministre des Finances, ainsi que la commission, de vouloir bien se rallier.

Ainsi seulement, l'on sauvegardera tous les intérêts en jeu (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M, LE PRÉSIDENT. — Avant d'aller plus loin, je dois indiquer à la Chambre les modifications et additions que la commission propose à son texte primitif.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL. — D'accord avec le Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le nouveau texte de la commission :

« ART. 9. — A partir du 1^{er} janvier 1923, seuls pourront être importés en France, en exemption de la surtaxe prévue au quatrième paragraphe de l'article 89 de la loi du 25 juin 1920 et jusqu'à concurrence... » — Voici la première modification — « ... d'une quantité annuelle de 170.000 hectolitres... » — ici reprend l'ancien texte — « ...les rhums et les tafias originaires des colonies françaises présentant les caractères spécifiques définis par l'article 6 du décret du 19 août 1924, et ne titrant pas plus de 65 degrés.

« Un décret déterminera les conditions d'application de la disposition qui précède... » — et voici l'addition — « ... et celles de la répartition du contingent entre les colonies. »

La fin de l'article primitif de la commission, que je vais lire ne comporte aucun changement :

« Les rhums et tafias coloniaux tels qu'ils sont définis ci-dessus, admis en excédent des quantités indiquées, seront assujettis à la surtaxe qui frappe les spiritueux étrangers. Cette surtaxe fera partie du prix soumis à la taxe de 25 p. 100 établie par l'article 73 de la loi du 25 juin 1920. »

Mais la commission propose d'ajouter à son texte la dernière partie de l'amendement de M. Candace, qui est ainsi conçue :

« Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter, sous le nom de rhum ou de tafia, avec ou sans qualificatif ou sous une dénomination contenant les mots rhum, tafia, ou leurs dérivés, toute eau-de-vie ne provenant pas exclusivement de la distillation soit du jus de la canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

« Seront punis des peines portées à l'article 13 de la loi du

1^{er} août 1905, ceux qui contreviendront aux dispositions du présent article, toutes autres dispositions de ladite loi restant applicables à ceux qui, sciemment, exposeront, mettront en vente ou vendront sous le nom de rhum ou de tafia, des produits autres que ceux qui, aux termes du présent article, ont seuls droit à cette dénomination.

« Seront punis des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, ceux qui fabriqueront, mettront en vente ou vendront des produits destinés à donner à des spiritueux les caractères organoleptiques ou les caractères chimiques d'un rhum ou d'un tafia.

« Sont et demeurent expressément abrogés par la présente loi les clauses prévues à l'article 7 du décret du 3 septembre 1907 concernant les rhums et les tafias de fantaisie. »

Cette rédaction constitue donc le nouveau texte de la commission.

Cette lecture faite, nous revenons à l'amendement de M. Candace, à moins qu'il ne soit retiré.

La parole est à M. Candace...

M. Gratien CANDACE. — Maintenant, je vous fais respectueusement remarquer Monsieur le Ministre, que le texte choisi par vous ne peut favoriser la production du sucre, dont vous avez parlé.

Si vous n'indiquez pas nettement, dès maintenant, quelles sont les modalités qui vous permettront d'obtenir que la production du rhum soit fonction de la production du sucre, vous n'arriverez jamais à favoriser la production du sucre dans nos colonies. Il faut préciser ces modalités par votre texte ou par un décret.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Je le ferai dans le décret.

M. Gratien CANDACE. — C'est indispensable. Autrement, vous laisserez toute licence à certaines usines sucrières de produire exclusivement du rhum, au lieu de fabriquer du sucre, alors que nous voulons que la production du rhum soit limitée, pour les usines, d'après la production sucrière, en prenant pour base le chiffre de 2 hectol. 5 d'alcool pur par tonne de sucre, qui figure dans mon amendement. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. BARTHE. — Nous le voulons bien.

M. Gratien CANDACE. — Il va sans dire, Monsieur le Président, que je maintiens mon amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Ernest Flandin.

M. Ernest FLANDIN. — Dans ce début, nous avons la bonne

fortune de nous trouver tous d'accord sur les principes essentiels.

Nul, dans cette Chambre, ne peut prétendre maintenir l'état de choses actuel; c'est-à-dire l'envahissement complet de la métropole par les rhums et sous-produits des rhums de nos colonies.

On nous a cité des chiffres précis. La moyenne d'importation des cinq dernières années qui ont précédé la guerre était de 150.000 hectolitres. Cette année, l'importation atteindra près de 400.000 hectolitres.

Or, la fabrication totale de l'eau-de-vie de fruits naturelle, dans l'ensemble de la métropole, dépassera à peine 500.000 hectolitres pour 1922.

Si la situation actuelle était maintenue, la Martinique et la Guadeloupe, à elles seules, donneraient à la France un contingent d'alcool presque aussi considérable que celui produit sur tout l'ensemble de son territoire.

La question, étant ainsi nettement exposée, paraît résolue en principe. Le seul désaccord qui puisse se produire entre nous porte sur la quantité que vous avez l'intention de laisser importer en France.

Nul d'entre vous n'a l'intention, quels que soient les intérêts de la métropole, de porter atteinte à nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, qui sont des départements français et qui ont donné dans le passé et au cours de la Grande Guerre, tant de preuves émouvantes de leur attachement à la France. (*Vifs applaudissements.*)

C'est pourquoi je me permets de faire observer combien les représentants du groupe viticole et ceux du groupe cidricole, étroitement unis, ont montré de modération dans cette circonstance et combien ils ont tenu compte du respect dû par la métropole aux intérêts de nos vieilles colonies.

En effet, la fabrication de l'alcool naturel en France, depuis la loi de 1916, a diminué de moitié. Par conséquent, si nous avions voulu pousser la logique à l'extrême, nous aurions parfaitement eu le droit d'imposer à nos amis de la Martinique et de la Guadeloupe une limitation égale à la moitié de leurs importations et de les obliger à subir ainsi le sort commun en partageant notre mauvaise fortune.

Si nous avions voulu être rigoureux et abuser, peut-être, de notre majorité, nous aurions demandé logiquement que l'impor-

tation soit limitée à 75.000 hectolitres, c'est-à-dire à la moitié de l'importation d'avant-guerre.

Nous avons repoussé la tentation d'abuser de la puissance du nombre dont nous pouvions sans doute disposer dans cette Assemblée. Nous avons voulu, au contraire, tenir compte de l'état de choses existant, à nos propres dépens, en vous demandant seulement avec la Commission des finances, de voter l'article 9 inséré dans le rapport de M. Bokanowski, c'est-à-dire de fixer l'importation du rhum à son chiffre normal, tel qu'il résulte de la moyenne des cinq années qui ont précédé la guerre.

Quoi de plus équitable, vis-à-vis de nos colonies? Nous les favorisons. Nous leur réservons une situation plus avantageuse que la nôtre.

Nous avons diminué de moitié notre production: nous leur concédont d'importer la totalité de ce qu'elles importaient avant la guerre. (*Applaudissements.*)

Pour terminer, permettez-moi de rappeler qu'il y a bien longtemps, au cours d'une année tragique, un accord a été conclu entre les cultivateurs de France et cette Assemblée. En 1916, il a été convenu, dans un contrat, devenu texte de loi, que les producteurs d'alcool de fruits acceptaient de voir surcharger leurs eaux-de-vie de l'énorme impôt de 1.600 francs par hectolitre d'alcool pur. En échange de cet impôt écrasant, l'engagement a été pris qu'ils auraient dorénavant le monopole de la fourniture de l'alcool de fruits dans le pays.

Nous nous sommes aussitôt efforcés de trouver un débouché industriel à l'alcool de betterave produit par nos compatriotes du Nord. Dans quelques jours, nous aurons réalisé le carburant national (*Très bien! très bien!*) et nous pourrons, grâce à la loi de 1916, grâce à l'accord établi entre nous, grâce à la bonne volonté générale et à des concessions réciproques, diminuer, dans des proportions qui seront considérables dans quelques années, l'importation si onéreuse des essences et des pétroles.

Mais si nous voyions entrer en France et se substituer à ces alcools de betterave, désormais consacrés à des usages industriels, des centaines de milliers d'hectolitres de rhums, provenant de la distillation de produits ou de sous-produits de la canne à sucre, les cultivateurs qui ont accepté le programme de 1916, seraient vraiment les dupes du marché. (*Applaudissements.*)

C'est dans ces conditions, mes chers Collègues, qu'au nom du

groupe cidricole et d'accord avec tous nos collègues du groupe viticole, nous vous demandons, en toute justice, en toute sincérité, en toute modération, de voter le texte de l'article 9 tel qu'il est exposé par la Commission des finances, c'est-à-dire limitant à la moyenne des cinq années d'avant-guerre la quantité des rhums de la Martinique et de la Guadeloupe qui pourront dorénavant entrer en France. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Voix nombreuses. — La clôture !

CHAPITRE II

SON ORIGINE ET SA PORTÉE

Pour comprendre les raisons qui ont amené le vote de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922, il faut connaître la situation du marché des alcools en France.

Les alcools se divisent en deux classes : les alcools naturels et les alcools d'industrie.

Les alcools pendant la guerre. — Pendant la guerre la loi du 30 juin 1916 donnait à l'État le monopole de l'achat des alcools d'industrie et de leur vente pour des usages industriels et médicaux. La consommation de bouche était réservée aux alcools naturels dont le commerce restait libre quoique soumis au droit de réquisition.

Depuis la loi de 1903, le sort des rhums et tafias coloniaux était lié à celui des alcools naturels. La loi de 1916 n'avait réglementé que la production métropolitaine ; de même divers décrets de 1916 avaient prohibé l'importation des alcools étrangers sauf pour les emplois privilégiés et ne parlaient pas des alcools coloniaux. Ceux-ci pouvaient donc être importés et consommés librement. Le droit de réquisition leur était naturellement applicable.

Prorogation du régime provisoire des alcools. — Cet ensemble de dispositions devait prendre fin avec la guerre.

Il fut prorogé pendant plusieurs années. Les producteurs d'alcool naturel jouissant d'un quasi-monopole étaient maîtres des prix alors que la consommation croissait rapidement. La liquidation des stocks de guerre aurait amené la chute des cours d'alcool industriel, comme cela s'était produit pour les rhums coloniaux dont les prix étaient passés en quelques mois de 1.200 francs l'hectolitre à moins de 350 francs.

Les producteurs d'alcool naturel et d'alcool industriel étaient donc d'accord pour faire durer le régime provisoire.

D'autre part le Parlement désirait fondre avec le régime des alcools d'industrie celui des bouilleurs de cru. Les difficultés de cette révision de l'ensemble de la législation des alcools furent telles qu'une loi de 1922 la dissociait en prolongeant le régime des bouilleurs de cru jusqu'au 30 décembre 1922 et celui des alcools d'industrie jusqu'au 30 septembre 1924.

Les accords de Béziers. — Ce fut le dernier renvoi. Les industriels du Nord avaient réparé les désastres de la guerre et, leur production approchant rapidement des quantités atteintes avant 1914, entendaient ne pas se sacrifier au profit des viticulteurs. L'entente se réalisa grâce au carburant national et fut enregistrée aux accords de Béziers en avril 1922. Les résolutions suivantes furent adoptées :

« 1° Le marché de la consommation de bouche est réservé aux alcools naturels ; 2° les alcools provenant soit de la betterave, soit des autres végétaux indigènes, seront obligatoirement achetés par un office national de l'alcool, ayant le monopole de la vente ; 3° l'écoulement des alcools achetés par l'office sera assuré par leur cession comme carburant, au-dessous du prix de revient, si c'est nécessaire. »

La loi du 18 février 1923 créa le carburant national et les obstacles empêchant l'établissement du régime définitif des alcools étaient écartés.

Le répit de 1919 à 1922 avait été employé par les bouilleurs de cru pour consolider leur position. Ils partageaient le marché de la consommation de bouche avec les genièvres, les alcools coloniaux de fruits et les rhums et tafias.

Les genièvres. — Les genièvres avaient été classés par les lois de 1903 et de 1916 comme alcool naturel. Pendant la guerre la consommation de bouche leur avait été retirée par l'interdiction de distiller les céréales panifiables. Après la cessation des hostilités le Parlement établit un contingentement des genièvres et une surtaxe de compensation établie d'après la différence entre le prix d'achat des alcools d'industrie par l'État et le prix de vente moyen des alcools de vin. Le contingent limitait la production du genièvre au-dessous des chiffres d'avant-guerre. La surtaxe rétablissait les cours au niveau de ceux des alcools de vin.

Les alcools coloniaux de fruits. — Les alcools coloniaux de fruits, soit secs, soit frais étaient rangés par la loi de 1916 parmi les alcools naturels.

Les alcools de fruits secs, tels que figues et dattes furent éliminés par un décret de 1918 qui en défendait la distillation. Un décret de 1919 limita aux fruits « frais » les bénéfices de la loi de 1916. Une loi du 31 décembre 1920 leva l'interdiction de distiller les fruits secs mais assimila leur alcool aux alcools d'industrie.

Quant aux alcools des dattes, figues et caroubes fraîches, un décret de 1919, tout en les consacrant alcools naturels,

réservait leur importation à l'État et leur attribuait le régime des alcools d'industrie

A partir de 1921, les bouilleurs de cru avaient donc éliminé du marché de consommation de bouche tous leurs concurrents : alcools d'industrie, genièvres, alcools coloniaux de fruits secs et frais. Seuls les rhums et tafias partageaient leur privilège.

Les alcools naturels et les rhums. — Les rhums présentaient un double danger. Leur production pouvait croître dans un temps très court. Soit en portant les cannes aux distilleries agricoles soit en envoyant aux distilleries des usines des bagasses mal épuisées, les coloniaux pouvaient adresser à bref délai à la métropole des quantités considérables de rhums.

En France, un important débouché des eaux-de-vie consistait dans la fabrication des liqueurs qui utilisait une quantité considérable d'alcool neutre. Or les rhums coloniaux, après rectification, donnaient un excellent alcool neutre, recherché en raison de son prix par les fabricants de liqueurs.

Le rhum colonial soit naturel, soit rectifié se posait en concurrent direct des alcools de bouche métropolitains. Il constituait une masse de manœuvre ramenant presque automatiquement le cours des eaux-de-vie métropolitains au sien propre. Les bouilleurs de cru ne pouvaient faire monter à volonté le prix des alcools naturels et utiliser le monopole de la consommation de bouche qu'ils s'étaient assurés.

Premier contingentement. — En premier lieu un décret du 19 octobre 1919 limita les importations de rhum en France. En fait il n'a pas été appliqué et une loi de 1920 l'a abrogé.

Le contrôle d'origine. — La lutte fut reportée sur l'origine des rhums. Un décret de 1917 prohiba l'importation à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion des mélasses et sirops de provenance étrangère. Ce texte anéantit à la Martinique principalement une industrie prospère ; mais des distilleries s'établirent à la Guyane située à proximité de gros centres sucriers de Paramaribo et Demerara. Par cette voie détournée des alcools étrangers pouvaient être introduits en France. Une loi de 1920 étendit l'application du décret de 1917 à la Guyane.

Les producteurs métropolitains soupçonnaient les rhumiers de la Martinique et de la Guadeloupe d'utiliser les vieilles relations qui les unissaient aux autres Antilles pour introduire sous leur marque des marchandises d'origine étrangère.

La loi du 25 juin 1920 établit en son article 89 le régime provisoire de l'alcool. Les rhums et tafias des colonies françaises étaient exempts de la surtaxe qui frappait les alcools étrangers. Le décret d'application du 5 septembre 1920 permit de contrôler efficacement l'origine des rhums coloniaux.

Les contributions indirectes ouvrirent aux établissements producteurs des comptes individuels tenus à l'aide des quantités de matières premières employées et d'alcool produit. Seuls les rhums venant de ces matières premières certifiées d'origine coloniale étaient exemptés de la surtaxe.

Contingentement de 1922. — En 1922, les producteurs d'alcool naturel entreprirent une forte campagne de hausse. Immédiatement de grosses quantités de rhum furent achetées après rectification par les liquoristes. Les cours du

rhum restant stables, ceux des alcools naturels revinrent à un cours normal et les bouilleurs de cru essuyèrent de fortes pertes.

Ils essayèrent de faire admettre par l'Administration une interprétation des textes rendant illégale la rectification des rhums. Le Ministre des Finances, M. de Lasteyrie répondit d'une façon catégorique en juillet que les textes ne prévoyaient pas l'interdiction demandée, que ce serait contraire à l'intérêt général et qu'une disposition législative serait nécessaire pour changer l'état de choses existant.

Cependant le volume des rhums rectifiés augmentait. A la fin de novembre 1922, il atteignait 300.000 hectolitres au degré commercial.

C'est alors qu'intervint le vote de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922.

Ce texte fixe à 160.000 hectolitres d'alcool pur les rhums et tafias coloniaux à admettre en France.

Les quantités hors contingent sont soumises à une surtaxe.

L'importation des rhums marquant un degré supérieur à 65° est interdite sauf si elle est destinée à l'État.

Comme compensation à ces diverses limitations, les rhums fantaisie ne sont plus autorisés.

Exemple de politique coloniale. — Les résultats furent conformes aux désirs des auteurs de la loi. La rectification des rhums disparut et la consommation du rhum de bouche diminua d'une façon sensible.

Les bouilleurs de cru, maîtres du marché, provoquèrent des oscillations importantes des cours. Ceux des rhums étaient liés aux prix des alcools naturels par la surtaxe. Le marché des rhums coloniaux connut une instabilité dange-

reuse guère faite pour faciliter le règlement des problèmes soulevés aux colonies par la loi de 1922.

L'opinion parlementaire ne s'intéressa plus après cette date au sort des rhums. Les lois ultérieures prises sur le contingentement ou la répression des fraudes furent votées au milieu d'une indifférence complète car elles n'étaient pas susceptibles de gêner le monopole des bouilleurs de cru. Leur application fut faite avec négligence sinon mauvaise volonté par le service des Douanes ou celui de la Répression des Fraudes. Le Parlement ne s'occupa pas des difficultés créées par l'ignorance des problèmes qu'il traitait. De minimis...

DEUXIÈME PARTIE

LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

L'économie de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe est basée sur la canne qui donne du sucre et du rhum.

La distillation des cannes demande un matériel peu important et le prix de revient du rhum est minime. L'extraction du sucre exige des installations considérables et son coût de fabrication augmente rapidement avec le pourcentage de sucre extrait.

Le sucre et le rhum sont des produits complémentaires. L'industriel peut produire uniquement du sucre ou uniquement du rhum, ou une certaine proportion de l'un et de l'autre. Cela dépend des conditions du pays et des cours.

Traditionnellement la Réunion produit surtout du sucre, la Guadeloupe et la Martinique surtout du rhum, les cannes de ces deux dernières colonies contenant un pourcentage de sucre cristallisable inférieur à celles de la première.

Jusqu'en 1922 les cours du sucre et du rhum donnaient aux coloniaux une rémunération normale de leur travail. Après le contingentement, les prix du rhum, suivant ceux des alcools naturels, connurent une augmentation qui n'avait plus de rapport avec leur prix de revient.

C'est pourquoi la loi de 1922 quoique ne s'occupant que du rhum, eut une répercussion profonde sur l'industrie sucrière.

Les deux chapitres suivants vont s'occuper : le premier de la question des rhums, le second de celle du sucre.

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION DES RHUMS

La promulgation de la loi du 31 décembre 1922 fit dans les milieux coloniaux l'effet d'une bombe. Les intéressés n'avaient pas été consultés. Les importateurs, les syndicats, l'Union coloniale n'étaient au courant de rien. Les parlementaires eux-mêmes furent presque mis en présence du fait accompli.

Des protestations générales s'élevèrent; elles se transformèrent avec l'évolution des cours et du marché du rhum, en une approbation vigoureuse.

A. — Évolution du marché.

La consommation métropolitaine était supérieure au contingent d'environ 70.000 hectolitres. Cette différence amena en 1923 la liquidation des stocks accumulés pendant la campagne précédente et la hausse des cours. Le calcul de la surtaxe exerça également une influence importante sur le marché.

Le mécanisme des cours. — Les rhums hors contingent étaient assujettis au paiement d'une surtaxe égale à la différence entre le prix d'achat et de cession des alcools par l'État. Le prix de cession des alcools augmentant avec le

relèvement des cours des eaux-de-vie, les prix du rhum surtaxé suivirent les oscillations spéculatives des alcools métropolitains.

Les frais de fabrication et de transport étaient égaux pour le rhum contingenté et pour le rhum surtaxé, mais le hors contingent supportait en plus le montant de la surtaxe. Comme les deux marchandises étaient identiques, leur prix sur le marché métropolitain était le même et, il dépendait, suivant le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande, du produit le plus cher, c'est-à-dire du surtaxé. Les bénéficiaires du décret du 20 février 1923 jouissaient donc d'un avantage approximativement proportionnel au montant de la surtaxe.

Enfin, les rhums hors contingent ne pouvaient trouver un placement rémunérateur sur le marché métropolitain que s'il existait un écart minimum de 200 à 250 francs entre le taux de la surtaxe et le cours du rhum contingenté; cet écart représentait le prix de revient.

La surtaxe était au début de 1923 de 370 francs l'hectolitre; elle atteignit 1.000 francs en 1930.

Ces facteurs ne jouaient que si la France importait du surtaxe. Or, le contingent étant fixé à un chiffre trop bas, du rhum hors contingent fut immédiatement demandé. Les quantités ainsi introduites atteignirent en 1930, 49 000 hectolitres.

De 1922 à 1926. — Pour ces diverses raisons, hausse des alcools métropolitains et taux de la surtaxe, le prix du rhum monta rapidement. Il variait de 350 à 450 en 1922, de 370 à 825 en 1923 et de 650 à 800 en 1924.

A cet accroissement de prix correspondaient une diminution de la consommation et une légère augmentation des

importations. Celles-ci, furent de 204.000 hectolitres en 1923 et de 213.000 en 1924. La diminution de la consommation était due au taux de la surtaxe et au cours des alcools métropolitains qui empêchaient le prix du rhum de varier avec la demande.

En 1923 les stocks commencèrent à s'accumuler, le marché du surtaxé connut des variations de cours telles que les prix se trouvèrent inférieurs au coût de revient. On dut recourir au service des poudres qui acheta en 1926, 26.000 hectolitres d'alcool pur.

De l'expérience du régime de 1923, les coloniaux tirèrent la conclusion que le contingentement constituait pour celui qui en bénéficiait un régime exceptionnellement favorable.

De 1926 à 1930. — Pendant la période 1926-1930 la progression générale des cours et des importations fut continue malgré des a-coups spéculatifs. En 1929 notamment, le cyclone de la Guadeloupe fit passer les cours de 750 francs à 1.023 francs. Ce mouvement était favorisé par les bas prix du sucre qui rendaient plus grand l'écart de bénéfices entre les deux produits.

Le vote de la loi du 16 avril 1930 sur la répression des fraudes et le contrôle des entrepôts de rhum, provoqua également une forte poussée spéculative. L'Administration des Contributions Indirectes, ayant déclaré inapplicables les dispositions de la loi, la hausse fut de courte durée.

En 1930, 270.363 hectolitres de rhum entrèrent en France et les prix varièrent entre 827 et 1.117 francs l'hectolitre à 55°.

Le marché métropolitain. — Cette énorme quantité ne put être absorbée. En 1931, 80.000 hectolitres restaient en

stock. Le marché métropolitain des alcools était lui aussi dans une très mauvaise position.

Les accords de Béziers avaient réservés aux alcools naturels la consommation de bouche. La demande était à ce moment supérieure à l'offre, les viticulteurs ne pouvaient produire l'alcool nécessaire. Des industriels montèrent des distilleries de pommes dont les bénéfices furent tels que la production d'alcool de pommes atteignit 500.000 hectolitres; aussi les cours passèrent de 1.800 francs à 300 francs en 1934.

Cette situation rejaillit sur les alcools d'industrie car l'État pour améliorer le marché acheta pour envoyer à la carburation 1 million d'hectolitres d'alcool de vin et 125.000 hectolitres d'alcool de pommes.

Depuis 1930. — Les cours des rhums, dans ces conditions ne pouvaient que baisser. Ils tombèrent au-dessous du cours de la surtaxe.

Le Gouvernement pour diminuer les importations augmenta le taux de la surtaxe. De 1.000 francs par hectolitre d'alcool pur en 1930, il était en 1934 de 1.215 francs. Désormais il n'était pas possible de vendre ce rhum hors contingent autrement qu'à perte.

Comme chaque fabricant avait préparé ses cultures pour produire plus que son contingent, il dut livrer ses rhums au marché local à n'importe quel prix. De 220 francs l'hectolitre à 55° en 1930, le rhum passa à moins de 80 francs en 1933.

Le Gouvernement dut intervenir et réglementer les marchés locaux,

Pour remédier à la situation, il essaya par le décret du 5 octobre 1934 de retarder l'arrivée des premiers rhums du contingent de la Martinique et de la Guadeloupe de façon

qu'ils ne se trouvent pas sur le marché en même temps que le solde du contingent de 1934.

Cette mesure ne paraît pas avoir produit l'effet escompté.

L'histoire du marché du rhum permet de comprendre l'évolution du régime du contingentement.

B. — Histoire du contingentement.

Au début de 1923 une commission se réunit pour régler les détails d'application de la loi du 31 décembre 1922. Elle comprenait des membres des ministères des Colonies, des Finances, de l'Agriculture, les représentants des colonies, et des membres des commissions parlementaires des colonies et des boissons.

Première répartition. — La première question en suspens était la fixation des contingents de chaque colonie. L'action des représentants des Antilles fit prévaloir une règle qui offrait le triple avantage de paraître impartiale, d'être facile et de respecter les situations acquises, c'était de fixer les contingents d'après la moyenne de production d'un nombre donné d'années.

Elle était surtout conforme aux intérêts de la Martinique et de la Guadeloupe qui s'assuraient 87 p. 100 du contingent global dans la répartition opérée par le décret du 20 février 1923.

Par contre, les autres colonies, Réunion, Indochine, Madagascar, Guyane, Mayotte, Océanie et Nouvelle-Calédonie recevaient des parts qu'elles estimaient insuffisantes et les établissements qui s'ouvraient après le 31 décembre 1922 n'entraient pas en ligne de compte. De là devaient naître les remaniements ultérieurs du système.

Demande de suppression du contingentement. — Les décrets du 20 février et 13 avril 1923 élaborés par la Commission étaient à peine parus que l'abolition du contingentement était demandée avec insistance.

Les commerçants de Marseille, du Havre et de Bordeaux étaient très gênés par la restriction des importations. L'augmentation des cours du rhum et l'introduction des surtaxes mécontentaient les viticulteurs.

Ceux-ci demandèrent l'abrogation de la loi de 1922 à condition que la rectification des rhums fut interdite.

Première modification. — Les coloniaux devenus partisans du contingentement s'y opposèrent, mais ceux qui s'estimaient lésés dans la répartition existante joignirent leur mécontentement à celui des importateurs et des viticulteurs. L'Institut Colonial Français émit le vœu que le contingent fut augmenté dans la plus large mesure possible. Les syndicats du commerce des ports de Bordeaux et du Havre, l'Association des voyageurs et représentants du Sud-Ouest, le Syndicat des négociants en vin, le Syndicat national de vins et spiritueux, les représentants des Colonies avec l'appui de M. Barthe, président de la Commission des Boissons de la Chambre, unirent leurs réclamations et obtinrent une augmentation de 25.000 hectolitres d'alcool pur.

Le décret du 24 janvier 1924 modifia quelque peu la répartition entre colonies. Le pourcentage de la Martinique et de la Guadeloupe diminuait et une part plus large était réservée non seulement à la Réunion mais aux établissements récents de Madagascar et de l'Indochine.

Deuxième modification. — En 1925 les plaintes recommencèrent. Les hauts cours avaient incité les coloniaux à

augmenter leurs plantations, mais ces hauts cours avaient élevé le taux de la surtaxe qui devenait prohibitive. En fin 1924, elle était de 720 francs l'hectolitre d'alcool pur. Le marché des surtaxés se restreignait quand la production s'accroissait.

Les usiniers avaient augmenté d'une façon considérable leur production de sucre ; mais leur contingent n'avait été relevé que d'une quantité assez faible, ce surtaxé ne payait pas, et leurs possibilités de fabrication étaient bien supérieures à leur part.

Les distillateurs contingentés étaient contraints d'abandonner l'excédent de leurs cannes. Les distillateurs non contingentés devaient livrer leurs cannes au-dessous des prix de revient.

Enfin, la Réunion ne cessait d'élever des plaintes énergiques. Pendant la guerre, c'était sur l'ordre de la métropole qu'elle avait réduit sa production de rhum pour accroître celle du sucre.

En 1922, c'étaient les spéculateurs de la Martinique qui avaient provoqué le vote de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922.

Quoique le contingentement ait eu pour but avoué d'être une prime à la production du sucre, la Réunion n'avait obtenu que 18.000 hectolitres contre 60.000 à la Guadeloupe et 80.000 à la Martinique.

Avec la position privilégiée que le rhum contingenté avait acquise, les Réunionnais ressentaient vivement l'injustice commise à leur égard. L'action personnelle de ses représentants lui permirent d'obtenir en partie satisfaction. Sa part était passée à 23.000 hectolitres en 1924 mais M. Barthe lui-même reconnaissait qu'elle était loin de correspondre à ce que cette colonie méritait.

Le Parlement accepta par la loi du 13 juillet 1925 de relever le contingent à 200.000 hectolitres.

Cette élévation portait sur la période du 1^{er} janvier 1925 au 31 décembre 1929 : stabilité qui fut bien accueillie des milieux coloniaux.

Le décret d'application du 26 août 1925 attribua 7.000 hectolitres à la Réunion et les 8.000 autres hectolitres d'excédent au Ministre des Colonies qui était chargé de les répartir chaque année. Ils étaient destinés à réajuster les contingents, à être répartis entre les nouveaux établissements, et à favoriser la production du sucre.

Le législateur craignit ensuite que des établissements trop nombreux fussent créés et le décret du 11 janvier 1926 spécifia qu'aucune part de contingent ne serait attribuée aux distilleries ouvertes après le 1^{er} janvier 1926.

Une bataille ardente se livra autour de la réserve ministérielle, chaque bénéficiaire considérant ce qu'il avait reçu comme un droit acquis et désirant davantage.

Troisième modification. — Le décret du 15 avril 1926 stabilisa le nouvel état de choses en répartissant pour la période 1926-1929 inclus un contingent fixe de 196.676 hectolitres et ne laissant plus à la disposition du ministre qu'une réserve de 3.324 hectolitres. Celle-ci ne comprenait plus, outre le rajustement de la Guyane, que les primes sucrières.

Désormais le régime était stabilisé. La loi du 27 décembre 1927 le maintint en vigueur pour une période allant jusqu'au 31 décembre 1939.

Un seul changement fut introduit par la loi du 17 juillet 1934 complétée par un décret du 13 septembre qui a porté le contingent à 201.650 kilogrammes. Cette augmen-

tation eut pour but de permettre à la Guyane d'importer en France 2.500 hectolitres au lieu de 850 qui lui étaient primitivement alloués.

Un décret du 30 janvier 1930 fut pris en application de la loi du 27 décembre 1927. Ses modalités furent déterminées par les événements survenus aux Antilles. Avant de les étudier il est nécessaire d'exposer les modifications intervenues dans la répartition interne du contingent de chaque colonie.

**C. — Vicissitudes des répartitions internes
des contingents. Les décrets de 1923.**

Les décrets des 20 février et 13 avril 1923 ont établi les règles d'application de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1922.

A. Répartition du contingent à l'intérieur des colonies :

La fixation de la part de chaque producteur est faite par arrêté du Gouverneur, pris après avis des Chambres de Commerce et d'Agriculture et des délégués des intéressés.

B. Règles de partage :

1° Entre le groupement des usines et celui des distilleries, le partage est proportionnel au chiffre moyen de la production de rhum et tafia de 1913 à 1919 inclus.

2° La part de chaque usine est au prorata de sa production de sucre pendant la campagne en cours.

3° A l'intérieur du groupement des distilleries :

a) La part de chaque distillerie agricole est proportionnelle à sa production annuelle la plus élevée de 1913 à 1922 sans dépasser celle de 1919 à 1922.

b) La part de chaque distillerie industrielle est proportionnelle à sa production moyenne de 1919 à 1922 inclus.

4° La règle établie pour les distilleries agricoles s'applique à celles qui ayant antérieurement distillé des mélasses sont aménagées au 31 décembre 1922 pour distiller le jus de la canne.

C. Transferts et cessions :

1° Une distillerie ne pourra transférer son contingent à une autre distillerie qu'après autorisation du Gouverneur accordée pour impossibilité de fabrication par force majeure.

2° Une usine à sucre pourra céder son crédit de tafia à un autre établissement quelconque.

D. Rectification des contingents :

Les chiffres de chaque contingent ne comprennent pas les quantités réexportées de France ensuite d'entrepôt, de dépôt, de transit ou de transbordement, ni les pertes ou coupages survenus en cours de transport.

Les quantités non exportées des colonies au 31 décembre seront reportées sur le contingent de l'année suivante.

Les parts de contingent non utilisées par les distilleries sont reportées au crédit du groupement pour l'année suivante.

Les modalités d'application de ces dernières dispositions furent réglées par l'Arrêté ministériel du 14 septembre 1923.

Cet ensemble de règles fonctionna sans changement pendant les années 1923, 1924 et 1925. Limitant la production à un chiffre donné, il la stabilisa dans l'état où elle se trouvait au 31 décembre 1922. Les établissements fondés après cette date n'avaient pas droit au contingent. Ils ne vivaient que du rhum importé en France hors contingent et soumis à la surtaxe : marché irrégulier et moins avantageux que celui du rhum contingenté. Les inconvénients provenant de la rigidité de la réglementation s'accrurent à mesure que les établissements s'ouvraient. Le mécontentement des

« sacrifiés », comme les non-contingentés s'appelaient eux-mêmes, devint assez fort pour modifier la législation en leur faveur.

Les décrets de 1925-1926. — Le décret du 26 août 1925 édicta qu'une part des 8.000 hectolitres laissés à la disposition du ministre serait affectée aux contingents à accorder aux établissements créés pendant la période 1925-1929.

Ce principe devait provoquer la création de nombreux établissements susceptibles d'épuiser la réserve entière. Le Gouvernement, par le décret du 11 janvier 1926, revint sur sa décision et déclara qu'aucune part de contingent ne serait attribuée aux distilleries ouvertes postérieurement au 1^{er} janvier 1926.

Le décret du 20 février 1923 avait spécifié que, pour les usines à sucre dont le contingent était fixé au prorata de leur production de sucre pendant l'année en cours, une provision des deux tiers leur serait distribuée au début de la campagne.

Cette disposition souleva des réclamations, car des variations survenues en cours de campagne avaient nécessité la refonte complète de la répartition.

Le décret de 1926 la supprima et édicta que la répartition devait être calculée sur la production de l'année écoulée, sauf pour la Réunion où elle était basée sur les chiffres de la campagne prenant fin dans le premier trimestre de l'année. Ce même décret, d'autre part, attribuait des parts supplémentaires de contingent aux usines qui augmentaient leur production de sucre.

Les différentes dispositions précédentes furent codifiées par le décret du 25 avril 1926 qui se borna à clarifier les principes de partage interne établis sans y apporter de modifi-

cations sauf pour la cession de crédit de tafia des usines qui était supprimée. Les usines ne gardaient que la possibilité de transférer leur part de contingent en cas de force majeure.

Par la suite l'aménagement du contingentement reçut diverses améliorations de détail. Un décret du 12 juin 1932 autorisa la fusion des contingents entre établissements de même groupement. L'arrêté du 14 septembre 1923 avait établi un régime d'admission temporaire très libéral pour les rhums en France. Les quantités non réexportées dans le délai d'un an étaient soumises à la surtaxe augmentée des intérêts de retard.

Ce délai permit aux importateurs de jouer sur les cours des rhums. L'admission temporaire devint un instrument de spéculation.

Aussi un décret du 8 juillet 1932 décida que les rhums hors contingent ne seraient admis en entrepôt que pour la réexportation et réduisit le délai à six mois.

Le système établi par les décrets de 1923 avec les changements indiqués plus haut était commun aux trois colonies jusqu'en 1927 environ. A partir de cette date il subit des modifications profondes aux Antilles.

A la Martinique. — La Martinique connaît des conditions de fabrication spéciales. Son relief tourmenté et les difficultés de transport rendent nécessaire l'installation d'un grand nombre de distilleries dont la prospérité est diverse et parfois aléatoire.

La répartition établie par les décrets de 1923 avait provoqué des mécontents et le réajustement opéré par le décret de 1926 encore davantage. Des établissements nouveaux obtenaient une part plus forte que des anciens. A des distil-

leries d'importance inégale un contingent identique avait été octroyé.

Le mécontentement devint tel que le Ministère des Colonies y envoya un inspecteur, M. Harranger.

Celui-ci fit prendre le décret du 25 janvier 1925. Les distilleries étaient divisées en 6 catégories suivant leur contingent variant entre 3.000 et 100.000 hectolitres. A chaque catégorie était attribué un pourcentage basé sur leur production de 1919 à 1922 inversement proportionnel à l'importance de l'établissement, les distilleries de 100.000 litres obtenant 35 p. 100 et celles de 3.000 litres 100 p. 100.

Diverses autres dispositions achevaient la réforme du système antérieur.

Ce décret provoqua des protestations unanimes et les représentants de la colonie demandèrent au Président de la Commission des Boissons à la Chambre, M. Barthe, de venir étudier le problème des distilleries. Celui-ci rendit une sentence arbitrale qui devint le décret du 12 juillet 1927, dit décret Barthe.

Par la réduction de 5 p. 100 du contingent des usines, de 6 à 25 p. 100 des contingents des distilleries, un fond de rajustement fut constitué. Il servit à relever les petits contingents et à doter les distilleries installées avant le 31 décembre 1926.

L'autorité de M. Barthe et l'équité de ses mesures apaisèrent tous les mécontents.

Un décret du 11 janvier 1928 s'occupa de la cession de crédit des usines à sucre. Le décret du 15 avril 1926 l'avait interdit, mais la quantité non utilisée revenait à la disposition du ministre alors que pour les distilleries elle était reportée au crédit du groupement. Le décret de 1928

autorisa les usines, avec l'assentiment du gouverneur, à céder tout ou partie de son crédit de tafia à une distillerie industrielle.

Un décret du 30 janvier 1930 décida également la répartition des contingents des usines.

Ceux-ci, au lieu d'être établis au prorata de la production de la campagne en cours ou de l'année précédente, étaient stabilisés comme pour les distilleries. Les usines recevaient un contingent égal à la moyenne de ceux qu'ils avaient obtenus de 1923 à 1928, sous deux conditions :

a) Que leur fabrication de sucre l'année précédente ait été égale à la moyenne de fabrication de 1923 et de 1926.

b) Qu'elles reçoivent une quantité de cannes égale à la moyenne de celles livrées par les planteurs durant les trois dernières années.

Ces dispositions étaient sanctionnées par des reprises sur le contingent.

Après ces refontes le contingent de la Martinique de 88.915 hectolitres était partagé à raison de 48.976 pour les usines et 39.939 pour les distilleries. L'importance des contingents variait de 1.400 à 8.000 hectolitres pour les usines, de 35 à 1.300 hectolitres pour les distilleries, les petits et moyens contingents étant les plus nombreux.

Enfin un décret en date du 13 juin 1933 établit un système particulier pour le contingent de l'usine des Trois-Rivières. Son contingent de 132.088 litres fut réparti « entre les différentes propriétés de ce centre, qui ayant fourni des cannes à l'usine des Trois-Rivières, pendant la période de 1930 à 1932 inclus, ont reçu un contingent de rhum en échange de ces cannes ». C'est une dérogation très nette au principe du partage du contingent entre les groupements des usines et des distilleries, puisque le contingent de

l'usine des Trois-Rivières est attribué à ses fournisseurs de cannes.

A la Guadeloupe. — La Guadeloupe offre des possibilités économiques à peu près semblables à celles de la Martinique. Elle contient toutefois moins de distilleries et moins de petits planteurs. Les difficultés qu'elle connut furent les mêmes que celles de la Martinique mais moins vives.

Pour les résoudre elle demanda à M. Barthe de venir procéder à un arbitrage comme il l'avait fait dans la colonie voisine. Le résultat fut enregistré dans le décret du 17 août 1928.

Il est étroitement inspiré du décret martiniquais. Seules les modalités d'application en diffèrent. Le fond de rajustement fut constitué par les reprises basées non sur la production mais sur le contingent déjà attribué. Les contingents des distilleries supérieurs à 30.000 litres furent diminués de 3 à 40 p. 100 et ceux inférieurs à 35.000 litres augmentés de 30 à 70 p. 100. Une reprise de 50 p. 100 fut faite sur les usines.

Là encore l'intervention de M. Barthe ramena la paix sociale.

Le décret général du 30 janvier 1930. — En 1930, les remous provoqués par les décrets de répartition du contingent paraissaient suffisamment calmés pour qu'un texte puisse consacrer les positions acquises.

Le décret général du 30 janvier 1930 renvoie pour les Antilles aux décrets Barthe et reproduit en général les dispositions antérieures pour les autres colonies.

Il consacre la disparition de la réserve du ministre. En cas d'augmentation de production soit du fait des usines anciennes soit par la création d'usines nouvelles, les deux

tiers du contingent peuvent être réservés aux sucreries. En cas de diminution, le contingent non utilisé est affecté d'abord aux usines nouvelles, puis aux usines ayant un excédent de production, enfin à l'ensemble des usines et des distilleries.

Ce décret général du 30 janvier 1930 est donc la codification de la législation telle qu'elle résultait des nombreux changements survenus depuis 1922, à la suite de l'évolution du marché du rhum, tant dans les chiffres du contingent, que dans sa répartition soit entre colonies soit entre producteurs.

C'est le dernier décret général aux trois colonies. Les textes subséquents sont limités à chacune d'elles.

Réglementation du marché local aux Antilles. — Le relèvement de la surtaxe avait rendu l'importation du rhum hors contingent impossible. L'excédent de la production inonda le marché local. Celui-ci s'était agrandi puisque à la Martinique il était passé de 20.000 hectolitres en 1922 à 36.000 hectolitres d'alcool pur en 1932. Il ne pouvait néanmoins suffire à absorber la production et les cours s'effondrèrent.

Ces difficultés amenèrent le Gouvernement à réglementer le marché local. En 1931 et 1932 le Gouverneur de la Martinique adressa au Département deux projets qui, combattus par les usiniers, ne furent pas retenus à la suite d'une réunion tenue dans le cabinet du ministre, M. Paul Raynaud.

En 1933 M. Sarraut demanda à M. Barthe de procéder à une enquête qui eut lieu en août 1933, et à la suite de laquelle furent pris les décrets du 27 janvier 1934. Ils limitèrent les quantités pouvant être produites pour le marché local et les répartirent entre les producteurs.

Aux termes du rapport au Président de la République
« les règles essentielles de cette répartition sont les suivantes :

1° Partage rationnel entre les groupements de producteurs, fabricants de sucre et distillateurs ;

2° Prélèvement, sur la part de chacune de ces catégories de quantités limitées, en vue d'améliorer le sort des établissements dotés d'un contingent d'exportation reconnu insuffisant ;

3° Distribution du reliquat entre les intéressés, basée sur leur activité au cours de la période la plus voisine à la date du décret.

En ce qui concerne les distilleries agricoles, la base de répartition adoptée a été leur production moyenne des trois années 1930 à 1932, encore que certains producteurs aient réclamé une base de partage élargie, englobant les cinq dernières années de production, dans le but de sauvegarder la situation des établissements que la crise économique aurait placés en état d'infériorité ».

Le marché local est limité à 38.000 hectolitres d'alcool pur avec faculté pour le Gouvernement de l'accroître. Sur ce chiffre les usines ont 6.500 hectolitres, les distilleries agricoles 29.500 et les coopératives de distribution 2 000.

Ces mesures ont atteint leur but et ont ramené le prix moyen de l'hectolitre à 200 ou 225 francs. Le Gouverneur en a fixé le prix pour 1935 à 210 francs en gros et à 550 francs au détail.

Des modifications ont été encore apportées au régime des rhums à la Réunion et aux Antilles pour tenir compte de l'entente survenue en 1934 entre betteraviers et sucriers coloniaux. Il est nécessaire maintenant d'étudier la question des sucres depuis la guerre.

CHAPITRE II

LA QUESTION DES SUCRES

Délimitation. — La question des sucres est envisagée ici en fonction de la loi de 1922.

Il n'est question ni de la place que le commerce du sucre a tenue sous l'Ancien Régime, ni de sa lutte contre le sucre de betterave, ni de l'histoire de la législation douanière où il a joué un rôle prépondérant, ni des conventions internationales qu'il a provoquées.

Position. — Comme pour les alcools, le marché français est isolé du reste du monde; mais alors que le marché de l'alcool où, pour des raisons diverses, l'intervention législative est très poussée, a évolué en vase clos, l'histoire du sucre ne peut se comprendre en dehors du système mondial. Les usiniers connaissent bien les phénomènes d'endosmoses et des osmoses qu'ils utilisent pour l'extraction du sucre. De même à travers la membrane plus ou moins isolante des droits protecteurs de douane, la production étrangère a exercé son influence sur le marché français et réciproquement. L'effondrement des cours mondiaux a rendu nécessaire l'isolement de grands marchés se suffisant à eux-mêmes; à l'intérieur de ceux-ci, la production a dû être réglementée d'après la consommation.

Précisions. — Les chiffres cités plus loin ne sont pas absolument exacts. Tout a été dit sur l'incertitude des statistiques. Celles qui se rapportent au sucre ont des raisons particulières d'imprécisions.

Dans les quantités, il faut tenir compte du système employé dans chaque pays, tonnes métriques, tonnes courtes ou longues, et il faut savoir s'il s'agit de sucre brut ou de sucre raffiné. Les pays varient quelquefois de dénominations : le Royaume-Uni, par exemple, comprend parfois l'Irlande et parfois l'Irlande est comptée séparément. La détermination des campagnes sucrières prête aussi à confusion ; dans certains pays l'année civile ne correspond pas à la nôtre et surtout la campagne, suivant le climat se produit dans une année ou chevauche sur deux années. En ce qui concerne les prix, les difficultés sont fonction du bouleversement des monnaies depuis la guerre. Il faudrait tout réduire au prix-or pour avoir des bases de comparaison valables.

Les chiffres de cette étude sont tirés en général jusqu'en 1927 de l'*Annuaire Général* édité par la Maison Larousse et après cette date des statistiques du Dr Mikusch, de Vienne, publiées en France d'abord dans la *Circulaire Hebdomadaire du Comité Central des Fabricants de sucre de France* et ensuite dans le *Journal des Fabricants de sucre*.

Quand la source sera autre, elle sera indiquée.

Leur précision est suffisamment approchée pour qu'on puisse en tirer des conclusions qui sont d'ailleurs conformes à celles des auteurs ayant écrit sur la matière.

A. — La situation mondiale.

Le sucre est extrait de la canne ou de la betterave, la canne étant une culture de pays chauds et la betterave des

régions tempérées ; dans celles-ci l'Europe, avant la guerre, produisait la quasi-totalité de sucre de betterave.

Avant la guerre. — En 1913 la production totale de sucre brut était de 20 millions de tonnes métriques dont 11 millions de canne et 9 millions de betterave (extrait de Czarnikow du 20 déc. 34 — *Journal des Fabricants* de sucre du 23 déc. 34). La consommation absorbait la production.

La guerre détruisit les champs de betteraves et leurs usines.

De 1921 à 1930. — En 1921 la production de sucre de betterave était descendue à 4.500.000 tonnes et celle du sucre de canne montée à 13 millions.

Deux pays de cannes surtout avaient intensifié leur production : Java par une méthode minutieuse et Cuba par l'emploi massif de capitaux américains. Ils continuèrent à accroître leur maîtrise, Cuba de moins de 2 millions de tonnes en 1913 atteint 4 millions en 1921 et maintient sa production autour de 5 millions de 1925 à 1930.

Java de 1.400.000 tonnes en 1913 atteignait 1.700.000 en 1921, 2 millions en 1924 dépassait 3 millions en 1929, 1930, 1931 et 1932.

Entre temps les betteraviers reconstruisaient leurs plantations et accroissaient leur production non seulement dans les pays d'avant-guerre mais dans des endroits nouveaux.

La Pologne par exemple de 160.000 tonnes en 1921 atteint 900.000 en 1930.

Le résultat fut que la production mondiale progressait sans cesse : 25 millions de tonnes en 1926, 26 en 1927, 28 en 1928, 29 en 1930. La consommation suivait la production avec un certain retard. Elle était de 25 millions de

tonnes en 1926, de 26 en 1927, de 24 en 1928, de 27 en 1929, jusqu'à ce qu'elle fût impuissante à absorber la production et même qu'elle diminuât à cause de la crise (Czarnikow, *op. cit.*).

Les prix étaient satisfaisants, mais en 1930 ils commencèrent à fléchir. D'après les renseignements communiqués par le Ministère des Colonies, les prix mensuels en franc-or au quintal du Cuba à 96° sur le marché de New-York étaient les suivants :

1927.	de 37 à 31
1928.	de 31 à 24
1929.	de 23 à 22
1930.	de 22 à 14

En 1931 ils varient de 14 à 11 et en 1932 de 12 à 7.

Devant cette situation les pays producteurs s'émurent : les stocks s'accumulaient et pesaient sur les cours.

Le Plan Chadbourne. — Il fallait remédier à cette situation. Une conférence en mai 1931 réunit l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Belgique, la Yougoslavie d'une part et d'autre part Cuba, Java et le Pérou.

Ils adoptèrent des résolutions communément appelées « plan Chadbourne ».

Ce plan, qui subit de nombreuses modifications, avait pour but de :

Limiter pendant cinq ans les exportations en fonction de la consommation ;

Diminuer la production ;

Éliminer les stocks ;

Relever les cours.

Le plan Chadbourne produisit des résultats tout autres que ceux qui étaient escomptés par ses signataires.

Les cours ne s'effondrèrent pas grâce à lui, mais provoquèrent le déplacement des centres de production. Les grosses entités économiques à marché intérieur étendu comme les États-Unis et l'Empire Britannique qui jusque-là absorbaient l'excédent des « pays Chadbourne » s'organisèrent pour vivre en vase clos. Ils élevèrent des barrières douanières et développèrent leur production.

Les États-Unis. — Les États-Unis comprennent, au point de vue sucrier, en dehors du territoire métropolitain, les Philippines, Hawaï et Porto-Rico. Ils produisaient en 1930, 3.500.000 tonnes de sucre de betterave et 2.500.000 de sucre de canne. Les Philippines depuis sont devenues indépendantes mais restent englobées, comme Cuba, dans le système économique américain.

En 1933 ils produisaient 4.300.000 tonnes de sucre de betterave et 3 millions de tonnes de sucre de canne.

En 1934 les États-Unis se décidèrent à contingenter leur production par la loi Jones-Castigain. La production indigène en cannes et betteraves est limitée ainsi que, pour les colonies, la quantité de sucre importée en franchise.

Les sucres cubains bénéficient d'une préférence douanière de 52 p. 100 dans les limites d'un contingent.

Pour diminuer le prix de vente au consommateur les droits de douane sur les sucres sont abaissés. Afin de venir en aide à la production, le Gouvernement d'une part se réserve la faculté d'acheter 300.000 tonnes de sucre de betterave pour alléger le marché, et d'autre part établit une taxe de consommation dont le montant est destiné aux producteurs.

L'Empire britannique. — Pour l'Empire britannique le *Journal des Fabricants de sucre* du 30 décembre 1934 résume excellemment sa position :

« La question est compliquée. L'Angleterre est actuellement le principal marché sur lequel peut jouer la concurrence, ses importations atteignent plus de deux millions de tonnes, sur lesquelles la part de l'Europe, qui n'était que du quart il y a deux ans, atteint maintenant près de la moitié ; en plus de l'Angleterre proprement dite il y a, dans l'Empire, comme grands marchés importateurs, l'Inde (du moins c'était le cas jusqu'à présent) et dans une moindre proportion, le Canada.

A côté de ces parties importatrices il y a celles qui sont exportatrices : « Antilles, Maurice, Australie, Afrique du Sud. A la faveur du plan Chadbourne, la production de l'Empire a passé de 5.750.000 tonnes en 1930-1931 à 7.577.000 tonnes cette année, ce qui représente près de 30 p. 100 de la production mondiale ; ce n'est pas seulement l'Inde qui augmente sa production — bien que là soit le point le plus délicat peut-être du problème — mais aussi les Dominions et même l'Angleterre elle-même qui, cette année, réalisera ce paradoxe d'avoir une production supérieure à celle de Java ! Au total l'Empire malgré sa production élevée est encore importateur de sucre puisque, important 2.802.000 tonnes, il n'en exporte que 1.633.000.

Il est évident que tant qu'aucune limitation n'est mise à telle source de production, il ne peut être question d'assainissement du marché, ni de renouvellement des accords Chadbourne.

En Angleterre, il semble bien que les milieux gouvernementaux se rendent compte des inconvénients de cette politique, et qu'ils souhaitent endiguer un peu ce flot qui monte sans cesse. Des mesures ont été prises, ou sont envisagées, pour limiter la production des colonies de la Couronne ; la préférence coloniale a été modifiée, mais si l'Angleterre peut légiférer pour elle-même et ses colonies, avec les Dominions il lui faut négocier, et la question dépasse alors le cadre du sucre, c'est toute la politique commerciale de l'Empire qui est en jeu.

L'Angleterre est pratiquement le seul débouché des sucres de Natal et de l'Australie car, étant donné leur prix de revient élevé, ces sucres ne peuvent songer à concurrencer sur un marché libre ceux de Java ou de Cuba ; un contingentement des importations les obligerait donc à réduire leur production. D'autre part, l'Angleterre a acheté encore l'année dernière plus de 1.200.000 tonnes de sucres étrangers (ce chiffre sera très réduit cette année) y a-t-il lieu, pour ce pays, de développer son commerce impérial, ou

de le réduire au profit de l'étranger, si celui-ci peut lui acheter d'autres produits en échange? C'est là une question que nous pouvons poser mais à laquelle il ne nous est pas possible de répondre : de la façon dont elle sera résolue peut dépendre l'avenir du marché pendant bien des années.

Après les Dominions il y a l'Inde, et la politique protectionniste de l'Inde est une cause importante des complications actuelles.

Ce pays, qui s'était limité jusqu'à ces dernières années dans la production du sucre de gur fait par des moyens rudimentaires, possède maintenant 123 sucreries protégées par des droits de douane élevés et produisant du sucre blanc, et avec celles en construction l'ensemble de ces usines pourra produire plus d'un million de tonnes de sucre blanc par an. C'est inévitablement la réduction, et un jour peut-être, la suppression du plus important débouché de Java qui a vu en deux ans ses exportations aux Indes baisser de près de moitié. Les possibilités de production de l'Inde étant pratiquement illimitées on voit l'importance de ce nouveau problème.

Qu'il s'agisse de l'Inde, débouché qui se ferme, des Dominions et des colonies dont la production s'accroît, ou de savoir à qui sera réservé le marché intérieur de l'Angleterre, la question de la politique sucrière de l'Empire britannique est la principale qui se pose actuellement à l'extérieur et rien ne peut être fait de stable avant que son orientation ne soit fixée. »

État actuel du marché. — Dans l'ensemble la situation mondiale ne s'améliore pas, elle évolue par le déplacement d'assiette de l'industrie sucrière. Le D^r Mikusch pense qu'en 1935 la production sera de 900 000 tonnes inférieure à celle de 1934. La consommation, d'autre part, est en progrès, mais les stocks atteignent 9 millions de tonnes alors que leur niveau normal est de 5 millions. Ils continueront à peser longtemps sur les cours.

B. — Le marché français.

Principes. — En principe, les échanges entre la métropole et la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe ont lieu en franchise.

En fait, un intérêt fiscal oblige la métropole à percevoir des droits sur les sucres coloniaux. Les taxes sur les sucres étrangers ayant atteint un taux prohibitif on ne pouvait traiter sur le même pied les sucres coloniaux et les étrangers. La solution a consisté à baptiser droits de douanes les taxes portant sur les marchandises étrangères et droits de consommation celles qui frappent les denrées coloniales. Cette distinction résulte des lois du 30 décembre 1916 et 13 avril 1928.

La différence entre les deux droits permet l'importation des sucres coloniaux et interdit l'entrée des sucres étrangers. Elle est d'autant plus forte que les prix intérieurs sont plus élevés et les cours étrangers plus bas. En 1929 le droit de consommation était de 85 francs les 100 kilogrammes et le droit de douane de 140 francs.

Histoire du marché. — A la suite de la guerre et de la ruine des betteraves le sucre colonial connut une période de prospérité.

Après la guerre, les betteraviers reconstruisirent leurs usines et accrurent leur production.

De 300.000 tonnes en 1921, celle-ci passe à 450.000 en 1923, à 750.000 en 1925 où elle atteint les chiffres d'avant-guerre, mais elle continue à croître jusqu'à dépasser le million de tonnes en 1930 et 1931.

Aussi depuis la guerre jusqu'à 1930 les cours du sucre baissent dans l'ensemble lentement.

Entre temps les cours du rhum montaient comme il a été dit plus haut.

Les répercussions aux colonies. — Il semble qu'aux Antilles la part de rhum contingenté ait assuré aux usiniers

une période de forte prospérité et qu'à la Réunion il n'en fut pas de même. Sans connaître des temps difficiles les usiniers réunionnais furent plus affectés de la baisse du sucre que les antillais. Leur contingent était moindre et les prix du sucre exigeaient un effort de modernisation coûteux.

La loi du 31 décembre 1922 eut donc à la Réunion des répercussions graves qui sont relatées dans un article non signé paru dans *Le Peuple* du 31 mars 1934. En voici des extraits :

« ... A la Réunion, au lendemain de la loi, une usine moyenne ayant des mélasses pour 700.000 litres de rhum pouvant fabriquer le triple, qui la veille vendait ses 700.000 litres en France se trouvait réduite brusquement à 150.000 litres de contingent, sans notable changement de prix et à l'obligation de jeter à la mer les 3/4 de ses mélasses.

Pour la Réunion, le contingentement était bien la porte fermée à la production.

Si la masse du pays par suite des hauts cours du sucre ne ressentit aucun mal, il n'en fût pas de même de ses usines. A part quelques-unes, dont on eût dit que le décret de répartition n'avait été fait que pour elles, les autres usines connurent des années sans dividendes, des ventes et des reventes à des prix dérisoires et dont profitèrent les planteurs enrichis. »

« ... Les bilans sont là qui montrent que l'actionnaire n'a jamais touché que l'honnête loyer de son argent, lorsqu'il l'a touché, et que d'autre part, les usines ne sont pas créditrices, mais débitrices. Si l'on ajoutait à leur débit la somme des amortissements qu'elles n'ont pas pu faire, des modernisations qu'il faudrait réaliser sur l'heure pour être à la page, on atteindrait des sommes formidables.

Par l'effort de la modernisation, les rendements sont passés de 7 à 10, de 8 à 11, de 9 à 12. Cela fit 1.000 tonnes de sucre de plus par usine modernisée. »

En 1930, à la suite de diverses circonstances la situation du marché français devint critique. La production métropolitaine atteignait 4.080.000 tonnes et la consommation était

dépassée de 200.000 tonnes. Les prix du sucre n° 3 à la Bourse de Paris tombaient de 240 francs à 180 francs, et les sucres cubains s'offraient à 170 francs Caf. Nantes.

Le Gouvernement, passant outre aux réclamations des Cubains et des Américains, porta les droits de douane sur les sucres étrangers à 170 francs les 100 kilogrammes.

L'accord de 1930. — D'autre part les betteraviers s'entendirent pour stocker les 2 à 300 000 tonnes que la consommation ne pouvait absorber et mirent sur pied une entente groupant 93 p. 100 des fabriques. L'accord consistait à réduire la production de 13,5 p. 100 sur la moyenne des trois plus fortes campagnes de 1924 à 1930. Le contingent qu'ils s'appliquaient était fixé pour 1931 à 800.000 tonnes contre plus d'un million en 1930.

L'accord était signé pour trois ans, il venait à expiration le 1^{er} octobre 1936.

Ces mesures, aidées par une habile propagande pour augmenter la consommation du sucre, firent remonter les cours à 215-225 francs.

Les coloniaux qui profitaient de ces mesures furent invités à se joindre aux betteraviers. Les pourparlers furent longs et difficiles.

En décembre 1932 rien n'était fait. Une conférence eut lieu dans le bureau du sous-secrétaire d'État aux Colonies. Elle n'aboutit pas.

Les betteraviers étaient dans une excellente position pour reprocher aux coloniaux leur inaction et les prétentions de certaines colonies étaient exagérées; mais les conditions posées par les métropolitains étaient trop dures.

Ne réussissant pas à obtenir l'adhésion des coloniaux, les betteraviers essayèrent du moyen qui avait si bien réussi aux bouilleurs de cru en 1922.

La proposition de loi Chevrier. — Le 23 mai 1933, M. Chevrier déposa sur le bureau de la Chambre la proposition de loi suivante :

« Les planteurs de betteraves et les fabricants de sucre métropolitains ont fait un effort sérieux pour s'organiser et assainir le marché du sucre en limitant la production du sucre aux besoins de la consommation.

Cette organisation, qui a permis de maintenir le prix du sucre à un niveau acceptable aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs, ne peut être maintenue qu'autant que tous les producteurs de sucre, métropolitains ou coloniaux, bénéficiant sur le marché métropolitain de la stabilisation obtenue, prennent leur part des sacrifices communs que cette organisation comporte.

Or, si telle a été, dans l'ensemble, le cas pour les producteurs métropolitains, les producteurs de sucre des colonies ne se sont pas pliés à la même discipline et certains d'entre eux ont, au contraire, accru leur production d'une façon exagérée, ce qui risque de jeter à bas tout le plan d'assainissement si bien établi. Ce danger est d'autant plus imminent que les engagements des producteurs métropolitains sont subordonnés à l'adhésion des coloniaux qui livrent leur production en franchise. La carence des producteurs coloniaux rend donc précaires les autres engagements, et constitue une menace de dissolution de l'organisme d'assainissement.

Il faut noter, en outre, qu'en tout état de cause, la production métropolitaine étant calculée de façon à assurer les besoins de la consommation, compte tenu de toutes les ressources, le maintien de lourdes importations coloniales en franchise oblige à réduire les possibilités de production, donc à imposer aux planteurs de betteraves, comme aux fabricants, des sacrifices absolument injustifiés.

En 1932, les importations de sucres coloniaux en France ont dépassé 132.000 tonnes, alors que la moyenne était jusqu'alors de 101.000 tonnes.

Dans ces conditions, il a paru nécessaire de contingenter les importations de sucres coloniaux entrant en franchise en France.

Ce contingent est analogue à celui frappant les rhums et tafias originaires des colonies françaises qui, depuis la loi du 31 dé-

cembre 1922, ne sont exemptés de la surtaxe que dans les limites d'un contingent. Cette loi est, d'ailleurs, une des causes de la surproduction sucrière des colonies, car les rhums et les sucres sont tous les deux des produits du traitement de la canne à sucre, et les fabricants et distillateurs des colonies ont produit d'autant plus de sucre que leurs expéditions de rhums vers la France étaient contingentées.

Le chiffre de base proposé est celui de 109.000 tonnes. Il a été établi en prenant la proportion entre la production coloniale et la production métropolitaine pendant les dernières années et correspond à une production métropolitaine limitée à 800.000 tonnes. Dans le cas où cette production serait, par les producteurs eux-mêmes, fixée à un chiffre supérieur à 800.000 tonnes en raffiné, le chiffre du contingent des sucres coloniaux entrant en franchise serait, par décret du Ministre de l'Agriculture, augmenté dans la même proportion que le contingent fixé pour la métropole.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE. — A partir du 1^{er} octobre 1933, les sucres des colonies françaises ne pourront être importés en France en exemption des droits de douane, que jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 109.000 tonnes, poids en raffiné.

Ce contingent ne pourra être augmenté que dans des conditions qui seront fixées par décret tous les ans avant le 30 septembre par le Ministre de l'Agriculture.

Un décret déterminera les conditions d'application des dispositions qui précèdent et celles de la répartition du contingent entre les colonies.

Les sucres coloniaux admis en excédent des quantités indiquées, seront admis dans les mêmes conditions que les sucres étrangers payant le tarif minimum.

C'était le coup de poing sur la table dans toute sa beauté.

La riposte était facile car l'exposé des motifs contenait des inexactitudes et pareil procédé de Français contre des Français était inqualifiable.

La réaction des milieux coloniaux fut véhémement.

M. Jacqueminet, président du Syndicat général des producteurs de sucre et de rhum, dans une lettre du 9 juin 1933 au président de la Commission des Douanes de la Chambre, faisait ressortir que la proposition Chevrier contrairement à la loi du 31 décembre 1922 modifiait la position légale des marchandises coloniales en les assimilant aux denrées étrangères. Le chiffre de 109.000 tonnes était fixé unilatéralement par les sucriers métropolitains et était repoussé par les coloniaux. Serait-il consacré par un décret, acte légal de compétence gouvernementale ? L'accord des sucriers n'engageait pas tous ceux-ci. Pourquoi les sucres des dissidents métropolitains dépassant le contingent bénévole ne seraient-ils pas assujettis aux droits et aux contraintes de douane qui frapperaient les excédents coloniaux ?

Par ailleurs, du fait du contingentement des rhums coloniaux, les métropolitains avaient un avantage considérable : l'apparence de perte qu'ils éprouvaient en diminuant la production sucrière était compensée par la vente assurée et obligatoire à l'État, sans risque commercial, de tout l'alcool qu'ils pouvaient produire, à prix de parité avec le cours du sucre.

Enfin le Ministre de l'Agriculture seul s'occuperait de l'application de la loi : c'était enlever toute garantie aux coloniaux.

La Fédération Nationale de l'Automobile, du Cycle, de l'Aéronautique et des Transports automobiles, écrivait à la même date au Président du Conseil « ... Or il ne vous échappe certainement pas que si nos colonies qui ne peuvent vendre un grand nombre de leurs récoltes hors de France à la parité des cours mondiaux sont totalement ou partiellement exclus du marché métropolitain, elles ne seront évidemment plus en mesure d'acheter nos produits nationaux

et nos industries perdront ainsi le dernier élément d'exportation qui leur restait jusqu'ici. »

Une campagne de presse se déclenchait.

Enfin et surtout la représentation coloniale s'unit pour défendre leurs mandats. M. Auguste Brunet, député de la Réunion, fut chargé par ses collègues de rapporter pour avis la proposition Chevrier au nom de la Commission des Colonies.

La loi ne fut pas votée mais la Commission des Douanes rédigea au début de juillet un communiqué où elle constatait « la nécessité de maintenir et étendre les accords entre producteurs, elle donnait mission à son rapporteur de suivre les pourparlers entre métropolitains et coloniaux, elle affirmait sa décision si une entente n'intervenait pas à bref délai de présenter des textes pour imposer un contingentement par voie législative ».

Des négociations se poursuivirent entre métropolitains et coloniaux.

MM. Taudière d'une part, Léonus Bénard et Auguste Brunet d'autre part y jouèrent un rôle important.

L'accord de 1934. — Le 27 novembre 1933, un protocole d'accord fut signé. Il faillit être rompu le 12 avril 1934 dans une séance qui eut lieu rue Oudinot sous la présidence du Ministre, M. Laval, mais l'accord se fit et fut rendu définitif le 9 mai.

En voici l'essentiel tel qu'il est résumé par M. Léonus Bénard dans sa brochure *L'île de la Réunion et le contingentement des sucres*, paru en 1934 :

« 1° Chaque année il doit être fait en mars une estimation des besoins de la consommation métropolitaine et algérienne. On déduira du chiffre 10.000 tonnes pour les contingents spéciaux et la différence sera répartie à raison de 87 p. 100 aux métropolitains, 13 p. 100 aux colonies ;

2° Les 10.000 tonnes sont dès ici affectées : 2.000 à la Réunion, 2.000 à la Guyane, 6.000 à Majunga; et toute quantité non utilisée de ces 8.000 dernières tonnes sera répartie moitié à la Réunion, moitié aux autres colonies indiquées;

3° L'attribution à la Réunion de 2.000 tonnes de compensation est immédiate, sans attendre la fermeture du marché de Madagascar. Les 50 p. 100 des disponibilités Guyane et Majunga sont prévus, ainsi que les 2.000 tonnes immédiates précédentes, dans le but d'améliorer dans une mesure aussi large que possible le tort fait à la Réunion par le choix d'une année cyclonée comme base de moyenne;

4° La quantité représentant les 13 degrés destinés aux colonies sera répartie entre elles : pour les Antilles et Nossi-Bé sur la moyenne de leurs importations 1932 et 1933 année calendaire, pour la Réunion année de production 1932 et 1933 allant du 1^{er} juillet au 30 juin ;

5° Le contingent de la Martinique, Guadeloupe, la Réunion, Nossi-Bé étant attribué globalement (sous réserve de répartition indiquée ci-dessus), il est prévu que le déficit d'une ou plusieurs colonies profiterait aux autres colonies au prorata des quantités excédentaires de celles-ci. (Pour donner leur accord collectif aux métropolitains. C'est ainsi le détail, notamment les compensations des déficits par des excédents de colonie à colonie et même d'usine à usine le texte de l'accord est explicite;

6° Obligation pour chaque producteur de stocker les quantités excédent son contingent. Cet excédent pouvant être l'an suivant résorbé par des déficits possibles. Egalement l'obligation pour usiniers et planteurs de participer à la campagne de propagande en vue d'augmenter la consommation du sucre;

7° Durée de l'accord : trois ans, partant du 1^{er} octobre 1934 (et non du 1^{er} septembre) pour finir le 30 septembre 1937.

Cet accord est à l'heure actuelle indispensable. La production métropolitaine de 1934-1935 étant surabondante, l'excédent en fut stocké. Si les cours sont en mars 1935 de 180 francs, prix jugé trop bas par les coloniaux, cela tient à diverses circonstances dont la diminution du coût des matières premières. Dès lors un autre problème se pose pour les coloniaux, il s'agit pour eux de réduire à toute force leurs prix de revient.

TROISIÈME PARTIE

LES QUESTIONS SOCIALES

Élévation du cours du rhum, abaissement du prix du sucre, tout le bouleversement social qui en était résulté depuis 1922 demandait un organisme capable d'atténuer les réactions trop rudes, d'assouplir les brusques changements de fortune des individus, d'amener et de conserver la paix sociale.

Le point où l'action du législateur se montrait efficace était le règlement par l'usinier des cannes qu'il achetait au planteur.

L'économie très simple des trois vieilles colonies peut se schématiser de la façon suivante. La canne est portée à l'usine ; elle y est transformée en sucre ; celui-ci est vendu en France ; le prix revient dans le pays où il est partagé entre usiniers et planteurs ; de là il est distribué dans le pays où il alimente la vie, les budgets, et le commerce qui consiste principalement à acheter des machines et des denrées en France, jusqu'à ce qu'à la prochaine récolte, la canne soit de nouveau portée à l'usine et que le cycle continue. Il y a au moment où la charrette, où le camion passe sur la balance de l'usine pour arrêter la base de redevance du propriétaire des cannes, une sorte de défilé économique

de point stratégique d'où celui qui en est le maître domine la répartition des richesses dans le pays.

La loi du 31 décembre 1927 légifère précisément le règlement des cannes entre planteurs et usiniers.

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRE INTERVENTION LÉGISLATIVE

A. — La loi du 31 décembre 1927.

Un précédent. — En 1925, M. Lesaché avait fait voter par la Chambre une proposition de loi permettant de fixer par décret le prix de la betterave en fonction des cours du sucre. Ce vote n'eut aucune suite au Sénat et à l'heure actuelle la betterave se règle suivant les contrats intervenus librement entre usiniers et planteurs. Il est néanmoins utile d'exposer les dispositions conçues par M. Lesaché car elles inspirèrent les auteurs de la loi du 31 décembre 1927. Voici quelques passages caractéristiques de la discussion de la Chambre dans sa séance du 17 mars 1925 :

M. THÉO-BRETIN. — Mon excellent collègue et ami M. Barthe devait prendre part à cette discussion. Obligé de s'absenter, il m'a cédé son tour de parole et je l'en remercie.

Je veux montrer à la Chambre combien il est urgent de voter le plus tôt possible le projet qui nous est soumis. Certes, il ne nous donne pas entière satisfaction en ce sens qu'il n'est pas encore la nationalisation industrialisée de cette denrée de première nécessité qu'est le sucre. (*Interruptions à droite. Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. le duc d'AUDIFFRET-PASQUIER. — C'est le premier pas.

M. COMPÈRE-MOREL. — C'est la solution.

M. THÉO-BRETIN. — C'est la solution, comme le fait remarquer M. Compère-Morel.

Mais quel est donc le but de la proposition de loi de M. Lesaché,

rapportée par M. Claussat et que nous vous demandons de voter ?

C'est de donner aux petits betteraviers une certaine garantie contre ceux qui ont monopolisé l'industrie sucrière et qui, non seulement donnent aux producteurs des prix absolument dérisoires, mais encore leur imposent des conditions d'achat absolument inadmissibles. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche.*)

Lorsque le Gouvernement prendra le décret prévu par la proposition de loi, il devra faire bien attention à ce qui se passe actuellement ?

La récolte de 1932 a été très abondante et elle est suffisante pour la consommation française pendant l'année 1925.

Un membre au centre. — Pas du tout !

M. THÉO-BRETIN. — Pas du tout, me dit-on. Savez-vous pourquoi certains peuvent dire qu'elle n'a pas été suffisante ? C'est parce que les acheteurs de betteraves à sucre, ne voulant pas que nous ayons la quantité suffisante pour la consommation, font un déchet de 38 à 40 p. 100 du poids de la betterave sous prétexte d'impuretés, et ainsi les paysans qui ont travaillé à cette récolte voient une partie de leur production, au lieu de leur profiter et servir à la fabrication du sucre, être rejetée comme déchet, simplement dans le but de diminuer la production française et de pouvoir faire jouer, pour les prix en bourse, la valeur du sucre exotique, la valeur des changes et des transports. Ainsi la spéculation peut aboutir à augmenter le prix du sucre destiné à la consommation familiale...

M. LESACHÉ. — Vous savez, messieurs, qu'à la suite de plaintes très nombreuses du monde agricole, M. le Ministre de l'Agriculture avait, à la fin de 1922, chargé un fonctionnaire des plus distingués, M. l'Inspecteur général Félix Laurent, d'une enquête, tant en France qu'à l'étranger, sur les marchés de betteraves et sur les conditions d'exploitation des sucreries.

A la suite d'un rapport très consciencieux, très documenté, très remarquable de M. Félix Laurent...

M. LOUCHEUR. — Très contestable.

M. LESACHÉ... et absolument incontesté au cours de toutes les réunions qui ont eu lieu, M. le Ministre de l'Agriculture a nommé une commission paritaire qui comprenait trois représentants de la sucrerie, trois représentants des planteurs de betteraves,

plusieurs fonctionnaires, le président de la chambre de commerce de Paris, en un mot des personnes tout à fait compétentes.

Sept séances ont eu lieu, au cours desquelles M. Félix Laurent a exposé, en présence des fabricants de sucre, les résultats de ses travaux. Des discussions nombreuses se sont élevées. Chaque fois qu'une objection lui était faite, il a donné tous les éclaircissements désirés. Finalement, le 18 mars 1923, un accord est intervenu, qui est consigné dans un procès-verbal portant la signature non seulement de tous les membres de la commission, mais de M. Chéron, alors ministre de l'Agriculture.

On venait d'arrêter les bases d'un contrat-type applicable aux prochains marchés de betteraves et, à ce sujet, dans le procès-verbal, à la demande même d'un représentant de la sucrerie, M. Eclancher, on a inséré la phrase suivante, dont vous allez comprendre l'importance :

« M. Eclancher spécifie, d'autre part, que cette entente, qui réalise la pensée unanime de la commission, constitue la base des contrats qui seront loyalement recommandés aux fabricants et aux cultivateurs pour la campagne 1923 1924. Il va sans dire qu'il n'est pas au pouvoir de la commission que cet accord ait un caractère impératif. »

Il est donc constaté que tous les intéressés, y compris les représentants de la sucrerie, sont d'accord sur ce type de contrat et sur ces conditions, et que les membres présents recommanderont loyalement l'application de ce contrat à leurs mandants.

En fait, que s'est-il passé ?

Tous les syndicats agricoles, bien qu'ils aient dû faire des sacrifices nombreux, ont décidé de s'incliner et d'accepter le contrat type. Par contre, tous les sucriers, même ceux qui avaient signé, ont refusé d'exécuter le contrat type. Parmi ces firmes qui n'ont pas tenu leur parole figure, au premier rang, la sucrerie de Meaux, dont M. Eclancher, l'un des signataires du procès-verbal, est administrateur.

Je n'ai pas besoin de dire que ce manquement à une parole donnée, à un contrat discuté dans de nombreuses réunions, a produit dans le monde rural le plus fâcheux effet, a soulevé des protestations fort justifiées.

Il nous a paru indispensable, alors, dans un but de justice, d'empêcher que pareille défection puisse se produire à l'avenir. Pour cela, une sanction nous a semblé s'imposer.

Tel est le mobile qui a inspiré ma première proposition de loi. Son but était de permettre au ministre de rendre obligatoires, au moyen d'un décret, des accords jusque-là platoniques et illusoires. Nous proposons donc de permettre au ministre « de fixer par décret le prix de la betterave ».

Dans l'exposé des motifs de cette proposition, j'expliquais qu'il s'agissait simplement de répartir entre les sucriers et les producteurs de betteraves les recettes de la sucrerie, d'après les cours normaux du sucre.

Mais bien des gens, sans se donner la peine de lire le texte, s'en sont tenus au titre et la sucrerie a eu beau jeu pour soutenir, dans une habile campagne de presse, qu'en permettant de fixer arbitrairement le cours du sucre j'organisais la hausse de ce produit, donc la vie chère.

Cette légende, que beaucoup de journaux ont reproduite, de bonne foi, parce qu'ils ne connaissaient pas la question, a créé une atmosphère défavorable à ma première proposition. C'est ce qui explique qu'après qu'elle eût été adoptée par la Commission de l'Agriculture et inscrite à l'ordre du jour de la Chambre, on a pu obtenir de la conférence des présidents qu'elle en soit retirée.

Ceci se passait au mois de juillet 1923.

Mais nous sommes tenaces. Nous ne nous sommes pas découragés. Nous avons résolu d'éclairer l'opinion par des articles de presse et par des réunions agricoles.

La confédération générale des planteurs de betteraves, la C. G. B., comme on l'appelle, a organisé, dans toutes les régions sucrières, des conférences dans le but d'édifier les cultivateurs sur leurs droits, sur leurs intérêts et sur la manière de les sauvegarder.

J'ai personnellement participé à cette croisade.

Peu à peu, de tous côtés, dans le monde rural, les yeux se sont ouverts et les adhésions sont venues.

Cependant, dans certains départements, comme le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, notamment à Amiens et à Cambrai, nous avons rencontré une grande hésitation.

Notre honorable collègue, M. Georges Jourdain, que je vois à son banc, peut en témoigner, car il était alors parmi les hésitants.

Cette hésitation venait de ce que, dans ces régions, on avait encore très vivace à l'esprit le souvenir des taxations du temps de guerre et du préjudice qu'elles avaient causé à la culture. On

voyait avec inquiétude la possibilité d'une taxation d'un nouveau genre. On se demandait enfin pour quelle raison un ministre interviendrait par décret quand les intéressés ne le demanderaient pas.

Ces observations étaient judicieuses. Nous en avons fait notre profit et, en plein accord avec la C. G. B., en plein accord avec le groupe interparlementaire de défense des betteraviers, en plein accord avec son président, M. Donne, qui a collaboré au nouveau texte, nous avons modifié notre proposition.

L'ancienne proposition, c'était, pour le ministre, l'intervention obligatoire...

M. Georges JOURDAIN. — Et immédiate.

M. LESACHÉ. — Parfaitement, et sur vos observations fort judicieuses, j'ai reconnu que notre conception était trop rigide. Aujourd'hui, nous partons d'un point de vue différent, nous recourons à l'arbitrage, qui n'interviendra que si tous les pourparlers amiables échouent.

Un décret du 29 novembre 1923 a créé à Paris une commission supérieure chargée d'étudier toutes les questions qui se rattachent à l'intensification de la production de la betterave et aux conflits qui peuvent exister entre betteraviers et sucriers. Dans les différentes régions betteravières, des commissions régionales tendant au même but, ont pour mission de réunir les intéressés et de tenter d'arriver à des accords. Nous spécifions que l'on devra commencer obligatoirement par des conversations dans les régions et faire tout le possible pour s'entendre. C'est seulement lorsque, de façon certaine, il aura été constaté qu'aucune entente n'est possible, que le ministre pourra être prié d'intervenir comme arbitre. Nul n'est obligé de recourir à son arbitrage.

Ici se place une observation importante. Qui pourra demander l'intervention ministérielle ? Des cultivateurs isolés, agissant individuellement ? Nullement.

Convaincus que tant que l'esprit individualiste persistera on n'arrivera à rien, nous ne protégeons pas l'agriculteur isolé, car cela ne conduirait à rien. Ceux qui ne sentent pas encore le besoin de la cohésion et qui croient que, tout seuls, sans union, ils arriveront à quelque chose, sont des utopistes. De ceux-là, nous ne nous occupons pas. (*Très bien ! très bien !*)

Nous réservons les faveurs de la loi aux syndicats. Lorsque, dans une région, un syndicat agricole, non pas un syndicat fan-

tôme composé de quelques membres, mais un véritable syndicat, groupera la moitié en nombre des planteurs de betteraves et la moitié en surface cultivée en betteraves, nous lui donnerons le droit de faire appel aux pouvoirs publics. Vous saisissez tout de suite combien cette faveur donnée aux groupements agricoles incitera le monde rural à se grouper !

Un syndicat, constitué de cette façon, et qui bientôt groupera tous les producteurs de la région, discutera presque de puissance à puissance avec les sucriers. Souvent on arrivera à un accord. Si l'entente ne peut s'établir, le syndicat en appellera au ministre.

Entre les prétentions opposées des producteurs et des fabricants il y aura un arbitre qui, certainement, saura s'inspirer des principes d'équité qui s'imposent à un juge. Tout le monde s'inclinera devant sa décision. (*Très bien ! très bien !*)

Telle est l'économie de la proposition actuelle : d'abord, la conciliation, la discussion menée par les intéressés : puis, si la conciliation échoue, en dernier ressort, l'appel au ministre...

M. Louis ROLLIN. — Je m'adresse à tous ceux qui, en matière d'économie politique, ont une doctrine et des principes et je leur demande s'il ne leur paraît pas grave d'accepter aujourd'hui l'application de ce principe de l'intervention de l'État dans le règlement des contrats, des marchés dans le domaine de l'industrie et du commerce. C'est, à mon sens, un précédent très fâcheux.

M. Lesaché a d'ailleurs reconnu lui-même que, dans certaines régions, les betteraviers redoutaient cette intervention. Il l'a déclaré en propres termes dans sa proposition.

Pour nous, qui sommes partisans de la liberté, de l'industrie et du commerce, nous ne pouvons souscrire à un principe comme celui-là.

D'ailleurs, faites bien attention que les sucriers ne seront pas seuls à souffrir d'une pareille doctrine et d'une pareille intervention. Les betteraviers, que vous défendez avec tant de chaleur, pourraient bien, eux aussi, avoir lieu de s'en plaindre, car lorsqu'il faudra déterminer le prix de la betterave, il sera peut-être nécessaire, pour y arriver, de déterminer le prix de revient à l'hectare...

Lorsqu'on arrive à un accord entre producteurs et sucriers, il est possible qu'il ne puisse y avoir inconvénient à fixer un prix de revient.

Lorsque cet accord ne sera pas réalisé et que l'administration devra imposer son prix, à ce moment il se produira des frottements, des frictions dont les inconvénients paraissent actuellement vous échapper...

... « Aussi bien, écrit M. Lesaché, au lieu de donner au Gouvernement un mandat obligatoire, nous proposons de lui donner un mandat facultatif. Son intervention n'aura lieu que dans le cas où un accord amiable n'aura pas abouti. »

La loi, par conséquent, ne s'applique pas *ipso facto*, comme toute loi, semble-t-il, devrait le faire : mais elle est d'abord un instrument de pression, de contrainte et de coercition. C'est seulement dans le cas où son effet de coercition ne s'est pas fait sentir qu'elle produit tous ses effets, et que M. le Ministre de l'Agriculture est appelé à intervenir. Je lui souhaite bien du plaisir : je suppose que son intervention ne sera pas sans lui susciter quelques difficultés. (*Sourires.*)

Au demeurant, la proposition de notre collègue est libellée dans des termes très vagues, et je crois que son application sera malaisée, si tant est qu'elle soit possible.

« Chaque année, dit-il, le Gouvernement pourra, pour une ou plusieurs régions déterminées — ce n'est donc pas un régime général — fixer par décret les conditions d'achat, de manière à assurer aux planteurs une équitable rémunération... »

Il faudrait savoir ce que l'on entend par « rémunération équitable », quelle est celle qui le sera, et celle qui n'aura pas ce caractère.

La loi ne s'applique, d'ailleurs, qu'à défaut de contrat assurant aux cultivateurs au moins 25 p. 100 dans les bénéfices des sucreries. On pourrait poser une question si l'on ne redoutait pas d'être indiscret : « Et dans le cas où il n'y aura pas de bénéfices ? »

Je vois qu'il y a une catégorie de braves gens qui veulent être étroitement associés aux bénéfices d'une industrie. Mais dans le cas où cette industrie ne ferait pas de bénéfices et subirait des pertes, je ne sais plus bien alors comment la question pourrait se poser.

Ainsi donc vous apercevez quelles sont les caractéristiques singulières, quels sont les contours inattendus de cette nouvelle législation que l'on vous propose et qui, dans l'esprit d'un certain nombre de nos collègues — et M. Compère-Morel ne l'a pas dissimulé — n'est que l'antichambre de réformes beaucoup plus vastes

et de la nationalisation même des usines et des industries...

Nous ne voulons pas, en ce qui nous concerne, qu'aucune catégorie de citoyens dicte sa loi aux autres. C'est le Parlement qui a mission de faire les lois, et le pouvoir exécutif de les appliquer. Je ne partage donc pas le sentiment de M. Lesaché. Je souhaite que les betteraviers se groupent, s'organisent pour la défense légitime de leurs intérêts, mais non pas pour dicter leur loi, pas plus que les sucriers ne doivent dicter la leur...

M. Lesaché nous a assurés que le consommateur n'aurait pas à souffrir de cette législation. Mais cette assurance ne nous suffit nullement.

Et c'est pourtant là le point le plus important du débat. Sur ce point, en particulier, je n'aurais pas été fâché que la commission compétente, la Commission du Commerce, ait été appelée à examiner la proposition de loi et qu'elle nous ait renseignés. Ces problèmes ont des aspects multiples. Ils apparaissent quelquefois d'une façon trop simple, sinon trop simpliste, quand on ne les voit ou qu'on ne veut les voir que sous un de leurs aspects. Il faut en calculer les répercussions.

J'aurais été heureux qu'un de nos collègues, comme M. Julien Durand, ait examiné cette question et nous ait dit : « Voici les répercussions que cette loi pourra avoir, au point de vue notamment du prix du sucre et de l'intérêt des consommateurs. »

Les passages ci-dessus exposent l'essentiel des difficultés que devait rencontrer la loi de 1927. Usiniers et planteurs n'ont fait que répéter, la plupart du temps sans les connaître, les arguments de MM. Lesaché et Louis Rollin.

La proposition de la loi Jean-François. — En 1927, M. Jean-François fit une proposition de loi tendant à créer des commissions consultatives du Travail et de l'Agriculture dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion et à permettre aux gouvernements de ces colonies de fixer par arrêté le prix de la tonne de canne en fonction des cours du sucre.

Cette proposition de loi n° 3.533 est annexée au procès-

verbal de la séance du 16 novembre 1926 ; elle fut renvoyée à la Commission de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats.

Voici le texte de l'exposé des motifs et de la proposition elle-même :

« MESSIEURS,

Cette proposition tend au même but que celle votée par la Chambre pour l'industrie métropolitaine dans sa séance du 17 mars 1925. Elle a pour objet de prévenir les conflits ou tout au moins de régler, sans danger pour l'ordre et l'intérêt public, les difficultés qui surviennent, pour ainsi dire, chaque année, aux colonies dans les rapports du capital et du travail.

Nous demandons de prendre pour la canne à sucre des mesures semblables à celles déjà votées pour la fixation du prix de la betterave en France.

Les différences qui existent entre notre texte et celui auquel nous faisons allusion tiennent à des particularités qu'il importe de signaler :

1° Les commissions consultatives et régionales ainsi que les autorités qui interviennent en l'espèce pour la métropole, ne peuvent, étant donné la distance et la nature de la denrée, être les mêmes pour les colonies. Il a fallu donc prévoir des autorités et des organes distincts pour nos possessions productrices de sucre et d'alcool ;

2° La canne étant vendue à deux catégories d'industriels (usiniens et distillateurs) à des époques souvent différentes, et la production du rhum comportant des frais de fabrication tout autres que ceux que nécessite la production du tafia, il nous a paru indispensable de prévoir un système particulier pour les distillateurs.

Il serait à souhaiter que la réforme que nous préconisons soit réalisée au plus tôt pour qu'on essaye de mettre fin aux désordres que provoquent, aux colonies, les graves conflits de classe, et de réduire au strict minimum les grèves qui ne sont que trop souvent rendues sanglantes par l'intervention imprudente et continue de la force armée dans le domaine économique.

C'est par ces motifs que nous avons l'honneur de vous soumettre le texte suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER. — Dans chacune des colonies de la Guadeloupe de la Martinique et de la Réunion seront instituées des commissions consultatives du travail et de l'agriculture chargées d'étudier toutes les questions relatives au développement de la production coloniale et de donner leur avis d'une façon générale sur les problèmes relatifs aux rapports entre tous les producteurs de denrées coloniales et les salariés, d'une part, entre les fabricants de sucre ou d'alcools et les planteurs de canne à sucre, d'autre part,

Ces commissions seront composées de membres des Chambres d'agriculture et de commerce, de délégués des organisations de Crédit agricole et de fonctionnaires du Service agricole de chaque colonie. Les conditions de leur organisation seront prévues par un décret pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de celui des Colonies.

ART. 2. — Chaque année, au début de chaque campagne sucrière, le Gouverneur de chacune de ces colonies pourra, par arrêté pris sur avis conforme de la commission consultative du travail et de l'agriculture, fixer les conditions d'achat et de règlement de la canne à sucre par les usines, de manière à assurer aux planteurs une équitable rémunération.

Ces conditions qui pourront varier avec la situation spéciale de chaque colonie, seront basées sur la richesse saccharine moyenne de la denrée et sur le cours moyen du sucre numéro 3 indiqué, chaque mois, par câble, au Gouverneur par l'Agence générale des colonies.

ART. 3. — L'arrêté sera pris sur la demande de la majorité des syndicats agricoles de chaque colonie, dont les membres représenteront au moins la moitié de la superficie plantée en canne à sucre dans la campagne envisagée,

La surface plantée par les fabricants de sucre et leurs colons ainsi que par les propriétaires qui n'effectuent pas chez ces fabricants la vente de leurs denrées, n'entrera pas en ligne de compte pour le calcul de cette majorité.

ART. 4. — L'arrêté ne sera pris obligatoirement sur cette demande que lorsqu'il aura été constaté par la commission que les tentatives d'accord poursuivies entre les planteurs et les fabricants de sucre n'ont pas abouti.

En cas d'accord, les ententes intervenues devront être constatées et homologuées par un arrêté de l'autorité supérieure.

ART. 5. — Les conditions fixées par les arrêtés ne seront pas applicables aux parties qui auront établi un contrat assurant aux planteurs une participation d'au moins 25 p. 100 dans les bénéfices nets des usines.

ART. 6. — Au début de chaque période comprise entre deux campagnes sucrières, des arrêtés seront pris dans les mêmes conditions pour fixer les prix d'achat et bases de règlement de la tonne de canne par les distillateurs. Le prix fixé sera considéré comme un prix minimum.

ART. 7. — Les contrats de vente et d'achat exprès ou tacite intervenus entre les usiniers ou les distillateurs et les planteurs seront considérés comme liant les parties, quant à leur durée, pour toutes les récoltes à provenir de la même plantation.

Le point de vue des coloniaux. — Les coloniaux en prirent connaissance et en discutèrent. Leurs réclamations furent résumées dans une note écrite par M. Jacqueminet, président du Syndicat général des Producteurs de sucre et rhum des colonies françaises. La voici intégralement.

« La proposition de M. Jean-François a le même but, écrit-il en débutant, que celle votée par la Chambre pour l'industrie métropolitaine dans sa séance du 17 mars 1925.

La proposition à laquelle M. Jean-François se réfère a bien été votée par la Chambre, mais n'a pas jusqu'ici été discutée au Sénat.

Ne serait-il pas sage de laisser cette discussion se dérouler d'attendre que la proposition soit devenue une loi et de laisser cette loi fonctionner et produire ses effets, avant de songer à l'appliquer à nos colonies, voire même à nos seules colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, qui, pourtant ne sont pas les seules à produire du sucre. Madagascar et l'Indochine possèdent des fabriques de sucre dont quelques-unes organisées suivant des méthodes modernes, et la Guyane installe elle-même des fabriques en ce moment.

La proposition votée par la Chambre le 17 mars 1925 a soulevé de nombreuses objections, à commencer par la question de prin-

cipe d'intrusion de l'Administration dans les rapports entre particuliers et dans la fixation du prix des matières ; les controverses sont loin d'être épuisées sur ce sujet, et l'on peut dire qu'à ce point de vue, ce qui est vrai dans la métropole, l'est également aux colonies.

On pourrait s'en tenir là pour rejeter la proposition sans autre examen, mais on peut ajouter que les commissions prévues par M. Jean-François ont le grave inconvénient de ne pas comprendre les producteurs eux-mêmes soit de la canne soit des produits que l'on en tire, producteurs qui sont sans doute seuls à même de pouvoir apprécier tous les éléments d'un problème tel que la détermination du prix de la canne par rapport à la valeur des produits transformés, des frais de transformation, impôts etc...

Au surplus, il est visible que M. Jean-François s'est surtout laissé guider par l'idée qu'il se fait de la question touchant spécialement la Guadeloupe qu'il représente à la chambre des Députés.

Mais les cannes à sucre ne sont pas payées partout aux cultivateurs par les fabricants sous la même forme que dans cette colonie ; le mode de règlement varie avec l'organisation sociale, les besoins, les goûts, les tempéraments des individus, la qualité des cannes, etc...

C'est ainsi qu'à la Guadeloupe le cultivateur désirant connaître immédiatement sa recette et le fabricant sa dépense, le prix est établi chaque mois dans une forme qui répond d'ailleurs aux desiderata de M. Jean-François et qui tient compte de tous les éléments entrant en ligne de compte, valeur du sucre, frais pour le produire et le réaliser, valeur de la mélasse, qualité de la canne.

A la Réunion au contraire, le cultivateur préfère être payé en nature et reçoit du sucre qu'il réalisera où et quand il voudra et pourra ; son tempérament ou son intérêt le portent à préférer cela : on ne voit pas quel motif le Parlement invoquerait pour le lui interdire.

A la Martinique, il y a une sorte d'association et règlement de compte à plus ou moins long terme entre planteurs et usiniers ; c'est ce que l'on préfère dans ce pays, et là encore, c'est affaire entre les intéressés.

A Madagascar et en Indochine, les rapports entre vendeurs et acheteurs sont peut-être réglés suivant des méthodes différant encore de celles ci-dessus.

En ce qui concerne spécialement la Guadeloupe, il faut ajouter que les bases du calcul du prix de la canne sont fixés chaque année avant le début de la récolte dans une réunion composée des délégués des fabricants et des syndicats de cultivateurs, et les décisions de cette réunion sont en général acceptées par tous les intéressés; on a bien vu quelques agitateurs, qui le seront toujours quand même et malgré tout, pousser quelques cultivateurs à refuser les prix fixés, mais en fait l'accord est toujours intervenu et l'on peut juger du résultat par la circulaire ci-jointe rédigée par les délégués des cultivateurs à la suite de la réunion qui a établi le barème pour janvier 1927.

Il y a déjà de nombreuses années que cette pratique des réunions paritaires est appliquée à la Guadeloupe; elles étaient même à l'origine présidées par le Gouverneur qui, à l'usage, reconnut qu'il valait mieux pour l'Administration rester en dehors de ce débat et laisser les intéressés traiter entre eux des questions qu'ils connaissent mieux que tout autre.

Ceci semble répondre aux préoccupations de M. Jean-François.

Le rapport de M. Auguste Brunet. — A la Commission de l'Algérie, la proposition de M. Jean-François fut étudiée et profondément remaniée par M. A. Brunet. Voici le texte de son rapport qui, sous le n° 4.499 rectifié, a été annexé au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre du 2 juin 1927.

« Notre collègue M. Jean-François, faisant état du vote par la Chambre des députés, dans sa séance du 17 mars 1925, de la proposition de loi de M. Lesaché tendant à conférer au Gouvernement le pouvoir de fixer par décret, pour une ou plusieurs régions déterminées, le prix de la betterave sucrière en fonction des cours du sucre, demande l'application de dispositions analogues dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, pour ce qui concerne la canne à sucre, de manière à assurer au cultivateur colonial une équitable rémunération.

A cet effet il prévoit l'institution dans les colonies précitées de commissions consultatives du travail et de l'agriculture qui, au début de chaque campagne sucrière, seront appelées à fixer les conditions d'achat et de règlement de la tonne de canne.

Un arrêté du Gouverneur de la colonie homologuerait les

propositions des commissions résultant de l'entente des intéressés.

En cas de désaccord, le Gouverneur statuerait directement par voie d'arbitrage.

Les « commissions consultatives du travail et de l'agriculture » seraient en outre qualifiées pour donner leur avis sur les problèmes relatifs aux rapports entre employeurs et salariés (conditions de salaires, etc.).

Notre collègue se propose en somme de rendre régulières, en leur donnant une base légale, — et d'étendre aux autres colonies intéressées, — les « commissions paritaires » existant déjà à la Guadeloupe et dont les industriels eux-mêmes avaient pris l'initiative, — sur la suggestion de la Commission des rhums et des sucres fonctionnant pendant la guerre et dont le rapporteur général était notre collègue M. Gratien Candace, — mais dont aucun texte n'a consacré l'institution ni ne réglemente le fonctionnement : elles sont, comme l'écrit le gouverneur de la Guadeloupe, « le fait de la bonne volonté des parties ». Ces commissions ont été jusqu'en 1923 présidées par le Gouverneur de la colonie, assisté du chef du service des douanes et du chef du service des contributions directes. Elles se sont, dans la suite, dégagées de l'intervention administrative¹.

Le rôle de ces organismes officiels consiste à déterminer — pour fixer la valeur nette du quintal de sucre, rapportée à la cotation du quintal de sucre n° 2 à la Bourse de Paris — la moyenne des frais généraux grevant la fabrication, le transport et la vente (frais de fabrication, transport d'usine à bord, droits de sortie, fret, assurance, perte de poids, frais de débarquement, manutention à l'arrivée, commission de vente, etc...)

La valeur des 100 kilogrammes une fois dégagée de ces éléments, le prix de la tonne de cannes est obtenu en multipliant le chiffre de son rendement en sucre (65 kilos à la Guadeloupe) par la valeur nette du kilogramme de sucre².

. * .

Dans le projet de M. Jean-François, les « commissions consultatives du travail et de l'agriculture », qui ont, comme on l'a vu,

1. Il est bon d'indiquer que c'est l'administration elle-même qui avait cru devoir se récuser.

2. Il est tenu compte en outre, dans le bordereau d'achat, des « bonifications » accordées par les fabricants aux planteurs.

une double mission à remplir, sont composées de membres des Chambres d'agriculture et de commerce, de délégués des organisations du Crédit agricole et de fonctionnaires du Service agricole de la colonie.

Si nous approuvons, dans son principe et dans sa portée, la proposition de notre collègue — qui s'inspire du souci de prévenir les conflits sociaux dans nos vieilles colonies sucrières — nous suggérons dans la composition des commissions consultatives les modifications suivantes : d'une part, il nous apparaît que les planteurs et les industriels intéressés y doivent avoir une représentation directe, au lieu de s'en remettre, pour la discussion de leurs intérêts, à des délégués des Chambres de commerce et d'agriculture et des organismes de Crédit agricole ; d'autre part, nous voudrions que les syndicats ouvriers y soient représentés toutes les fois qu'il s'agira de régler les questions de salaires ou des conflits de travail. Enfin, nous estimons que l'arbitrage du Gouverneur devra s'exercer en conseil, c'est-à-dire avec le concours du conseil privé de la colonie.

Il y a lieu de noter, d'ailleurs, que le mode d'achat des cannes doit tenir compte des conditions propres à chaque colonie. C'est ainsi qu'à la Réunion le planteur préfère être payé en nature et reçoit du sucre en échange de la tonne de canne qu'il apporte à l'usine. Le texte soumis au vote du Parlement doit être assez souple pour tenir compte des méthodes particulières aux transactions locales.

C'est dans ces conditions que votre Commission de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats vous propose le dispositif suivant :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER. — Dans chacune des colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion seront instituées des commissions consultatives du travail et de l'agriculture chargées d'étudier les questions relatives au développement de la production coloniale et de donner leur avis d'une façon générale sur les problèmes relatifs aux rapports entre tous les producteurs de denrées coloniales et les salariés, d'une part, entre les fabricants de sucre ou d'alcools et les planteurs de canne à sucre, d'autre part.

Ces commissions seront composées en nombre égal de délégués des industriels et des planteurs et de fonctionnaires de chaque

colonie désignés par le Gouverneur. Les conditions de l'organisation de ces commissions seront prévues par un décret pris sur la proposition du Ministre des Colonies. Des délégués des syndicats ouvriers y devront être adjoints chaque fois qu'il s'agira de déterminer les conditions de salaires ou de régler des conflits de travail. Le nombre de ces délégués sera égal à celui des deux premiers éléments.

ART. 2. — Chaque année, au début de la campagne sucrière, le Gouverneur de chacune de ces colonies pourra, par arrêté pris après avis de la commission consultative du travail et de l'agriculture, fixer les conditions d'achat et de règlement de la canne à sucre par les usines, de manière à assurer aux planteurs une équitable rémunération.

Ces conditions, qui pourront varier avec la situation spéciale de chaque colonie et de chaque arrondissement de la colonie, seront basées sur la richesse saccharine moyenne de la denrée et, dans les colonies où le règlement s'opère en espèces, sur le cours moyen du sucre numéro 3 indiqué, chaque mois, par câblogramme au Gouverneur par l'Agence générale des colonies.

Le rendement moyen de la précédente campagne servira de base de calcul pour un règlement provisoire et le règlement définitif interviendra lorsque le rendement moyen de la nouvelle campagne sera connu. Il sera loisible, toutefois, aux parties de convenir que le premier règlement sera définitif.

ART. 3. — L'arrêté sera pris sur la demande de la majorité des syndicats agricoles de chaque colonie, dont les membres représenteront au moins la moitié de la superficie plantée en canne à sucre dans la campagne envisagée.

La surface plantée par les fabricants de sucre et par les colons établis sur leurs terres n'entrera pas en ligne de compte pour le calcul de cette majorité.

ART. 4. — Lorsqu'il aura été constaté par la commission que les tentatives d'accord poursuivies entre les planteurs et les fabricants de sucre n'ont pas abouti, le Gouverneur fixera directement les conditions de prix et de règlement par un arrêté en conseil privé en tenant compte tant des résultats de la précédente campagne que des éléments nouveaux mis en lumière par les travaux de la commission consultative.

En cas d'accord, les ententes intervenues devront être constatées et homologuées par arrêté de l'autorité supérieure.

Les industriels seront tenus de mettre à la disposition des commissions et des autorités administratives tous les documents nécessaires pour leur permettre de déterminer les conditions de fixation et de règlement du prix des cannes.

ART. 5. — Les conditions fixées par les arrêtés ne seront pas applicables aux parties qui auront établi un contrat assurant aux planteurs une participation d'au moins 25 p. 100 dans les bénéfices nets des usines.

ART. 6. — Au début de chaque période comprise entre deux campagnes sucrières, des arrêtés seront pris dans les mêmes conditions pour fixer les prix d'achat et bases de règlement de la tonne de cannes par les distillateurs agricoles, c'est-à-dire fabriquant directement le rhum avec la canne.

ART. 7. — Les contrats de vente et d'achat exprès ou tacite intervenus entre les usiniers ou distillateurs et les planteurs seront considérés comme liant les parties quant à leur durée, pour toutes les récoltes à provenir de la même plantation. »

Le texte ainsi remanié fut voté sans discussion à la Chambre le 10 novembre et au Sénat le 21 décembre 1927.

Les rapports entre le contingentement et les Commissions consultatives. — La lettre ci-dessous de M. Barthe, en date du 28 décembre 1927, adressée à MM. Auguste Brunet, Candace et Alcide Delmont, députés, indique le sens et la portée de la réforme.

« Le vote par la Chambre, puis, en dernière analyse, par le Sénat, de votre amendement, portant prorogation pour dix années — jusqu'en 1939 — du régime du contingentement des rhums, apporte à nos vieilles colonies la *stabilité économique*, la *sécurité de l'avenir* dont elles avaient besoin et les place à l'abri d'une crise sucrière toujours possible.

Vous m'avez trouvé à vos côtés pour défendre et faire triompher cette solution de logique et de raison. Je n'aurai pas besoin de rappeler l'effort que j'ai fait personnellement auprès de nos collègues de la Commission des Boissons et Groupe viticole pour le maintien, dans sa teneur, de votre texte *trois fois modifié* par le Sénat. Celui-ci a fini par s'incliner devant la volonté si formellement manifestée par la Chambre.

Si je me félicite pour vous et pour nos vieux départements d'outre-mer de ce résultat, conforme d'ailleurs, à l'engagement que j'avais pris vis-à-vis de vous à la suite de ma mission à la Martinique, vous me permettrez — j'y ai quelque droit — de compter que vous ferez l'effort nécessaire pour disposer vos compatriotes à *remplir le devoir social qui leur incombe en contre-partie d'un privilège dont nul ne saurait méconnaître les avantages pour ceux qui le détiennent.*

J'ai été témoin, au cours de mon voyage aux Antilles des conditions précaires d'existence des travailleurs agricoles. Les bénéficiaires du contingentement auront à cœur de les atténuer, par un juste aménagement des salaires et par l'institution ou le développement d'œuvres de solidarité au profit de la classe laborieuse. *Il vous apparaîtra, d'autre part, nécessaire qu'à l'intérieur même du contingentement, il soit procédé à tous les ajustements qui seront de nature à sauvegarder tous les intérêts, ceux des industriels aussi bien que ceux des planteurs.*

Je connais trop l'esprit dont vous êtes vous-mêmes animés pour ne pas être à l'avance convaincu que vous vous attacherez à la réalisation d'un tel programme de justice et de fraternité sociales qui, aussi bien, est le vôtre.

Enfin l'article suivant de M. Auguste Brunet, publié dans l'*Écho d'Outre-Mer* du 26 novembre 1929 précise les relations de la loi sur les Commissions du Travail avec celle du 27 décembre 1927 maintenant le contingent de 200.000 hectolitres d'alcool pur jusqu'au 31 décembre 1929 :

« On sait quel trouble profond le régime du contingentement des rhums, improvisé dans la nuit du 30 au 31 décembre 1922, avait jeté dans l'économie de nos vieilles colonies. Les industries locales s'y sont, cependant, progressivement adaptées et il s'est trouvé qu'en définitive ce resserrement de la production les a conduites, par la valorisation du produit accédant au marché de la métropole, à un degré de prospérité remarquable — à partir tout au moins du jour où le législateur a compris la juste nécessité de corriger ce qu'il y avait de trop rigoureux dans la première formule de limitation inscrite dans la loi.

Mais un risque grave subsistait : c'est que le Parlement ne

s'avisât, avec la même soudaineté, de revenir au statut antérieur. C'eût été payer d'un nouveau bouleversement économique le retour à la « liberté du commerce ». Nos petites Frances d'outre-mer réclamaient avant tout cette condition essentielle de la sécurité de la production : la stabilité.

Aussi tout l'effort de la représentation coloniale a-t-il tendu, au cours de la précédente législature, d'une part, à aménager le contingentement de manière à lui rendre quelque élasticité, quelque souplesse, et, d'autre part, une fois cette aisance reconquise, à consolider le régime en en faisant fixer la durée d'abord à cinq ans, puis à dix ans, avant même l'expiration de la première période — ce qu'a réalisé l'article 20 de la loi de Finances du 27 décembre 1927.

*
* *

Mais alors surgissait un autre écueil. N'allions-nous pas fortifier le monopole de fait détenu par une infime minorité d'industriels, usiniers et distillateurs, qui seraient ainsi les seuls à s'attribuer les bénéfices substantiels de cette prorogation ?

Loi d'exception, la loi dite du contingentement serait-elle de surcroît une loi de privilège ou, comme on le disait déjà, une « loi féodale » ? La loi du 31 décembre 1927 a institué à cet égard les plus précieuses garanties en faveur de la collectivité tout entière.

Proposée dans son texte primitif par notre ancien collègue Jean-François, député de la Guadeloupe, rapportée et amendée par le signataire de ces lignes pour répondre à la fois à la situation des Antilles et à celle de la Réunion, votée à l'unanimité par la Chambre, défendue éloquemment au Sénat par l'éminent sénateur de la Guadeloupe Henry Bérenger, elle fait corps, peut-on dire avec la loi de stabilisation que je rappelais précédemment. Elle prévoit la fixation du prix de la tonne de cannes par des commissions composées en nombre égal de délégués des usiniers et des planteurs et de représentants qualifiés de l'Administration, en vue d'assurer « l'équitable rémunération des planteurs » (art. 2) compte tenu du cours des sucres et des bénéfices nets des usines (art. 2, 4 et 5) et admet les autorités administratives et les commissions elles-mêmes à procéder à toutes vérifications et à toutes investigations qu'elles jugeraient utiles (art. 4, *in fine*). Pour la détermination des salaires dans le même esprit de jus-

tice, et pour le règlement des conflits de travail, des délégués des syndicats ouvriers sont adjoints à la commission, en nombre égal à celui des deux autres éléments de la production déjà représentés.

Il appartient aux commissions de planteurs et d'usiniérs de rechercher les bases d'une entente pour fixer à l'amiable le prix de la tonne de cannes à payer au planteur. Si l'accord s'établit, le Gouvernement en prend acte dans un arrêté. Si l'entente n'a pu se réaliser, le chef de la colonie est habilité par la loi pour rendre une décision d'arbitrage en Conseil privé.

Ayant obtenu la stabilité économique dans les vieilles colonies, les législateurs de 1927 ont voulu y joindre la justice par l'arbitrage.

B. — Analyse de la loi du 31 décembre 1927.

Définition. — La proposition de la loi présentée par M. Jean-François crée des commissions consultatives du Travail et de l'Agriculture.

Composition des commissions. — Leur composition est fixée par décret, mais comprend obligatoirement des membres des Chambres d'agriculture et de commerce, des délégués des organisations de Crédit agricole et des fonctionnaires du Service agricole.

Le décret d'application est pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de celui des Colonies. On comprend mal en quoi le Ministre de l'Agriculture est intéressé dans cette affaire. Son action ne peut consister qu'à contre-signer les propositions de son collègue des Colonies puisqu'il n'a aucun moyen d'information. S'il désire exercer d'une façon effective son pouvoir, il devra créer des organismes capables de le renseigner. Si, enfin il se prononce en

toute connaissance de cause son intervention ne peut qu'entraîner une perte de temps.

D'autre part, le soin de défendre les points de vue des usiniers et des planteurs est déferé à des membres des Chambres d'agriculture et de commerce et à des délégués des organisations agricoles. Quelle que soit leur compétence ils sont moins à même de discuter les intérêts des usiniers et des planteurs que les intéressés eux-mêmes. Leur décision surtout devant engager la collectivité peut amener des réactions très vives des parties à qui ils demandent des sacrifices et qui ne les ont pas mandatés à cet effet.

But des commissions. — Le but de ces commissions est double : étudier les questions relatives au développement de la production coloniale, et donner des avis sur les problèmes soulevés par les rapports soit entre employeurs et salariés, soit entre usiniers et planteurs.

Le reste de la proposition s'occupe exclusivement de ce dernier point et on se demande pourquoi des fonctions sont données à la commission sans qu'on lui fournisse les moyens de les remplir. Sur le premier but, la commission fait double emploi avec les Chambres d'agriculture ; les faits ne peuvent que ne pas tenir compte de cette disposition ou diminuer l'importance des chambres d'Agriculture ou dresser l'un contre l'autre ces deux organismes. Telle solution peut prévaloir dans une colonie et une habitude différente s'établir dans une autre. Cette disposition est en tout cas une source possible de difficultés.

Il en est de même de la compétence de la commission en matière de travail proprement dite dont la proposition ne parle plus ensuite. Fait plus grave, elle ne prévoit même

pas la présence de délégués d'ouvriers lorsque leurs intérêts sont en jeu.

Enfin il n'est pas question de la répartition du contingent de rhum, l'expression : « entre les fabricants de sucre ou d'alcools et les planteurs de canne à sucre » se référant uniquement aux problèmes relatifs entre distillateurs et planteurs. La répartition du contingent semble pourtant à sa place dans les attributions de cette sorte de Conseil général économique que constitue la commission consultative. Elle le semblait tellement que le décret du 30 janvier 1930 l'y a mise. En voici des passages suggestifs :

« ART. 4. — B. Réunion.... « Cette réserve pourra être affectée sur l'avis de la commission consultative créée par l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1927, aux usines à sucre et distilleries agricoles ou industrielles qui... etc... »

« Ce contingent spécial de 368 hectolitres d'alcool pur sera réparti, par arrêté du Gouverneur, pris en Conseil privé, dans les conditions fixées par les articles 1^{er} et 4 de la loi du 31 décembre 1927. »

Fonctionnement. — La commission étant ainsi formée devra statuer sur le prix de la tonne de cannes.

Ce prix est basé sur la richesse saccharine moyenne de la denrée et sur le cours moyen du sucre n° 3 indiqué chaque mois par câble au Gouverneur par l'Agence générale des colonies.

L'équitable rémunération. — Ce prix doit être tel qu'il assure aux planteurs une équitable rémunération.

Le texte aurait dû dire : « aux planteurs et aux usiniers ». Tel qu'il est arrêté, il prend une allure fâcheuse de combat contre les usiniers qu'une loi, expression de l'intérêt général, aurait dû éviter.

De plus, le critérium de « l'équitable rémunération » n'est

pas clairement défini. Il semble résulter du rapprochement des articles 2 et 5 que cette expression consiste à assurer aux planteurs une participation d'au moins 25 p. 100 dans les bénéfices nets des usines. Ce pourcentage est pris dans la proposition Lesaché. Pourquoi 25 p. 100 est-il plus équitable que 15 p. 100 ou que 50 p. 100, on en voit mal la raison.

Quoi qu'il en soit, assurer aux planteurs une participation minimum de 25 p. 100 des bénéfices de l'usine est l'objet de la loi. Qu'aurait-il dû se passer si cette participation dépassait le pourcentage fixé ? La loi n'aurait pas dû être appliquée !

En fait, ou bien elle ne l'a pas été et il en est résulté des troubles sociaux ou bien elle l'a été et la participation des planteurs a atteint un chiffre supérieur à celle de la loi.

Les pouvoirs du Gouverneur. — La procédure de fixation du prix de la tonne de cannes est la suivante :

En cas de désaccord, si la majorité des syndicats agricoles dont les membres représentent au moins la moitié de la superficie plantée en cannes en font la demande, le Gouverneur devra arrêter le prix de la canne. Malheureusement, le cadastre n'existant pas à la colonie, la condition de superficie ne sera jamais établie.

S'il y a accord, les ententes aux termes de l'article 4 « devront être constatées et homologuées par un arrêté de l'autorité supérieure ».

Tout cela semble clair mais l'article 2 déclare que le Gouverneur « peut » sur avis conforme de la commission, fixer par arrêté le prix de la canne.

Quel est le sens de cette disposition ?

Deux solutions sont possibles. La première rapproche l'article 2 du 1^{er} paragraphe de l'article 4. La commission

ne s'entendant pas sur le prix de la canne et sa majorité ne réunissant pas les conditions exigées par l'article 3, peut s'accorder sur le recours à l'arbitrage du Gouverneur. Dans ce cas la disposition de l'article 2 joue. Il semble que cette éventualité ne se soit pas produite puisque M. Louis Rollin, ministre des Colonies, déclare dans la séance du Sénat, en date du 12 février 1923 : « L'accord ne s'étant fait entre les planteurs et les industriels et le Gouverneur ne pouvant intervenir que sur la réquisition de la majorité des syndicats de la colonie, condition pratiquement irréalisable, aucune solution n'a été possible. »

En second lieu, avis conforme peut vouloir dire que la commission est d'accord sur le prix de la canne. Dans ce cas le Gouverneur peut prendre ou ne pas prendre son arrêté; mais l'article 4 en son paragraphe 2 lui en fait une obligation. Les deux dispositions se contredisent.

Ces distinctions peuvent paraître inutiles. Elles ont donné lieu à des controverses qui ont dû être tranchées par la loi du 19 février 1935. Il était nécessaire de les préciser avant de poursuivre l'histoire des commissions consultatives.

Il semble que les législateurs coloniaux aient eu en vue l'intervention obligatoire du Gouverneur, mais qu'ils se soient heurtés à leurs collègues métropolitains à qui le sort de la proposition Lesaché avait inspiré des craintes sur le destin des commissions consultatives. Ceci explique la rédaction de l'article 4 : intervention obligatoire du Gouverneur, et de l'article 2 : intervention facultative, celle-ci étant la règle chargée de rassurer les adversaires de l'intrusion administrative.

La réforme de M. A. Brunet. — M. Brunet, rapporteur de la Commission des Colonies, fit subir des retouches pro-

fondées au texte de M. Jean-François. Elles atténuent dans la mesure du possible les inconvénients signalés plus haut. Elles substituent aux membres des Chambres d'agriculture et de commerce et aux délégués des organisations de Crédit agricole, les représentants directs des usiniers et des planteurs : augmentation de garantie pour les intéressés et surtout capacité pour la commission d'obliger la collectivité.

En second lieu des représentants des syndicats ouvriers sont prévus lorsque les questions relatives au travail sont discutées.

Ensuite l'arbitrage du Gouverneur s'exerce avec le concours du Conseil privé de la colonie, ce qui augmente à la fois la garantie des usiniers et planteurs et l'autorité du Gouverneur.

Enfin, divers changements dans la rédaction de l'article 2 lui permet de tenir compte de la situation de la Réunion où le règlement s'opère en nature, et indique une base de détermination précise du prix de la canne.

Avant de passer à l'histoire de la loi du 31 décembre 1927 dans chacune des colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, il est nécessaire pour la clarté de l'exposé d'étudier deux points qui sont communs aux trois îles : ce sont ceux des attributions des fonctionnaires faisant partie de la commission et des sanctions mises à la disposition des Gouverneurs pour contraindre les récalcitrants à respecter leurs arrêtés.

Les membres administratifs de la commission. — La première question est exposée dans la lettre suivante du 16 novembre 1932 adressée à M. Auguste Brunet par M. Jacqueminet, président du Syndicat général des

Producteurs de sucre et de rhum des colonies françaises :

« M. Jourdain m'a fait part de la conversation que vous avez eue avec lui ce matin et au cours de laquelle il vous a entretenu de la composition des commissions instituées dans les colonies en exécution de la loi du 31 décembre 1927.

Dans son article 1^{er}, cette loi prescrit que : « ces commissions seront composées en nombre égal de délégués des industriels et des planteurs et de fonctionnaires de chaque colonie désignés par le Gouverneur. »

Après consultation des Gouverneurs, le Ministre des Colonies a fait prendre des décrets arrêtant les conditions de fonctionnement de commissions.

Le décret du 4 août 1928, relatif à la Réunion, prescrit que la composition de la commission sera :

4 industriels, 4 planteurs, 8 fonctionnaires.

Celui du 11 décembre 1928, relatif à la Guadeloupe indique pour cette colonie :

2 industriels, 2 planteurs, 4 fonctionnaires et celui du 11 janvier 1929 pour la Martinique,

4 industriels, 4 planteurs, 8 fonctionnaires.

La similitude des proportions admises pour les trois colonies montre que l'interprétation de la loi se traduisant par autant de fonctionnaires que d'industriels et de planteurs réunis doit émaner du pouvoir central.

Comme nous vous l'avons dit, cette interprétation nous paraît erronée : on aurait dû comprendre un nombre de planteurs, un nombre égal d'industriels, un nombre égal aussi de fonctionnaires.

La proportion établie par les décrets rend illusoire l'action des industriels et des planteurs qui sera toujours submergée par celle des fonctionnaires, étant donné surtout qu'en cas de partage des voix, celle du président, qui est un fonctionnaire, est prépondérante.

Nous vous demandons de vouloir bien nous dire, en votre qualité de rapporteur de la loi devant la Chambre des députés, quelle était votre pensée sur ce point, et si, comme nous le présumons, elle est conforme à la nôtre, nous serons obligés d'intervenir auprès de M. le Ministre des Colonies pour qu'il prenne des décrets rectificatifs. »

M. Brunet a répondu dans ces termes (lettre du 18 novembre 1932) :

« J'ai dit à M. Jourdain et vous le confirme, comme rapporteur de la loi du 31 décembre 1927, que la question du nombre de fonctionnaires figurant dans les commissions consultatives locales est sans intérêt pratique. Ils sont là, en effet, non pour départager planteurs et usiniers, mais pour éclairer les discussions et faciliter les ententes.

Usiniers et planteurs, mis en présence, se mettent ou non d'accord sur les conditions d'achat et de règlement de la tonne de cannes.

Dans le 1^{er} cas, la Commission *prend acte de l'accord intervenu, ce qui est une question de fait et non pas une question de majorité*, et le Gouvernement prend un arrêté, constate et sanctionne ledit accord. Si les parties n'ont pas réussi à s'entendre, le Gouvernement intervient *par voie d'arbitrage* en Conseil privé.

Les « fonctionnaires » n'ont donc, dans la commission consultative qu'un rôle d'information et de conciliation et ne peuvent, en tous cas, substituer leur volonté à celle des intéressés. Planteurs et usiniers sont en nombre égal. Ils s'entendent ou non, mais restent en tout cas, maîtres de leur décision.

D'autre part. M. Léonus Bénard, sénateur, a déclaré à la séance du Sénat du 12 février 1935 :

« Il me paraît, d'autre part, nécessaire que les fonctionnaires appelés à faire partie des commissions consultatives ne sortent pas de leur rôle d'informateurs, dans lequel ils devront se cantonner. S'ils ont voix délibérante, ils risquent, soit de rendre difficile un accord entre planteurs et usiniers, soit de préjuger, puisque, en cas de conflit, l'arbitrage est réservé au Gouverneur de la colonie, leur chef administratif. »

Il résulte de la façon la plus nette de ces citations que le législateur a entendu limiter le rôle des membres administratifs des commissions à deux fonctions bien définies :

Renseigner la commission sur les questions de leur compétence ;

Constater l'accord ou le désaccord des parties. Leur conscience professionnelle doit même leur interdire d'émettre une opinion sur les prétentions de l'une ou l'autre partie.

Les sanctions. — La deuxième question est moins claire. La loi du 31 décembre 1927 ne prévoit aucune sanction contre les contrevenants. Une solution paraît toute naturelle. Le Gouverneur étant le maître du contingent peut en user comme d'un moyen de contrainte.

En droit, c'était, en 1927, illégal. Les parts de contingent sont bien distribuées par le Gouverneur, mais la répartition doit'en être faite suivant des données précises ne donnant prise à aucun arbitraire.

Le décret du 15 avril 1926 en son article 3, déclare, pour la Réunion et la Guadeloupe, que la répartition est faite « pour les usines à sucre, au prorata de la production en sucre de chacune d'elles pendant la campagne de l'année précédente ». A la Martinique c'est le décret du 12 juillet 1927 qui est applicable, aux termes de l'article 1^{er} duquel les contingents sont répartis entre les usines « au prorata de leur production en sucre de l'année précédente ».

Le Gouverneur pouvait donc utiliser la menace de diminution de contingent comme moyen de pression, mais toute décision la consacrant aurait été entachée d'excès de pouvoir.

Néanmoins le besoin d'une sanction légale se faisait sentir dans l'intérêt de la collectivité et de la paix sociale, et M. Brunet n'hésitait pas à penser que la répartition du contingent était la seule contrainte possible. *La Victoire sociale*, un journal de la Réunion en date du 14 décembre 1929, sous la signature de D... écrivait ceci :

« Sous l'active impulsion de M. le député Auguste Brunet, le promoteur, comme on le sait, et le propagandiste de cette loi,

la Commission des Colonies de la Chambre avait discuté avec soin ce point très important de la législation et reconnu que le chef de la Colonie où ce cas d'opposition systématique se révélerait, avait à sa portée le moyen le plus sûr de faire respecter ses décisions et d'amener les réfractaires à composition.

Ce moyen consiste, essentiellement, et exclusivement, dans sa qualité d'arbitre de la répartition du contingentement des rhums entre les ayants-droit.

M. Auguste Brunet le souligne et l'affirme encore dans un récent article paru dans les colonnes de notre confrère colonial de Paris, *l'Echo d'Outre-Mer*. Et M. Brunet a toute l'autorité désirable pour se prononcer et renseigner définitivement en pareille matière. »

Il semble que la théorie de M. Brunet à cette date ait été la suivante. Interprétant fidèlement la pensée du législateur de 1927 telle qu'elle résulte de la lettre de M. Barthe et de l'article de *l'Écho d'Outre-Mer* cités plus haut, il considère les lois sur le contingentement et les commissions consultatives comme formant un tout, l'une étant la contrepartie de l'autre. Si un usinier ou un planteur refuse d'accepter l'arbitrage du Gouverneur, il se retire lui-même du système légal. La privation de contingent n'est pas une sanction ; c'est un renoncement unilatéral, la partie intéressée considérant qu'elle a plus d'intérêt à refuser sa part de contingent pour régler librement ses rapports avec ses planteurs.

Le décret général du 30 janvier 1930 reflète cette conception. L'article 4 dans sa partie spéciale à la Réunion contient *in fine* la disposition suivante :

« En ce qui concerne les usines ou distilleries qui refuseraient de se soumettre à l'arbitrage du Gouverneur en Conseil privé, dans les conditions déterminées par les dispositions de la loi précitée du 31 décembre 1927, la part leur revenant et à laquelle elles auraient ainsi renoncé sera répartie entre les autres ayants-droit. »

La loi du 19 février 1935 abandonne cette fiction de la

renonciation du contrevenant pour établir que la privation de contingent est une sanction et appliquer ce système aux trois colonies. En voici le texte :

« ART. 6 (nouveau). Des décrets pris sur la proposition du Ministre des Colonies détermineront les conditions d'application à chacune des trois colonies des dispositions de la loi du 31 décembre 1927 ainsi que de la présente loi.

Les contraventions aux arrêtés des Gouverneurs pourront être sanctionnées par des réductions de contingents de rhum dans des conditions qui seront prévues par ces décrets. »

Quelle évolution la notion de contingent aura-t-elle connue des décrets de 1923 à la loi de 1935 !

Ayant étudié la loi du 31 décembre 1927, il reste maintenant à voir son application dans chacune des trois îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe.

CHAPITRE II

SON APPLICATION AUX COLONIES

A. — Réunion.

La loi du 31 décembre 1927 fut appliquée à la Réunion par le décret du 4 août 1928 (*J. O. R. F.* du 8 août 1928).

Une séance à la Chambre d'agriculture. — Il avait été précédé par une séance de la Chambre d'agriculture en date du 5 avril 1928 à laquelle le Gouverneur avait demandé de lui faire des propositions.

Nous en extrayons les passages suivants :

« M. Adrien Lagourgue fait remarquer à la Chambre que
« des dispositions législatives importantes ont été examinées
« par la Chambre et par le Sénat sans que les assemblées
« électives de la colonie aient jamais été appelées à émettre
« leur avis, sans doute nous avons des représentants au
« Parlement, mais il eût été plus logique que le Gouverne-
« ment et nos représentants eux-mêmes provoquent l'avis
« des assemblées locales avant d'attendre que la loi soit
« définitivement applicable. Il demande à la Chambre de
« protester contre cette manière d'agir...

« M. Anatole Hugot fait ressortir que ce débat démontre
« une fois de plus l'inconvénient de la tendance malheu-
« reuse qui se manifeste beaucoup trop souvent, d'assimiler
« toutes les vieilles colonies, telle mesure qui a sa raison

« d'être aux Antilles peut être dangereuse à la Réunion où
« les mœurs et la mentalité sont bien différentes.

« Dans la question qui nous occupe on arrive à créer un
« véritable tribunal des conflits pour des conflits qui n'ont
« jamais existé à la Réunion, le résultat sera peut-être de
« faire naître ces conflits. »

Après échange de vue, la motion suivante est adoptée :

« La Chambre d'agriculture, regrettant de constater
« qu'elle n'a été appelée à donner son avis sur cette propo-
« sition de loi qu'après le vote de la Chambre des députés
« et du Sénat, et alors que les dispositions avaient acquis
« force de loi par la promulgation du texte.

« S'en rapporte à M. le Gouverneur Repiquet pour faire
« au Département toutes propositions qu'il jugera conve-
« nables pour le fonctionnement des commissions consul-
« tatives du Travail et de l'Agriculture instituées par la loi
« du 31 décembre 1927. »

A la suite de cette motion, une décision du Gouverneur
n° 488 du 4 mai 1928 institua une commission pour
examiner un projet de décret. Après diverses remaniements,
celui-ci est devenu le décret du 4 août promulgué par arrêté
local du 16 août 1928.

Le décret du 4 août 1928. — Ce texte du 4 août 1928
institue donc une commission renouvelable chaque année
et composée comme suit :

4 délégués des usiniers; 4 délégués des planteurs (dont 2
pour la partie du vent et 2 pour la partie sous le vent);
8 fonctionnaires; 1 secrétaire.

En matière de travail, 4 délégués des syndicats ouvriers
agricoles et d'ouvriers des industries agricoles sont adjoints
à la commission.

Les articles 3 et suivants déterminent les conditions d'élection des différents délégués ainsi que le fonctionnement de la commission.

Son application. — Du triple rôle qui lui était attribué la commission de la Réunion ne s'est occupée que du règlement des cannes entre usiniers et planteurs.

Sur l'étude des questions relatives au développement de la production elle ne s'est jamais prononcée, considérant que c'était le rôle normal de la Chambre d'agriculture.

Elle ne s'est pas non plus occupée des problèmes du travail.

Le décret du 4 août prévoit bien la présence de quatre délégués ouvriers, mais cela ressemble à ces dispositions que les autorités responsables prennent sur le papier pour paraître appliquer un texte impératif et inadéquat. Les quatre délégués de la Réunion appartiennent au syndicat ouvrier de la Ravine Creuse, usine des Sucreries Coloniales; ce syndicat semble bien ne plus exister depuis de nombreuses années.

En ce qui concerne le règlement des cannes, de laborieuses négociations s'engagèrent entre planteurs et usiniers où la diplomatie et l'autorité du chef de la colonie purent s'exercer à loisir.

Définition des positions. — Le prix des cannes a toujours été payé en nature à la Réunion, l'usinier donnant au planteur un certain nombre de kilogrammes de sucre par tonne de cannes. D'après M. Auguste de Villèle, de 1815 début de l'industrie sucrière réunionnaise jusqu'en 1875, on prenait la canne aux usines en jaugeant le jus extrait par les moulins. A partir de 1875, on commença à se servir de la

pesée, « on ne trouve aujourd'hui aucun contrat stipulant
« cette entente entre le planteur et l'industriel; mais on en
« a la preuve dans le rapport de la Commission chargée en
« 1878 de déterminer ce que doit représenter de sucre ou
« d'argent mille kilogrammes de cannes ».

L'habitude s'établit de donner aux planteurs les deux tiers du sucre extrait. « Seul le sucre était considéré comme
« ayant de la valeur dans la canne, et à ce moment les
« industriels de cette île étaient heureux d'avoir neuf
« guildiveries qui leur achetaient la mélasse au prix de
« 2 fr.25 à 2 fr.50 l'hectolitre. »

Les temps avaient changé et avec la loi du 31 décembre 1922, le rhum rapportait plus que le sucre et les planteurs voulaient en avoir leur part. Les usiniers s'y opposaient car le rhum représentait le plus clair de leurs bénéfices.

Pour être complet, il faut ajouter que la Réunion comprend un arrondissement pluvieux dit partie du vent et un sec, dit partie sous le vent, et la canne de ce dernier étant plus riche en sucre, l'industriel y donne au producteur plus de sucre que dans l'autre.

1928. — La première séance de la commission, le 15 novembre 1928 n'aboutit à aucun résultat. Pendant la deuxième séance, le 18 décembre, on nomma une sous-commission composée d'un fonctionnaire, d'un usinier et d'un planteur, chargée d'étudier les points litigieux.

Après divers avatars, l'accord se fit et fut homologué par arrêté du 30 janvier 1929.

Il consistait pour les usiniers à donner aux planteurs une ristourne de six francs par tonne de cannes manipulées en sus des autres avantages restant acquis aux planteurs.

1929. — Le 26 juillet 1929, la commission se réunit de nouveau pour arrêter les conditions de règlement de cannes pour la campagne sucrière 1929-1930.

L'arrêté local du 4 août 1929 enregistra l'accord intervenu.

Le prix de la tonne de cannes était :

Dans la partie du vent de 65 kilogrammes de sucre premier jet et de la valeur d'un litre de rhum contingenté, calculée sur la moyenne des prix de la mercuriale appliquée du 1^{er} juillet au 31 décembre 1929 ;

Dans la partie sous le vent de 70 kilogrammes de sucre premier jet et de la valeur d'un litre de rhum contingenté calculée comme ci-dessus.

Les planteurs avaient accepté cet accord en formulant des réserves et en annonçant leur intention de se pourvoir devant le Parlement.

Effectivement, le 27 juillet, des « Cahiers des Revendications des Planteurs de cannes de l'Île de la Réunion au Parlement Français » étaient rédigés par M. Maurice Bédier et approuvés par tous les présidents des Syndicats de Planteurs de l'île. Le 10 septembre, ils étaient adressés au Parlement. Les planteurs demandaient en particulier que leur part en rhum contingenté fut du tiers de la totalité du contingent, celle des distillateurs qui ne fabriquent pas de sucre, du septième de la totalité du contingent, la différence revenant aux fabricants de sucre.

Ces cahiers si on les compare aux divers textes s'occupant du contingentement des rhums de 1922 à 1929, permettent de mesurer la différence de conception entre législateur et légiféré.

Un arbitrage. — Les négociations reprirent. Le 24 octobre,

la commission se réunit à nouveau. Les planteurs retiraient leurs Cahiers de Revendications et l'arrêté du 4 août était modifié.

Cet accord du 24 octobre 1929 est entièrement dû à l'arbitrage de M. Léonus Bénard, sénateur et usinier, à l'impartialité duquel usiniers et planteurs tinrent à rendre hommage.

Après différents arrangements concernant la campagne en cours, il était entendu que les planteurs recevraient pour les années futures : dans la partie du vent, 70 kilogrammes de sucre premier jet 97° par tonne de cannes et, dans la partie sous le vent 75 kilogrammes.

Le procès-verbal de la séance portait : « La présente convention est établie d'une manière définitive. Cependant, usiniers et planteurs devront se remettre d'accord, le cas échéant, en cas de modification de la situation actuelle, résultant, soit de la suppression, diminution ou augmentation du contingentement, soit de l'aggravation du tarif des taxes ou droits de sortie sur les cas contingentés. »

Pour tenir compte de la rémunération des planteurs, il faut ajouter que les usiniers facilitent, en général, aux planteurs, la vente de leur sucre en le leur rachetant au dessus du cours.

L'accord intervenu fut homologué par l'arrêté n° 1.204 du 29 octobre 1929.

1930. — En octobre 1930, une pétition signée de MM. Payet, Vidot, Lucas et Gruchet en demandait la révision. Elle déclarait que depuis la dernière entente « une crise mondiale du sucre, prévue dès cette époque et dont seuls les délégués des planteurs n'avaient pas connaissance » avait fait baisser le cours du sucre de 50 francs, et elle

demandait qu'une part de rhum fut attribuée au planteur. En droit elle était basée sur ce que la commission, étant renouvelable chaque année, ne pouvait engager la collectivité pour une période plus longue.

La commission se réunit le 15 octobre 1930.

Le Président, M. Fabre, Secrétaire général, précédemment Gouverneur intérimaire, soutint la validité de l'entente du 24 octobre et de l'arrêté du 29. Il déclara que la pétition ne suffisait pas pour déclancher la révision de l'accord précédent, que si les parties étaient d'avis de la réviser, leur nouvelle convention serait homologuée, mais que, sinon, il n'appartenait ni à la Commission, ni à l'Administration de les délier de leur engagement.

Les usiniers proposèrent l'application de l'article 5 de la loi du 31 décembre 1927, c'est-à-dire une participation d'au moins 25 p. 100 dans les bénéfices nets des usines.

Les planteurs repoussèrent cette offre.

Les usiniers firent observer que le remède devait être le relèvement du contingent des rhums accordé à la Réunion qui produisait plus de sucre que chacune des Antilles et avait une part de contingent deux et trois fois moindre que la Martinique et la Guadeloupe.

Aucun accord ne fut conclu.

Une séance au Conseil général. — Le 31 octobre, le Conseil général se réunissait. La première séance était consacrée d'habitude à la nomination des membres du bureau et des diverses commissions. Néanmoins, M. Raphaël Vidot, profitant du grand nombre de ses collègues présents, présentait à leur approbation, à la suite d'un plaidoyer chaleureux en faveur des planteurs, la motion suivante :

« LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ILE DE LA RÉUNION

réuni en session ordinaire :

« Vu la loi du 31 décembre 1927 accordant aux usiniers de la
« Colonie le privilège d'introduire en France pendant dix ans à
« des conditions particulièrement avantageuses la quantité
« annuelle de 30.000 hectolitres d'alcool pur, à charge pour eux
« d'attribuer à leurs ouvriers et planteurs une partie des bénéfices
« qui en découlent.

« Attendu que : Après trois ans d'application de la loi aucune
« répartition équitable n'a été faite et qu'aucune base d'accord
« durable n'a pu encore être établie.

« Attendu qu'il est de l'intérêt de tous que l'accord se réalise
« le plus tôt possible entre les deux principaux facteurs de la
« richesse publique, qu'il y va du bon renom de la Colonie.

ÉMET LE VOEU :

« Qu'il soit donné au planteur dans une proportion équitable
« qui sera fixée ultérieurement une part de chacun des deux pro-
« duits extraits de la canne : sucre et mélasse ; étant entendu que
« le sucre étant livré en nature, la somme représentant la part du
« planteur pour la mélasse lui revenant, sera fixée tous les ans
« par la commission consultative du travail et de l'agriculture
« d'après la moyenne obtenue pendant l'année par les rhums
« contingentés et surtaxés dans la proportion des quantités qui
« lui seront attribuées.

« Demande à MM. les usiniers de prendre en considération le
« présent vœu qui est appelé à donner satisfaction à tous les
« intérêts en jeu et à faire disparaître tout désaccord préjudiciable
« à la Colonie entière.

« Sollicite de M. le Gouverneur qu'il exerce le droit d'arbitrage
« que lui confère la loi dans un esprit d'impartialité absolue.

« Demande à nos Représentants et à toutes les Autorités ayant
« contribué à faire voter la loi de la rendre effective, pour assurer
« la sauvegarde des intérêts des planteurs. »

Le Président fit remarquer que s'il y avait discussion la
motion ne pourrait être votée ce jour même en vertu des

règlements, et demanda que le Conseil fixât le jour où il voudrait se réunir.

M. Vidot pria le Président de lui rendre sa motion pour la faire signer par tous ceux qui l'approuvaient, ce qui équivalait à un vote.

M. Lagourgue demanda qu'il y eut discussion parce que certaines affirmations de M. Vidot devaient être relevées.

Des Conseillers firent remarquer qu'il s'agissait d'une question de principe qu'il n'y avait guère à débattre.

Finalement la motion fut votée à l'unanimité moins une voix.

Protestation du Syndicat des Fabricants de Sucre. — Le Syndicat des Fabricants de sucre adressa à la presse locale un communiqué qui, à la suite du texte de l'accord du 24 octobre 1929, ajoutait :

« *Le Syndicat des Fabricants de sucre* tient à faire remarquer :

« 1° Que l'accord ci-dessus a été accepté en toute liberté d'action
« par les planteurs eux-mêmes. Cet accord, en effet, n'a donné
« lieu de leur part à aucune protestation après son homologation
« par la commission consultative de l'agriculture et sa publication
« au *Journal Officiel* de la Colonie en date du 1^{er} novembre 1929.
« D'ailleurs pour la campagne 1929-1930, les règlements ont été
« faits sur les bases dudit accord également sans aucune protes-
« tation.

« 2° Que non seulement les usiniers ont tenu scrupuleusement
« leurs promesses, mais encore qu'ils ont maintenu les indemnités
« précédemment versées à un titre quelconque, notamment les
« primes de transport.

« 3° Que dans la plupart des usines, le tonnage réduit en cannes
« manipulées entraîne un prix de revient plus élevé du produit
« fabriqué.

« 4° Que, sans le régime du contingentement, il eût été impos-
« sible de conserver les anciens taux de 60 kilogrammes et de
« 62 kg., 500 de sucre par tonne de cannes.

« 5° Que, conformément à la loi du 31 décembre 1927, les

« règlements de cannes doivent se faire en sucre et non en rhum.

« 6° Enfin, que si les circonstances économiques actuelles sont
« préjudiciables aux planteurs, elles le sont également aux
« usiniers, et que ceux-ci ne sauraient en être rendus responsables.

« *Le Syndicat des Fabricants de sucre* s'étonne donc des allé-
« gations contenues dans le Mémoire présenté au Conseil général
« et fort de sa conscience, met les planteurs en garde contre la
« suspicion jetée bien à tort sur les Fabricants de sucre.

« Il assure au contraire les agriculteurs de toute sa sollicitude
« au cas où, en manière de réparation, l'injustice dont elle a été
« victime en 1925, notre Colonie verrait son contingentement
« augmenté.

« Il est hors de doute, en effet, que lors de la répartition entre
« toutes les colonies du contingent annuel de 200.000 hectolitres,
« la *Réunion* a bien été sacrifiée ainsi que le prouve un travail
« récent auquel s'est livré M. Barthe, président de la Commission
« des Boissons de la Chambre et d'après lequel, il est alloué par
« tonne de sucre :

A La Martinique	2 hectol. 41 d'alcool pur.
A La Guadeloupe.	1 hectol. 52 —
A Madagascar.	0 hectol. 96 —
A La Réunion.	0 hectol. 53 —

« Notre but à tous, planteurs et usiniers, doit être d'obtenir
« pour notre Colonie une augmentation du contingentement, seul
« moyen de donner une rémunération plus élevée à la tonne de
« cannes.

« *Le Syndicat* demande donc aux planteurs de se joindre à lui
« pour prier la haute administration locale, les pouvoirs élus de
« la Colonie et notre Représentation d'intervenir auprès du Gou-
« vernement. »

Le 23 décembre, la Chambre d'agriculture réunie en
assemblée extraordinaire, vota à l'unanimité, moins une
abstention, la motion suivante :

« *La Chambre d'agriculture* en réunion plénière émet le vœu
« que le Gouvernement prenne d'urgence en considération la
« situation économique des planteurs de cannes de la *Réunion*
« qui, en raison de la répartition insuffisante d'alcool accordée à

« notre Colonie, ne retirent pas de la tonne de cannes l'équivalent
« de son prix de revient, qu'il étudie la possibilité de porter à
« 60.000 hectolitres le chiffre de ce contingent étant bien entendu
« que tout supplément accordé servira à augmenter la part d'alcool
« du planteur selon le principe adopté par les usiniers de son droit
« de profiter des deux produits extraits de la canne, sucre et
« alcool, et dans une proportion équitable ne lésant les intérêts
« de personne. »

En 1930, les réunions de la commission consultative avaient donc fait admettre la nécessité de régler les cannes par des parts de sucre et de rhum et tout le monde était d'accord pour demander le relèvement du contingent de la Réunion.

L'histoire détaillée des négociations qui se sont poursuivies pendant les années suivantes sortirait du cadre de cette thèse.

1932. — En 1932, le 4 février, un cyclone dévasta toute une partie de l'île. Ce sinistre augmenta les conséquences de la crise économique qui résultait de la prohibition d'introduction des rhums surtaxés en France. En 1930, la Réunion avait adressé 40.000 hectolitres en France. Les hauts cours du marché métropolitain et la modicité des droits de sortie qui favorisait l'exportation des rhums hors contingent, avaient suscité les rhumiers à accroître leur production.

Cet état de choses aurait permis à la colonie de supporter sans trop de gêne les effets de la crise qui commençaient à se faire sentir, et de réparer les dégâts du cyclone. La fermeture du marché des surtaxés lui fut particulièrement sensible.

On reprit à ce moment la proposition de loi de M. Græve tendant à supprimer l'introduction des surtaxés moyennant

une augmentation du contingent d'un total de 20.000 hectolitres d'alcool pur. La Réunion devait en obtenir 10.000 et le reste serait partagé entre les autres colonies dont la Réunion.

La protestation des autres colonies empêcha cette mesure d'aboutir.

Le dernier état de la question. — Un accord définitif entre planteurs et usiniers est intervenu en juillet 1933 lors d'une réunion officieuse.

Sur les 30.000 hectolitres accordés à la Réunion, la part des planteurs est du tiers, soit 10.000 hectolitres quelle que soit la quantité de cannes produite par la colonie.

Ce chiffre est réparti entre les planteurs au prorata de la production par tonne de cannes.

Cette entente fut homologuée par un arrêté du 10 août 1933.

Le 14 mars 1934, M. Auguste Brunet, député, adressait à M. Barthe, président de la Commissions des Boissons à la Chambre, une lettre dont voici quelques passages.

« Dans cette dernière colonie (La Réunion) où le règlement a lieu en nature, le planteur recevait, avant la loi du 31 décembre 1927, 62 kg. 500 de sucre par tonne de cannes.

« L'effort qui s'est poursuivi d'année en année, à la Réunion, depuis la mise en application de la loi du 31 décembre 1927, a consisté à assurer à ce règlement amiable une approximation de justice de plus en plus grande. Il se traduit aujourd'hui, par la remise au planteur de 65 kilogrammes de sucre, dans la partie du vent, de 70 kilogrammes dans la partie sous le vent, où du fait des conditions d'un climat plus sec, le rendement en sucre est supérieur — confirmation d'un arbitrage antérieur de M. le sénateur Léonus Bénard — et par l'attribution globale aux planteurs du tiers de la valeur du contingent total d'alcool de la colonie, telle qu'elle ressort des mercuriales

« locales, la répartition se faisant entre les intéressés au prorata
« du chiffre de tonnes de cannes apportées à l'usine.

« L'accord homologué par l'arrêté du Gouverneur, du 10 août
« 1933 expose *in fine*. : « Cette entente réalisant un accord parfait
« entre les desiderata des planteurs et ceux des usiniers, il a été
« convenu à l'unanimité que les conditions ci-dessus serviront
« toujours de base pour la détermination, dans l'avenir, du règle-
« ment de la tonne de cannes. »

« La loi du 31 décembre 1927 reçoit ainsi sa pleine et entière
« application dans la colonie.

« Il me plaît, mon cher Président, en qualité de représentant de
« la Réunion et de rapporteur de la loi du 31 décembre 1927, très
« attaché à sa juste application, de vous signaler un si précieux
« résultat, obtenu par la bonne volonté commune dans la
« recherche d'une loyale conciliation des intérêts, d'une équi-
« table rémunération du planteur et d'une juste répartition du
« contingent d'alcool alloué à la colonie.

« Le sage équilibre de cet aménagement, son caractère de jus-
« tice sociale, me donnent le droit d'insister, au moment où se
« pose pour la colonie la question très grande de la limitation de
« sa production en sucre, pour que la collectivité réunionnaise,
« jusqu'ici lésée dans sa part de contingent d'alcool, reçoive ce
« qui lui revient. Je viens vous demander de nous aider à l'ob-
« tenir. Vous savez que cette part supplémentaire sera dispensée
« avec l'exact souci de mesurer à chacun son droit.

« Vous avez successivement pour la Guadeloupe et la Martinique
« heureusement réglé des problèmes nés de la mise en œuvre du
« régime du contingentement avec la préoccupation d'un équi-
« libre à maintenir parmi les producteurs de toutes les classes
« sociales. Nous ne doutons pas que vous ne consentiez, dans le
« même esprit, à accorder votre attention à la situation de notre
« vieille colonie de la Réunion nettement désavantagée au regard
« des autres colonies rhumières. »

M. Barthe répondit le 26 mars par la lettre suivante :

« J'ai bien reçu votre lettre du 14 mars concernant les moda-
« lités excellentes prises à la Réunion pour permettre le règlement
« amiable de la fourniture des cannes à sucre aux industriels.

« Je vous remercie d'avoir bien voulu m'adresser ces précieux
« renseignements dont je ne manquerai pas de faire part à mes

« collègues de la Commission des Boissons et qui me seront très utiles le moment venu. »

B. — Guadeloupe.

La Guadeloupe est la colonie qui la première a réuni une commission pour établir le mode de règlement de la tonne de cannes.

Avant 1927. — Elle fait ainsi figure de précurseur et le rapporteur de la loi du 31 décembre 1927 le rappelle dans son exposé des motifs.

Cette commission groupe chaque année, au début de la campagne sucrière des usiniers et des représentants des planteurs et des ouvriers.

Jusqu'en 1923, le Gouverneur en avait la présidence, assisté du chef du Service des douanes et du chef de Service des Contributions.

A partir de cette date, l'Administration a estimé préférable de laisser les intéressés débattre librement les questions de cette nature. Elle n'a donc plus pris part aux travaux des comités, offrant seulement sa médiation au cas où son désaccord le rendait nécessaire.

Suivant une lettre n° 218 C du 22 juillet 1926 du Gouverneur de la Guadeloupe « le calcul du prix de la canne repose
« sur un point que les parties ont discuté et admis une fois
« pour toutes, à savoir que la tonne de cannes produit au
« minimum 65 kilogrammes de sucre et 25 litres de
« mélasses. La valeur de ce sucre et de ces mélasses dimi-
« nuée de tous les frais généraux de fabrication, de trans-
« port et de vente est censée représenter le prix de 1.000 kilo-
« grammes de cannes. Les quantités de sucre ou de
« mélasses que les industriels grâce à un outillage plus ou

« moins perfectionné, peuvent obtenir en plus de celles
« indiquées ci-dessus constituent leur bénéfice. La valeur
« du quintal de sucre prise comme base de calcul est celle
« qui est fournie par la Bourse de Paris. Le rôle des dites
« commissions consiste donc surtout à déterminer la
« moyenne des frais généraux qui grèvent la fabrication et
« la vente du quintal de sucre. »

Le décret du 11 décembre 1928. — La loi du 31 décembre 1927 ne fut donc pas une nouveauté à la Guadeloupe. Le décret du 11 décembre 1928 sur rapport de M. Maginot, ministre des Colonies, en règle les détails d'application.

La Commission est composée de :

4 fonctionnaires dont le Secrétaire général, président ;
2 délégués des usiniers et distillateurs ; 3 délégués des planteurs, un pour chaque arrondissement, Marie-Galante étant rattachée au second ; 1 secrétaire désigné par le Gouverneur.

Lorsqu'il s'agit de déterminer les conditions de salaires ou de régler les conflits du travail, quatre délégués des syndicats ouvriers agricoles et d'ouvriers des industries agricoles sont adjoints à la commission.

Les articles 3 et suivants déterminent le mode d'élection des délégués et le fonctionnement de la commission.

1929. — Le 12 septembre 1929, la Guadeloupe fut ravagée par un cyclone. La récolte de 1929 fut de 850 tonnes au lieu des 30.000 tonnes de l'année précédente.

1930. — En 1930, la commission consultative se réunit. En faisant obstacle à son fonctionnement normal, les planteurs pouvaient espérer obtenir davantage en faisant appel à l'arbitrage du Gouverneur.

A la commission du 18 janvier 1930, les usiniers présentèrent un bordereau qui, basé sur le cours moyen du sucre n° 3 à Paris de 249 fr. 56 pour le mois de décembre 1929, fixait à 108 fr. 61 le prix de la tonne de cannes à livrer en janvier 1930. Le bordereau ne fut pas accepté par les délégués des planteurs qui contestaient la valeur du rhum et le taux des frais de fabrication du sucre et du rhum.

Ils demandèrent 75 p. 100 de la valeur nette des produits au lieu des $\frac{2}{3}$, soit 175 francs par tonne de cannes.

En Conseil privé, le Gouverneur fixa le prix à 126 fr. 75 minimum en espèces.

En 1930, le cours du sucre n° 3 ne cessa de baisser. En janvier, il était de 241 fr. 80, en février de 239 fr. 15, en mars de 236 fr. 86, en avril de 237 fr. 48.

Les fabricants de sucre qui payaient les cannes d'après son cours de 249 fr. 59 ne réalisèrent leur sucre qu'à un cours inférieur car leurs premiers arrivages en France ont lieu en avril.

M. Jacqueminet, président du syndicat des Fabricants de sucre de la Guadeloupe, s'en plaignit au ministre par lettre du 2 mai 1930.

Il faisait remarquer qu'avant l'application de la loi du 31 décembre 1927, les fluctuations du marché étaient corrigées dans la mesure du possible. Les éléments du prix de la canne, abstraction faite du cours du sucre, étant fixés au début de la campagne, on y incorporait chaque mois ce cours calculé sur la moyenne des cotes de Paris du mois précédent.

Au surplus, l'article 2 de la loi précise en son 2^e alinéa que « dans les colonies où le règlement s'opère en espèces, le prix est basé sur le cours moyen du sucre n° 3 indiqué chaque mois, par câblogramme ». Cette disposition est ins-

pirée de ce qui se faisait à la Guadeloupe précédemment et la loi du 31 décembre 1927 n'a pas pour but de maintenir un prix unique pour la campagne.

Le ministre, M. F. PIETRI se rendit à ces raisons et invita le Gouverneur de la colonie à adopter, pour la campagne suivante, une formule permettant de donner satisfaction au désir exprimé par les usiniers.

1931. — L'année suivante, dans la séance du 19 février 1931, les planteurs demandèrent comme prix de la tonne de cannes à l'usine 60 kilogrammes de sucre et 10 litres de rhum, dont les prix calculés sur le cours des produits diminué par l'application d'un coefficient de réfaction donnaient 151 francs.

Les usiniers offrirent 86 francs. Le Gouverneur fixa le prix de 97 fr. 20, mais les industriels consentirent à une majoration volontaire de 10 p. 100 à titre de participation aux pertes infligées aux planteurs par la sécheresse. Le prix se trouva être finalement fixé à 106 fr. 92 pour février 1931.

L'arrêté du 6 mars 1931. — L'arrêté du 6 mars 1931 consacre l'accord intervenu. Il fixe non le prix mais les conditions du calcul du prix de la canne. Voici le texte de cet arrêté :

ARTICLE PREMIER. — « Le bordereau présenté par le délégué des
« fabricants de sucre à la Commission consultative du Travail et
« de l'Agriculture, en vue de la fixation du prix de la tonne de
« cannes du mois de février 1931, est approuvé sous réserves des
« modifications ci-après, dont il devra être tenu compte aux bor-
« dereaux des mois suivants :

« Le montant des frais de fabrication de 100 kilogrammes de
« sucre est ramené de 87 fr. 65 à 80 francs.

« 2° Le cours de l'hectolitre de rhum à 54 degrés est porté de
« 900 à 917 francs, valeur câblée à l'Administration locale par le

« chef du Service colonial de Bordeaux, comme moyenne du mois
« de janvier 1931.

« 3° Il est ajouté aux 18 lit. 49 de rhum contingenté obtenu à
« la tonne de cannes, 3 lit. 51 de rhum surtaxé à raison de
« 260 francs l'hectolitre. »

ART. 2. — « Ces modifications ont pour résultat de porter le
« prix normal de la tonne de cannes, pour le mois de février à
« 97 fr. 20.

ART. 3. — « Toutefois, il a été convenu avec les industriels que
« les prix des bordereaux mensuels seront, durant toute la cam-
« pagne 1931, majorés de 10 p. 100 (dix pour cent) comme parti-
« cipation volontaire des usines au déficit de récolte subi, cette
« année par les planteurs.

« Il résulte de cet accord que le prix de la tonne de cannes se
« trouve, en définitive, fixé, pour le mois de février, à 97 fr. 20 +
« 9 fr. 72 = 106 fr. 92.

ART. 4. — « Ce prix sera révisé chaque mois suivant les fluc-
« tuations des cours du rhum et du sucre pendant le mois précé-
« dent. Les bordereaux mensuels avant d'être affichés, seront
« soumis au Chef de la colonie qui examinera si toutes les pres-
« criptions du présent arrêté ont été observées.

ART. 5. — « Le règlement se fera en espèces.

Pendant les années suivantes la commission a fonctionné sans rencontrer de difficultés. Pour 1935, un arrêté du Gouverneur a approuvé le bordereau fixant le prix d'achat de la tonne de cannes pour le mois de décembre 1934 à 52 fr. 86, ainsi que la convention intervenue entre usiniers et planteurs le 11 janvier pour porter au cours de la campagne 1935 le prix de la tonne de cannes à 60 francs, toutes les fois que le bordereau fera ressortir un prix inférieur à ce chiffre.

C. — Martinique.

Textes. — L'application à la Martinique de loi du 31 décembre 1927 est réglée par le décret du 11 janvier 1929 (*J. O. R. F.* du 15 janvier 1929, p. 529).

La commission est composée de :

4 délégués des usiniers dont 2 pour les établissements du nord de l'île, et 2 pour ceux du sud; 4 délégués des planteurs répartis comme ci-dessus;

8 fonctionnaires et 1 secrétaire nommé par le Gouverneur.

Lorsqu'il s'agit de déterminer les conditions de salaires ou de régler les conflits du travail, 8 délégués des syndicats ouvriers agricoles et d'ouvriers des industries agricoles sont adjoints à la commission.

La commission est renouvelable tous les ans.

Avant 1927. — A la Martinique, le prix des cannes avant la loi de 1927 était déterminé par des accords particuliers entre chaque usine et ses fournisseurs.

Pendant la coupe, son règlement provisoire se faisait au moment de l'apport des cannes. Il était basé sur la production de 60 kilogrammes par tonne de cannes, ce sucre étant compté à un prix forfaitaire.

En fin de campagne, chaque usine établissant un compte général des profits et pertes, sucrerie et rhumerie dans lequel entraient en dépense, tous les frais d'entretien, de fabrication, de réalisation et le prix provisoire des cannes, et en recette, la réalisation des produits sucre, mélasse et rhum. Du solde de ce compte on déduisait 5 p. 100 comme rémunération du capital de la société, puis 10 p. 100 du surplus pour rémunération de l'Administrateur ou Gérant, et sur ce qui restait, les deux tiers étaient alloués aux fournisseurs de cannes et un tiers aux actionnaires.

Le décret du 24 octobre 1930. — La loi du 31 décembre 1927 et le décret du 11 janvier 1929 paraissent avoir été fraîchement accueillis par les usiniers de la Martinique.

Ils se retranchèrent derrière les articles 3 et 5 de la loi et soutinrent d'une part que la majorité des membres des syndicats agricoles représentant plus de la moitié de la superficie plantée en cannes n'avait pas manifesté l'intention de changer leur mode de rémunération et d'autre part que la loi de 1927 ne s'adressait pas à eux puisqu'ils assuraient aux planteurs une participation à leurs bénéfices nets, atteignant 65 et même 75 p. 100, dépassant en tout cas les 25 p. 100 exigés par l'article 5.

Le Gouverneur estimait que l'article 5 devrait être abrogé, mais devant la difficulté de l'obtenir prépara un projet de décret atténuant dans la mesure du possible les inconvénients que celui du 11 janvier 1929 avait révélés à la pratique.

Afin d'éviter des élections trop fréquentes, le délai de renouvellement de la commission était fixé à quatre ans. Il faisait aux distillateurs agricoles une place distincte et égale à celle des fabricants de sucre. A la notion des superficies plantées en cannes était substituée celle des quantités de cannes fournies par les différents groupements. Enfin, le Gouverneur tenait compte du fait que le rhum de produit secondaire était devenu produit principal et que l'usiner avait intérêt à ne pas épuiser ses mélasses. Il était d'avis que les conditions d'achat de la canne fussent fixées, non seulement d'après les cours du sucre, mais aussi d'après ceux du rhum. Le Gouverneur introduisait d'autres innovations dans son projet de décret. Il subordonnait l'application de l'article 5 de la loi à une demande expresse formulée avant l'ouverture de la campagne et donnait à la commission les moyens de vérifier les dires de l'usiner.

Enfin, il introduisait une sanction consistant en des réductions de contingent de rhum, les disponibilités en

résultant seraient réparties entre les distilleries agricoles dont les parts de contingent étaient inférieures à 10.000 litres.

Ce projet devint le décret du 24 octobre 1930 (*J. O. R. F.* 28 octobre 1930).

Premier recours au Conseil d'État. — Sa validité fut attaquée par recours enregistré au Conseil d'État le 8 juin 1931, pour excès de pouvoir, par les Sociétés du Lamentin, de Sainte-Marie, du Petit-Bourg, du Marin, de la Rivière-Salée, de la Basse-Pointe, du François, et par les sieurs Asselin et Hayot.

Ils déclaraient que l'article 9 faisait dépendre la majorité de la quantité de cannes alors que la loi exigeait qu'elle fût calculée sur les surfaces plantées, que l'article 10 permettait à la commission de tenir compte d'éléments d'appréciation non prévus par la loi, que l'article 11 imposait aux usines des déclarations et au Gouverneur des formalités non prévues par la loi, et qu'enfin, l'article 12 établissait des sanctions illégales.

Le Ministère des Colonies fit remarquer que l'affaire sans être examinée au fond, lui paraissait irrecevable comme tardive.

En effet, l'arrêté incriminé avait été promulgué le 8 novembre 1930, les requérants avaient déposé leur pourvoi le 8 juin 1931, soit après sept mois, alors que la loi du 13 avril 1900, fixait à deux mois le délai pour le recours en annulation et que cet intervalle avait été augmenté d'un délai de distance de trois mois par la loi du 13 mars 1922 pour les justiciables domiciliés aux Antilles.

Les requérants demandèrent le rejet de cette fin de non recevoir par le motif que la loi du 13 mars 1922, n'avait pas été promulguée dans la colonie.

Le Conseil d'État statuant au Contentieux (section du Contentieux, 1^{re} sous-section), rendit le 1^{er} décembre 1932 la décision suivante :

« Considérant que les délais de distance fixée par l'article 73 du
« Code de Procédure civile ont été modifiés par la loi du
« 13 mars 1922, qu'il résulte des termes mêmes de ladite loi,
« combinée avec l'article 13 du décret du 22 juillet 1806 modifié
« par l'article 24 de la loi du 13 avril 1900 que les dispositions en
« sont applicables d'une manière générale à toutes les instances
« introduites devant le Conseil d'Etat ; qu'ainsi la circonstance
« que la loi du 13 mars 1922, n'a pas été promulguée à la Marti-
« nique n'est pas de nature à relever les requérants de la déchéance
« qu'ils ont encourue pour avoir présenté leur pourvoi après
« l'expiration du délai résultant des dispositions combinées des
« lois susvisées.

DÉCIDE :

« ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée de la Société de
« l'Usine du Lamentin et des autres établissements susnommés
« est rejetée. »

La Commission en 1931. — Pendant que le Conseil d'État examinait cette affaire, la commission consultative s'était réunie les 5, 8, et 9 janvier 1931. Après des discussions ardentes l'accord se réalisa et le Gouverneur l'homologa par l'arrêté du 15 janvier 1931.

Il est intéressant de le reproduire intégralement d'abord comme document indiquant un mode de règlement différent de celui de la Guadeloupe et de la Réunion, et parce qu'il a été lui aussi attaqué devant le Conseil d'État.

« ARTICLE PREMIER. — Est homologué l'accord conclu devant la
« commission consultative du travail et de l'agriculture, dans sa
« séance du 9 janvier 1931, entre les délégués des industriels
« fabricants de sucre et ceux des planteurs fournisseurs de cannes
« aux usines, accord approuvé à l'unanimité des membres pré-

« sents, dans les termes et selon les modalités d'application déterminées aux articles suivants.

« ART. 2. — Les usines recevront de leurs fournisseurs habituels, c'est-à-dire leur ayant fait une ou plusieurs livraisons dans les trois dernières années toutes les quantités de cannes provenant de leurs propres plantations, à l'exclusion de celles qui pourraient leur être vendues ou cédées à un titre quelconque par des tiers ou qui pourraient leur appartenir dans d'autres centres agricoles. Les Directeurs ou Administrateurs d'usine pourront exiger telles justifications et prendre telles mesures de contrôle et de surveillance qu'ils jugeront nécessaires pour éviter toute pratique dolosive et en démasquer les auteurs.

« Tout planteur convaincu d'avoir livré en son nom et pour son compte des cannes ne provenant pas de sa propre récolte ou tirées d'un centre autre que celui auquel elles étaient normalement destinées, pourra être exclu de la liste des fournisseurs, pour tout le reste de la campagne, sauf recours devant la Commission consultative du travail et de l'agriculture pour avis à émettre, sous condition d'homologation par le Chef de la colonie.

« ART. 3. — Les cannes seront prises en charge au pont bascule de l'usine, sous le contrôle du fournisseur ou de son représentant, à raison de : 1° 60 kilogrammes de sucre, et 2° 14 litres de sirop, comptés pour 10 litres de rhum contingenté à 55 degrés, pour 1.000 kilogrammes de cannes. Le règlement se fera en espèces et le prix sera payé dans les bureaux de l'usine, sur les bases et dans les conditions ci-après :

« Un premier paiement, à titre de provision, s'effectuera par quinzaine de livraison et dans la quinzaine suivante, sur la base du cours moyen du sucre n° 3 à la Bourse de Paris, tel qu'il aura été câblé le mois précédent, par l'Agence générale des colonies à l'Administration locale, affecté, pour tenir compte des frais de réalisation, d'un coefficient de réfaction, variable avec les cours, suivant le barème ci-dessous :

COURS MOYEN	COEFFICIENT
Au-dessous de 200 francs	0.70
De 200 à 299 francs	0.75
De 300 francs et au-dessus	0.80

« ART. 4. — Le règlement définitif aura lieu, au plus tard, au
« mois de novembre et sera basé : 1° sur la moyenne des cours
« du sucre câblés mensuellement pendant les sept premiers mois
« de l'année courante, par l'Agence générale des colonies, affectés
« des mêmes coefficients que ci-dessus ; 2° sur la moyenne des
« cours du rhum contingenté, câblés dans les mêmes conditions
« que pour le sucre, également affectée d'un coefficient de réfac-
« tion, variable avec les cours suivant le barème ci-dessous :

COURS MOYEN	COEFFICIENT
De 450 à 599	0 60
De 600 à 849	0.65
De 850 et au-dessus	0.70

« Le prix P des 1.000 kilogrammes de cannes, au règlement
« définitif sera donc donné par la formule suivante :

$$P = \frac{60 S.f}{100} + \frac{40 R.f'}{100} ;$$

« ou : S = cours moyen des 100 kilogrammes de sucre ; R =
« cours moyen de l'hectolitre de rhum contingenté ; f = coefficient
« de réfaction pour le sucre ; f' = coefficient de réfaction pour le
« rhum.

« ART. 5. — En tenant compte de la diversité des conditions de
« fonctionnement des différentes usines de la colonie et de l'iné-
« galité de leurs moyens d'action, elles ont été groupées en sept
« catégories, correspondant chacune, suivant le barème ci-des-
« sous, à un coefficient de réfaction globale, qui devra, en dernier
« lieu, tant pour le paiement provisoire que pour le définitif,
« affecter le prix de revient de la tonne de cannes, tel qu'il aura
« été calculé sur les bases précédentes :

USINES	COEFFICIENT
1° Petit-Bourg.	1
2° Rivière-Salée, Sainte-Marie, Lareinty, Lamentin.	0.94
3° François	0.92
4° Robert, Galion, Bassignac	0.88
5° Lorrain, Vivé.	0.82
6° Basse-Pointe.	0.78
7° Vaucelin, Marin	0.75

« ART. 6. — Les conditions et modalités ci-dessus obligeront
« les parties pour toute la durée de la campagne sucrière de 1931

« et sous peine de sanctions prévues aux règlements susvisés.
« Elles ne sont pas applicables aux parties qui se trouveront
« liées par des conventions particulières, dont la commission
« consultative aura été appelée à constater l'existence et qui auront
« été régulièrement homologuées par l'autorité supérieure.
« Les clauses et conditions des contrats particuliers consacrées
« par l'usage et qui ne sont pas contraires à celles du présent
« accord, lui sont et demeurent applicables.

Deuxième recours en Conseil d'État. — Cet arrêté fut attaqué en annulation pour excès de pouvoir d'une part par le sieur Hayot par requête enregistrée sous le n° 24.495 d'autre part par requête n° 24.497 par les Sociétés du Lamentin, du Petit-Bourg, de la Rivière-Salée, et du François.

Les deux requêtes étaient fondées sur inexactitude de fait sur ce qu'il était contraire à la loi et qu'il lésait les planteurs aussi bien que les fabricants. En premier lieu, les deux délégués des usiniers n'avaient adhéré à l'accord qu'en leur nom personnel et n'étaient pas mandatés spécialement à cet effet par les autres fabricants. Ensuite, les usiniers assurant aux planteurs, par contrats, plus de 25 p. 100 de leurs bénéfices n'étaient pas soumis à la réglementation de la commission consultative. Enfin, l'arrêté visé faisait obligation aux usiniers de recevoir en 1931 toutes les cannes provenant des fournisseurs ayant fait une ou plusieurs livraisons pendant les trois dernières années. Cette obligation lésait gravement les fournisseurs habituels en ouvrant la porte aux pires abus de la part des fournisseurs occasionnels.

L'arrêt fut rendu le 14 décembre 1934. La décision et les considérants sont importants pour l'interprétation de la loi de 1927.

« Considérant que la loi du 31 décembre 1927 ne prévoit l'inter-
« vention de l'Administration dans les rapports entre planteurs

« de canne et fabricants de sucre que selon l'une des deux procédures suivantes :

« 1^o Le Gouverneur homologue les ententes intervenues entre producteurs et industriels, telles qu'elles ont été constatées par la commission consultative du travail et de l'agriculture.

« 2^o Pour le cas où la commission constate l'absence de semblables ententes, le Gouverneur, sur demande à lui adressée par la majorité des syndicats agricoles représentant la moitié au moins des surfaces plantées — déduction faite de celles qu'exploitent ou possèdent les fabricants — après avis de la commission et compte tenu des éléments indiqués à l'article 2 de la loi, fixe le prix à payer par les fabricants aux cultivateurs et le mode de règlement de ce prix — les usines assurant à leurs fournisseurs une participation au moins égale à 25 p. 100 dans leurs bénéfices échappent, en vertu de l'article 5 de la loi, à la réglementation qui intervient dans ce second cas ;

« Considérant que le décret du 24 octobre 1930 rendu (après abrogation d'un décret antérieur) pour l'application de la loi à la Martinique et que vise également l'arrêté attaqué ne contient, en ce qui concerne la mise en jeu respective de ces deux procédures, aucune disposition contraire à celle de la loi ; que, dans ces conditions, les requérants, qui soutiennent que la procédure a été irrégulière, ne sont pas fondés à soutenir que le décret serait, sur ce point, illégal ;

« Considérant qu'il résulte des pièces du dossier qu'il n'a été justifié devant la commission consultative d'aucune entente entre les planteurs et ceux des fabricants qui ont formé les deux requêtes susvisées ; que, d'autre part, l'arrêté attaqué n'est pas intervenu sur la demande de la majorité des syndicats représentant les intérêts définis à l'article 3 de la loi ; que, dans ces conditions, il a été rendu sur une procédure irrégulière à l'égard des requérants et que ceux-ci sont fondés à en demander l'annulation en ce qui les concerne.

DÉCIDE :

« L'arrêté susvisé au Gouverneur de la Martinique, en date du 15 janvier 1931, est annulé en tant qu'il vise les Usines du Petit-Bourg, de la Rivière Salée, du Lamentin, du François et du Robert. »

La commission en 1932. — En 1932, la commission consultative s'était réunie les 20, 23, 25 janvier et 1^{er} février pour fixer les conditions de règlement de la canne en 1932. Au début de la séance d'ouverture, les délégués des usiniers déclarèrent qu'ils suivaient les travaux au nom de tout leur groupement. Cela facilita la tâche de la commission. Le règlement adopté fut le même que celui de l'année précédente, moyennant de légers changements pour tenir compte des circonstances économiques. L'élément rhum était abaissé de 10 à 8 hectolitres et demi et les coefficients sucre et rhum étaient révisés.

La commission ne put s'entendre sur le classement des usines et leurs coefficients de classement, mais décida de s'en remettre au Chef de la colonie.

Le Gouverneur prit l'arrêté du 11 février 1932.

La commission en 1933. — En 1933, la commission se réunit le 12 janvier. Les planteurs déclarèrent que les clauses des contrats présentés par les usiniers ne leur assuraient pas le minimum de bénéfices fixé par la loi. Les usiniers proposèrent le règlement aux conditions pratiquées à la Guadeloupe. Les planteurs refusèrent et concédèrent une diminution de 1 p. 100 sur leurs prétentions relatives au taux du sucre. L'accord se fit, mais la question de la quantité des cannes fit tout échouer. Les planteurs ont toujours entendu produire sans limite au prix fixé pour la campagne. Les usiniers ne veulent régler dans ces conditions que la partie des fournitures ayant concourru à l'obtention du décret.

L'inspecteur du Travail avait préparé une formule permettant de concilier ces deux points de vue. Il proposait l'acceptation des fournitures sans limitation, avec un prix

unique diminuant au fur et à mesure de l'augmentation de la production.

Cette solution ne fut pas retenue. Les usiniers proposant les prix de la Guadeloupe, et les planteurs les refusant, aucun accord ne fut possible.

Depuis cette époque, la question n'a pas changé.

Le jugement du 10 novembre 1932. — Néanmoins, un jugement du Tribunal mixte du Commerce et un arrêt de la Cour d'Appel de Fort-de-France l'ont fait évoluer.

On sait que, d'après le décret du 30 janvier 1930, les contingents ne deviennent définitifs que si les fabricants justifient avoir reçu des planteurs qui leur ont livré des cannes pendant les trois dernières années, une quantité de cannes égale à la moyenne fournie pendant cette période de temps.

C'est cette question qui avait été invoquée lors de la requête en annulation de l'arrêté du 15 janvier 1932 et qui fit échouer les pourparlers de 1933.

Le Directeur de l'usine du Marin ayant déclaré qu'il ne recevrait que la moyenne des livraisons de cannes effectuées pendant les trois dernières années et qu'il ne paierait l'excédent qu'à un prix inférieur de moitié au prix fixé par l'Administration, le syndicat des planteurs de la région l'attaqua en justice.

Il demandait que l'usine du Marin fut tenue de prendre livraison de toutes les cannes des fournisseurs habituels de l'établissement et que le règlement en fut fait sur la base de l'arrêté du 11 février 1932.

Le tribunal rendit son jugement le 10 novembre 1932.

Faisant siennes les conclusions du syndicat, il déboutait l'usine du Marin de ses demandes et la condamnait aux dépens.

L'arrêt du 8 février 1933. — Par arrêt du 8 février 1933, la Cour d'Appel de Fort-de-France confirmait le jugement ci-dessus.

Voici des extraits des attendus :

« Attendu qu'il s'agit ici comme l'ont déclaré les premiers juges
« de l'application de l'arrêté du 11 février 1932, pris en vertu de
« l'article 8 du décret du 24 octobre 1930, qui concerne l'applica-
« tion à la Martinique de la loi du 31 décembre 1927 (celle-ci
« relative à l'institution des Commissions Consultatives du Tra-
« vail et de l'Agriculture).

« Attendu que par cet arrêté, le Gouverneur a homologué l'ac-
« cord conclu à l'unanimité des Membres présents, devant la
« Commission locale, le 1^{er} février 1932 entre les délégués des
« industriels fabricants de sucre et ceux des planteurs fournis-
« seurs de cannes aux usines...

« Attendu que l'usine du Marin ayant été légalement représen-
« tée à la Commission ne peut échapper à l'exécution de cet
« accord qui à moins de conventions particulières, (ce qui n'est
« pas le cas entre les plaideurs) est la loi des parties pour
« l'année 1932, mais pour cette année-là seulement, ainsi que
« cela résulte des articles 8 et 12 du décret du 24 octobre 1930 et
« de l'article 5 de l'arrêté du 11 février 1932.

« Attendu dès lors, que l'appelante ne saurait valablement
« invoquer certains travaux de la Commission postérieurs par
« conséquent inopérants, et qui, du reste, n'ont abouti à aucun
« résultat; qu'il est d'ailleurs à remarquer que la majorité des
« usiniers alors réunis a reconnu que la question du prix des
« cannes avait été réglée par l'arrêté ;

« Attendu que pour les mêmes raisons (tardiveté et non abou-
« tissement) l'Administration de l'usine du Marin ne peut effica-
« cement tirer argument des pourparlers qu'elle cite; et qu'elle
« ne peut, non plus, exciper des résultats d'un arbitrage qui
« aurait eu lieu entre syndicat d'usiniers (dont elle ne fait point
« partie) et leurs fournisseurs de cannes, les plaideurs en cause
« n'ayant aucunement participé à la tractation dont il s'agit.

« Or, attendu que l'article 2 de l'arrêté du 11 février 1932 est
« ainsi conçu : « les cannes seront prises en charge... etc. »

« Attendu que ces mots « les cannes » indiquent qu'il s'agit de
« toutes les cannes fournies, d'autant plus que dans la suite de

« l'arrêté, aucune spécification n'est venue restreindre la
« portée du terme général employé et qu'un prix unique a été
« prévu.

« Attendu que c'est donc à tort que l'appelante soutient que ce
« prix ne doit s'appliquer qu'aux cannes venant en aliment du
« contingent des usines, ce qui aboutirait en fait, à une classifi-
« cation arbitraire de ce produit en cannes contingentées et
« cannes hors contingent.

« Attendu que la prétention de l'Usine du Marin est au surplus,
« réduite à néant par un des considérants de l'arrêté qui, après
« avoir constaté l'adoption par la Commission d'une formule
« semblable à celle de l'année précédente ajoute « Mais la for-
« mule comportant toutefois une diminution unanimement adop-
« tée des deux éléments, sucre et rhum, pour tenir compte de la
« situation économique actuelle et des difficultés d'exportation
« des rhums hors contingents.

« Attendu qu'il résulte, en effet, de ce texte, que pour la fixa-
« tion du prix des cannes, l'on a pris en considération le fait
« qu'une certaine quantité d'entre elles était appelée à servir à la
« fabrication de rhum non contingenté. »

« Attendu que dans ces conditions, il n'est même pas néces-
« saire de relever que « la formule de l'année précédente à
« laquelle l'arrêté de 1932 se réfère, comporte notamment ce qui
« suit : « Les usines recevront de leurs fournisseurs habituels,
« c'est-à-dire leur ayant fait une ou plusieurs livraisons dans les
« trois dernières années » toutes les quantités de cannes prove-
« nant de leurs propres plantations, à l'exclusion de celles qui
« pourraient leur être vendues ou cédées à un titre quelconque
« par des tiers ou qui pourraient leur appartenir dans d'autres
« centres agricoles. »

« Attendu que le prix fixé par l'arrêté de 1932 s'applique donc
« bien, pour cette année-là à toutes les cannes fournies à l'usine
« du Marin par Louis Jo et consorts.

1935. Des incendies. --- Aucun incident n'a marqué la campagne de 1934.

En janvier 1935, la commission décida le maintien pour la nouvelle campagne des salaires de 1934. La crise ne permettant pas le maintien des salaires à un taux aussi

élevé, les usiniers exposèrent leur point de vue au Gouverneur qui promit d'étudier la question.

Peu de jours après le 22 janvier, un arrêté portait « que
« le salaire type-moyen de l'ouvrier agricole, tel qu'il
« résultait des conditions convenues à la fin de l'année 1928,
« était réduit de 20 p. 100 ».

Immédiatement de graves désordres se produisirent.

Voici ce qu'en dit la *Nouvelle Dépêche* dans son numéro du 21 février 1935 :

« Des bandes armées ont parcouru le pays, envahissant les
« usines, mettant le feu aux champs de cannes et menaçant de
« tout détruire.

« Cette situation agitée se prolongea pendant deux semaines,
« puis les manifestants, ne rencontrant aucun service d'ordre,
« descendirent sur Fort-de-France. »

« Le Gouverneur convoqua les cinq délégués des usiniers.
« L'accès du Palais du Gouvernement fut difficile, les manifestants occupant la rue et la grille du Palais étant fermée pour
« empêcher l'envahissement de la foule.

Désordres. — « Le lendemain, sur action du Gouverneur, cinq
« délégués des patrons, et cinq délégués des ouvriers se réunirent
« sous la présidence du Président de la Chambre de commerce, et,
« à l'unanimité réalisèrent un accord en vue d'assurer par une
« régularité plus grande de la coupe et de la livraison des cannes,
« une amélioration du rendement industriel et un abaissement du
« prix de revient. Les salaires pour les coupeurs de cannes étaient
« maintenus aux mêmes prix que les années précédentes, mais
« seulement pour les ouvriers fournissant cinq journées de travail, la sixième journée donnant droit à une majoration de
« 15 p. 100. Mêmes conditions étaient faites au personnel spécialisé pour le transport et la livraison des cannes. Quant aux
« ouvriers des industriels agricoles, leur salaire ancien était
« maintenu sans condition.

De l'accord à l'émeute. — « Les délégués du patronat
« émirent un vœu unanime en faveur du remaniement des prix
« de vente du rhum de consommation local réglementé par
« arrêté du 21 janvier, et du dégrèvement des droits de sortie sur

« le rhum et le sucre dans des proportions suffisantes pour
« apporter un secours efficace à la production.

« L'accord fut signé par les délégués patronaux et les délégués
« ouvriers et par le Président de la Chambre de commerce.

« Tout semblait terminé par cette décision arrêtée d'un commun
accord. »

« Une erreur du Gouvernement allait tout remettre en ques-
« tion. »

« M. Alfassa fit annoncer en effet dans toutes les communes que
« la réunion des délégués avait décidé la reprise du travail au
« tarif de l'année précédente, sans faire mention des autres con-
« ditions.

« Sur réclamation des délégués patronaux, une affiche fut pla-
« cardée, donnant le texte intégral de l'accord.

« Le résultat fut... de nouveaux désordres pires que les pre-
« miers. Les ouvriers réclament le doublement des salaires. »

En somme, la loi du 31 décembre 1927 ne semble pas
avoir assuré la paix sociale à la Martinique.

CHAPITRE III

LA LOI DU 19 FÉVRIER 1935

La pratique de la loi du 31 décembre 1927 avait fait apparaître ses graves inconvénients.

A la suite de l'évolution des esprits, la conception du contingent telle qu'elle existait en 1923 avait disparue.

Le contingent faisait la richesse et les planteurs de cannes trouvaient juste d'y participer comme les usiniers et les distillateurs.

Cette solution avait été inscrite dans la décret du 13 juin 1933 relatif au contingent de l'usine des Trois-Rivières à la Martinique.

L'article 5 de la loi de 1927 s'était révélé dangereux, les usiniers pouvant s'en servir pour éluder la loi et les planteurs ne croyant pas à la sincérité de leurs bilans.

Les possibilités d'action du Gouverneur devaient être élargies. La condition de superficie plantée en cannes exigée par la loi de 1927 était devenue un simple moyen d'obstruction. Il fallait autoriser le Gouverneur à intervenir d'office pour fixer les conditions de règlement de la canne et sanctionner ces arrêtés par des réductions du contingent.

Voici au surplus l'exposé des motifs du projet de loi présenté par M. Laval.

« La loi du 31 décembre 1927 a prévu la création de commissions consultatives du Travail et de l'Agriculture dans les colo-

« nies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion et
« permet aux Gouverneurs de ces colonies de fixer, dans certaines
« conditions, par arrêté le prix de la tonne de cannes en fonction
« des cours du sucre. »

« En votant cette disposition, le législateur se proposait de
« faciliter le règlement, sans danger pour l'opinion publique, des
« difficultés qui surviennent, presque chaque année, dans nos
« colonies sucrières, dans les rapports des industriels et des
« planteurs de cannes, à l'occasion de la détermination du prix
« d'achat de ce produit.

« En fait, ces commissions consultatives n'ont pas rempli complètement l'objet pour lequel elles ont été instituées.

« Cette situation provient non de l'institution elle-même, qui
« répond à un besoin réel, mais des conditions qui en paralysent
« le fonctionnement.

« La loi du 31 décembre 1927 prévoit, en effet, que les conditions d'achat et de règlement aux planteurs de cannes à sucre, pour les deux catégories d'industriels qui les utilisent (fabricants de sucre et distillateurs) pourront être fixées chaque année, par des arrêtés du Gouverneur, pris après avis de la Commission consultative du Travail et de l'Agriculture, qui groupe dans son sein, d'une part, des représentants des industriels et planteurs, d'autre part, des fonctionnaires délégués de l'administration locale.

« Lorsqu'une entente intervient entre les représentants des divers intérêts en cause, le chef de la colonie doit obligatoirement constater et homologuer cet accord.

« Si, au contraire, la commission n'aboutit pas à un accord, le Gouverneur ne peut fixer le prix d'achat de la canne qu'à la condition qu'il soit requis de le faire par la majorité des Syndicats agricoles de la colonie, dont les membres doivent représenter au moins la moitié de la superficie plantée en cannes à sucre dans la colonie.

« Ces deux conditions n'ont jamais pu être remplies dans aucune des trois colonies intéressées, où l'organisation des Syndicats est rudimentaire, et où l'absence de cadastre rend quasi impossible l'évaluation des superficies plantées en cannes.

« Forts de ces constatations, certains industriels se sont toujours opposés à toute entente, et le plus souvent, les commis-

« sions consultatives n'ont pu qu'établir un procès-verbal de
« carence.

« Il convient donc, dans l'intérêt de la paix sociale de donner
« aux autorités locales le droit d'intervenir, chaque fois que la
« commission aura échoué.

« Il importe, d'autre part, d'accorder au Gouvernement un
« pouvoir de réglementation plus large afin d'adapter les règles
« inscrites dans la loi aux conditions particulières de chacune des
« trois colonies en cause.

« Enfin, la réforme n'aura son plein effet, que si les Gouver-
« neurs ont le pouvoir d'infliger des sanctions aux Industriels qui
« contreviendront à leurs arrêtés. La sanction normale en la
« matière est la privation du contingent de rhum. La règlemen-
« tation du contingentement des rhums, en effet, pour être équi-
« table, doit assurer une juste répartition, entre tous les inté-
« ressés, des profits qu'elle procure aux bénéficiaires de contin-
« gents. »

Ces mesures ne sont pas sans révéler quelques dangers
que les récents incidents de la Martinique ont mis en
lumière.

Il est nécessaire que le Gouverneur n'use de son autorité
qu'après avoir employé tous les moyens de conciliation
possibles. Ce n'est pas inscrit dans la loi, mais M. Léonus
Bénard a formulé de sages réserves lors de la séance du
Sénat le 12 février 1935.

M. LÉONUS BÉNARD. — Messieurs, je ne viens pas faire opposi-
« tion au projet de loi qui est présenté à votre examen, mais
« simplement soumettre quelques observations à M. le Ministre
« des Colonies.

« Au sein de cette assemblée, ma qualité de représentant de
« l'une des trois colonies intéressées m'autorise à vous soumettre
« différentes suggestions qui pourront, peut-être, vous être
« utiles. Et si j'ajoute qu'avant même d'appartenir au Sénat et
« comme simple industriel j'avais, en 1927, accepté qu'une
« mesure législative fut prise en vue de régler, dans nos vieilles
« colonies, les rapports entre industriels et planteurs — aussi
« bien qu'entre employeurs et ouvriers — on ne pourra pas me

« faire le grief de vouloir aujourd'hui défendre des intérêts particuliers.

« Messieurs, à la Guadeloupe, à la Martinique, à l'Île de la Réunion, la loi du 31 décembre 1927 est en vigueur. Elle prévoit un certain nombre de conditions de règlement de la canne à sucre, de manière à assurer aux planteurs une équitable rémunération pour les cannes qu'ils fournissent aux sucreries et distilleries.

« Cette loi ne comporte pas de sanction, et, de ce fait, il aura été possible à certains industriels de la tourner. Est-ce à dire que tous les industriels ne s'y sont pas soumis? Non, certes. Presque tous l'ont au contraire acceptée. Je suis même en mesure d'affirmer ici qu'une colonie au moins l'a appliquée intégralement : l'Île de la Réunion. On ne se trouve donc pas en présence de manquements généralisés, mais de manquements isolés.

« J'accepte pourtant que ladite loi soit aujourd'hui modifiée, et que soit renforcée la protection que le législateur a voulu donner aux planteurs.

« Cependant, le texte qui nous est proposé présente un caractère exceptionnel et appelle des réserves, tant pour la sauvegarde d'intérêts non négligeables que pour le maintien de la paix sociale dans nos vieilles colonies.

« Voici ce que je crois devoir signaler à l'attention de M. le Ministre des Colonies.

« Il me paraît d'abord souhaitable que le Gouverneur, appelé à fixer d'office, dans certaines conditions, le prix d'achat de la tonne de cannes, ne recoure à cette éventualité qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation entre les parties.

« Il me paraît d'autre part, nécessaire que les fonctionnaires appelés à faire partie des commissions consultatives ne sortent pas de leur rôle d'informateurs, dans lequel ils devront se cantonner. S'ils ont voix délibérante, ils risquent, soit de rendre difficile un accord entre planteurs et usiniers, soit de préjuger, puisque, en cas de conflit, l'arbitrage est réservé au Gouverneur de la colonie, leur chef administratif.

« La possibilité qui sera donnée au Gouverneur de sanctionner, par une réduction de contingent par exemple, les infractions aux arrêtés fixant le prix d'achat de la canne, motive ma troisième observation.

« Un accord s'est réalisé entre planteurs et usiniers. Il a été homologué par des arrêtés. Des contraventions sont constatées. Je conviens d'admettre des pénalisations s'il y a eu rupture de contrat. Tout naturellement il faut une sanction.

« J'envisage maintenant l'hypothèse où il y a eu désaccord entre planteurs et usiniers. Des arrêtés, pris par le Gouverneur en Conseil privé, ont fixé d'office le prix de la tonne de cannes. Des contraventions sont constatées. La pénalisation alors se comprend moins et peut même ne pas se comprendre. C'est que nul n'est à l'abri d'une erreur. La fixation d'office du prix de la canne est déjà une affaire très délicate ; l'application de la pénalisation l'est davantage et risque, dans certains cas, d'être injuste et d'aggraver une première injustice.

« Si les planteurs ont droit à toute la sollicitude des pouvoirs publics, il doit en être de même pour les industriels. Aucun texte ne peut avoir pour conséquence de compromettre leur existence et de créer pour eux une gêne dont les planteurs eux-mêmes auraient à souffrir, ainsi que les nombreux ouvriers qu'ils font vivre.

« Telles sont, Monsieur le Ministre, les observations que j'avais le devoir de vous soumettre.

« Elles vous disent mes craintes. Je souhaite que vous puissiez me donner tous apaisements et je connais trop votre haute clairvoyance pour en douter ? Je reste persuadé que vous comprendrez, comme moi, que ce texte législatif ne peut, en aucune manière, recevoir une application ou une interprétation étroites sans apporter le trouble dans la vie économique ou sociale de nos vieilles colonies...

M. Louis ROLLIN, *ministre des Colonies*. — « Messieurs, je remercie la Commission des Colonies de l'approbation qu'elle veut bien donner à ce projet de loi.

« Il est, je crois, indispensable, et d'ailleurs, il ne paraît pas qu'il y ait à ce sujet la moindre hésitation chez quiconque. M. Léonus Bénard le reconnaît tout le premier. Il a déclaré que la loi de décembre 1927 avait reçu, sans difficultés, son application à la Réunion. C'est exact, et je ne peux que m'en féliciter et en louer ses compatriotes. Malheureusement, cela n'a pas été le cas partout, en particulier, dans les Antilles, cette application a révélé une lacune : l'accord ne s'étant pas fait entre les planteurs et les industriels, et le Gouverneur ne pouvant

« intervenir que sur la réquisition de la majorité des syndicats
« de la colonie, condition pratiquement irréalisable, aucune solution n'a été possible.

« Il faut donc combler cette lacune et c'est pour cette raison
« que nous demandons que, dans le cas de désaccord, le Gouverneur puisse fixer par arrêté le prix de la canne à sucre et réaliser l'accord que les intéressés n'ont pu établir entre eux.

« M. Léonus Bénard a présenté des observations très judicieuses
« quant à l'application de ce texte. Je suis d'accord avec lui pour
« dire qu'il faut l'appliquer avec beaucoup de mesure, de tact et
« d'équité, et je lui promets bien volontiers que je donnerai des
« instructions pour qu'il en soit ainsi. (*Très bien, Très bien.*)

M. LÉONUS BÉNARD. — « Je prends acte, Monsieur le Ministre,
« et je vous remercie. »

C'est en tenant compte de ces considérations qu'il faut interpréter le texte suivant de la loi du 19 février 1935 qui constitue le dernier état du droit et qui a paru au *J. O. R. F.* des 25 et 26 février 1935.

« ARTICLE UNIQUE. — Les articles 2, 3, 4 et 6 de la loi du
« 31 décembre 1927 sont abrogés et remplacés par les dispositions
« suivantes :

« ART. 2. — Chaque année, au début de la campagne sucrière,
« le Gouverneur de chacune de ces colonies réunira la commission
« consultative du Travail et de l'Agriculture en vue de fixer les
« conditions de règlement de la canne à sucre, de manière à
« assurer aux planteurs et aux usiniers une équitable rémunération.

« Ces conditions, qui pourront varier avec la situation spéciale
« de chaque colonie, de chaque arrondissement de la colonie et,
« dans chaque arrondissement, avec les conditions particulières
« de certaines régions, seront basées sur la richesse saccharine
« moyenne de la denrée et sur le cours moyen du sucre n° 3 et du
« rhum contingenté indiqués, chaque mois, par câblogramme, au
« Gouverneur, par le Ministre des Colonies. Le cours des rhums
« hors contingent et des rhums vendus pour la consommation
« locale ou destinés à tous autres usages pourront également
« entrer en ligne de compte pour la détermination du prix d'achat
« de la tonne de cannes.

« Le rendement moyen de la précédente campagne servira de
« base de calcul pour un règlement provisoire et le règlement
« définitif interviendra lorsque le rendement moyen de la nou-
« velle campagne sera connu. Il sera loisible, toutefois, aux parties
« de convenir que le premier règlement sera définitif.

« Dans le cas où l'accord se serait réalisé au sein de la commis-
« sion entre planteurs et usiniers, les ententes intervenues seront
« constatées et homologuées par arrêté du Gouverneur.

« Lorsqu'il aura été constaté, au contraire, par la commission.
« que les tentatives d'accord poursuivies entre les planteurs et les
« fabricants de sucre et d'alcool n'ont pas abouti, le Gouverneur
« fixera directement et d'office les conditions de prix et de règle-
« ment par un arrêté pris en Conseil privé, en tenant compte tant
« des résultats de la précédente campagne que des éléments dont
« il est fait mention aux alinéas 2 et 3 ci-dessus.

« ART. 3. — Des arrêtés seront pris, dans les mêmes conditions
« pour fixer les prix d'achat et les bases de règlement de la tonne
« de cannes par les distillateurs agricoles, c'est-à-dire fabriquant
« directement le rhum avec la canne.

« Ces arrêtés pourront établir des prix d'achat différents
« s'appliquant, les uns à la période correspondant à la campagne
« sucrière, les autres à la période comprise entre deux campagnes
« sucrières.

« ART. 4. — Les industriels seront tenus de mettre à la dispo-
« sition de la commission et des autorités administratives tous les
« documents nécessaires pour leur permettre de déterminer les
« conditions de fixation et de règlement du prix des cannes.

« ART. 6. — Des décrets pris sur la proposition du Ministre des
« Colonies détermineront les conditions d'application à chacune
« des trois colonies des dispositions de la loi du 31 décembre 1927
« ainsi que de la présente loi.

« Les contraventions aux arrêtés des Gouverneurs pourront
« être sanctionnées par des réductions de contingents de rhum
« dans des conditions qui seront prévues par ces décrets. »

QUATRIÈME PARTIE

SYNTHÈSE

A. — Économie dirigée.

Économiquement, le principal produit de la canne est le sucre et le rhum a été, pendant longtemps, considéré comme une valeur négligeable.

Devant les excès de production rhumière consécutifs à la guerre, le but cherché par les auteurs de l'essai de contingentement de 1919 et de la loi du 31 décembre 1922 était de favoriser la fabrication du sucre au détriment de celle du rhum.

La loi de 1922 et ses décrets d'application sont pénétrés de cette double conception : aussi, le contingent des sucreries est-il destiné à leur permettre d'écouler facilement leurs mélasses et d'utiliser les sucres non cristallisables. Si par suite d'un cas de force majeure, la production d'une usine fléchit, sa part de contingent en est diminuée proportionnellement. Les cessions de part sont interdites parce que le législateur veut que le contingent serve d'excitation à la production de sucre.

En 1925-1926, les cours du sucre s'établissent entre 175 et 240 francs le quintal rendus en France et cessent d'être rémunérateurs; les cours du rhum contingenté varient entre

500 et 700 francs l'hectolitre à 55 degrés. Le rhum est devenu produit principal.

Le décret de 1926 enregistre ce changement. La part des usines est fonction non de la campagne en cours, mais de la campagne antérieure. La production sucrière est considérée comme base de calcul et non plus comme but. Ce caractère est plus prononcé encore dans la disposition suivante. En cas de diminution par force majeure, c'est sur l'année en cours que sera basé le contingent.

Enfin, l'intervention administrative grandit.

C'est au Gouverneur que les industriels victimes d'un cas de force majeure doivent s'adresser pour obtenir une nouvelle répartition. D'autre part, le ministre, par la réserve laissée à sa disposition, peut accorder des suppléments aux usiniers qui ont augmenté leur production de sucre.

Par la voie du contingent, l'Administration exerce une influence de plus en plus grande sur l'économie sucrière.

Les décrets Barthe autorisent les distilleries agricoles qui ne trouvent pas à proximité la quantité de cannes suffisantes à demander au Gouverneur de parfaire leur part de contingent en utilisant des mélasses ou sirops.

Les distilleries peuvent « livrer tout ou partie de leurs cannes à l'usine et recevoir de celle-ci, pour la production de leur contingent, une quantité de mélasses s'élevant au plus à 55 litres par tonne de cannes livrées (article 4 du décret du 12 juillet 1927).

Dans le décret guadeloupéen, M. Barthe autorise les usines sous le contrôle du Gouverneur à céder leur crédit de tafia.

Enfin, les décrets du 30 janvier 1930, spécial à la Martinique, et du 13 juin 1933, assimilent les usines aux distilleries. Leurs contingents ne varient plus avec leur production, mais sont calculés sur la moyenne de production de

1923 à 1926; l'usine des Trois-Rivières fermant ses portes, sa part de contingent revient aux planteurs qui l'entourent.

A partir de 1927 donc, la distinction établie en 1923 entre usines et distilleries est abolie. Le contingent enrichit le distillateur et fait vivre l'usine à sucre. Avoir sa part de contingent est le but de tout propriétaire, de tout administrateur, de tout actionnaire.

L'Administration arbitre de la répartition du contingent a entre les mains un moyen de pression irrésistible. Elle l'emploie dans un triple but :

Organiser la production ;

Favoriser la petite propriété ;

Sanctionner l'arbitrage du Gouverneur au sujet du règlement de la canne entre planteurs et usiniers.

Action sur la production. — L'ensemble des dispositions du décret du 30 janvier 1930, spécial à la Martinique cherche à atteindre l'équilibre de la production et de la consommation, non en restreignant l'importation, mais en organisant la production elle-même. Tout concourt à ce but : fixité des contingents, maintien des moyennes atteintes pendant les années 1923 et 1926, et enfin stabilité des contrats de l'usine avec ses fournisseurs de cannes.

Cette dernière mesure, en même temps qu'elle stabilise la production, est favorable à la petite propriété.

Action sur la petite propriété. — Le but de M. Barthe aux Antilles a été de favoriser les petits propriétaires. Retranchant une part de contingent aux usines et aux grosses distilleries, il en a constitué un fond de réajustement qui a servi à faire connaître un peu d'aisance à la classe intéressante et nombreuse des petits propriétaires.

Nul ne songe à discuter la justice et l'opportunité de cette mesure.

La question qui est résumée, effleurée ici est la suivante : quelle peut être la réaction des faits devant une réglementation s'inspirant non des nécessités économiques, mais d'une doctrine sociale.

M. Kopp, le directeur des Services agronomiques de la Réunion dans une conférence faite à l'Institut colonial français disait ceci :

« Il y a donc pour chaque culture, une dimension de tenure optima qui est celle pour laquelle les frais généraux fixés portent le maximum de rendement. Et au delà comme en deçà de cet optima, les conditions sont moins satisfaisantes, dans les trop petites affaires on est obligé d'avoir des bâtiments, des machines, etc., qui ne travaillent pas à plein, dans les trop grandes, l'administration et la surveillance sont délicates et onéreuses. »

Il faut considérer aussi les possibilités de stockage et de paiement. « Etant donné cette pénurie d'argent liquide qui est la plaie de la petite propriété, il est plus dangereux pour elle de s'adonner aux cultures dont le produit ne peut être facilement négocié ou dont le stockage présente des difficultés techniques trop grande. »

Enfin, « les banques courantes ne sont pas organisées pour donner à la petite tenure les sommes relativement faibles, mais mal garanties dont elle a journellement besoin ».

Pour ces diverses raisons, M. Kopp établissait que « la dimension de propriété optimum pour la canne à sucre, en bonnes terres, est la propriété de 100 hectares ». Il concluait : « Il n'est donc pas intéressant, ni pour la collectivité, ni pour les individus, de trop pousser à la petite propriété en région sucrière.

En période de prospérité aucun danger n'est à craindre. Dans la crise actuelle, des prix rémunérateurs ne sont obtenus que par une réglementation compliquée aboutissant en somme à faire supporter au consommateur une charge de plus d'un milliard et demi, comme M. Emile Baillaud l'a établi dans un article paru dans les *Cahier de l'Institut Colonial* de Marseille du 20 juin 1933.

Cette forteresse de textes, en admettant qu'elle ne vienne pas à s'écrouler, n'empêche pas les prix de baisser. Avec le sucre à 180 francs, l'usinier n'a plus qu'un bénéfice limité. Les prix du rhum ne sont soutenus que par des achats de l'Etat.

La réglementation actuelle ne paraît pas en tout cas devoir être renforcée. M. Nicolle, secrétaire général du Comité du salut économique a décrit fin mars 1935 au Président du Conseil, le programme de son groupement. Les mesures qu'il préconise, appliquées synchroniquement devraient déterminer un abaissement de 20 p. 100 de tous les prix à la distribution. Sans attacher à ce document une importance excessive, il est prudent de prévoir avec l'abaissement du coût de la vie, la diminution des prix actuels du sucre et des alcools. Les mêmes raisons ne jouant pas d'une façon identique aux colonies, il est probable que les usines seront amenés à abaisser leur prix de revient, et par suite le prix d'achat de la canne. Quel sera alors le sort du planteur qui ne pourra vendre à bon marché ?

Puisque gouverner c'est prévoir, il y a là matière à soucis gouvernementaux. Il ne s'agit pas d'abandonner les petits propriétaires, mais il semble que l'Administration devrait les encourager à se tourner vers des cultures plus en rapport avec leurs moyens que celle de la canne à sucre.

Action sur les commissions consultatives. — La loi du 31 décembre 1927 ne prévoyait aucune sanction contre les parties qui n'exécuteraient pas les clauses établies par le Gouverneur en Conseil privé, touchant le règlement des cannes à sucre.

Le législateur fit subir à la motion du contingent de nouvelles transformations. Le décret général du 30 janvier 1930 admit qu'en n'exécutant pas les décisions du Gouverneur, le contrevenant renonçait *ipso facto* à sa part de contingent. Il supposait que la loi sur les commissions consultatives était liée à celle qui établissait le régime du contingentement jusqu'en 1939 et qu'elle en était la contrepartie.

Cette théorie qui était probablement dans l'esprit du législateur de 1927 ne transparait pas dans les textes.

La loi du 31 décembre 1928 ne s'occupe nullement du rhum contingenté. Elle ne parle des alcools que pour régler la fixation du prix d'achat de la canne par le distillateur au planteur, et ce prix est basé, en rapprochant l'article 6 de l'article 2, sur la richesse saccharine de la canne ou sur le cours du sucre n° 3.

Les faits dépassaient toutefois le cadre de la loi et il fallait bien consacrer par un texte ce qu'était devenu le contingent. L'alcool jouait un rôle prépondérant. Son prix, non seulement ne dépendait pas de la canne, mais encore devenait un élément du règlement de la canne. Sa privation était bien une sanction, et une sanction irrésistible. C'est la solution qui est inscrite dans la loi du 19 février 1935.

C'est la plus récente figure du contingent. Il est probable que ce ne sera pas la dernière.

B. — Conclusions.

La Réunion et le Antilles sont certainement prospères et la crise les atteint dans l'ensemble moins durement que la métropole.

Dans quelle mesure le contingentement a-t-il concourru à cet état de choses. Il est difficile de le déterminer faute de terme de comparaison exact.

Pour émettre un jugement, il faudrait connaître quelle serait leur situation si le régime du contingent n'avait pas été appliqué d'une part, et d'autre part si les sucres et rhums coloniaux avaient été traités sur le même pied que les sucres et alcools métropolitains.

Il faudrait ensuite isoler le marché du rhum de l'ensemble de l'économie coloniale pour délimiter les contours de son influence. Le sucre a certainement été la base de travail solide, sérieuse, qui a permis aux colonies de subir sans trop de mal, les fantaisies du rhum.

Enfin, à côté de la réglementation des alcools, existe celle des sucres. Celle-ci est volontaire et se fait sans intervention administrative. Elle ne date que d'un an et on ne peut guère se prononcer à son sujet. Comme de longues discussions l'ont précédée et qu'elle n'a provoqué aucun bouleversement, l'avantage lui reste jusqu'à présent, mais il est prématuré de lui attribuer une supériorité définitive.

Si au point de vue économique, le résultat du contingentement apparaît douteux, socialement il a été détestable. Son action n'a pas été mauvaise en soi, mais elle a été brusque; l'évolution qu'elle a fait subir à la Martinique en particulier a été si rapide, qu'on peut la qualifier de révolution. Elle a créé, sinon une guerre de classe, du moins un

malaise grave qui pour être, peut-être conforme aux immortels principes de 1789, est inutile et dangereux. A la longue, avec beaucoup de précautions, l'état nouveau se stabilisera et sera meilleur que l'ancien, peut-être !

Enfin et surtout, il faut isoler le régime du contingentement de la loi de 1922. Si le contingentement a été appliqué avec des grincements certes, mais sans trop de mal, c'est grâce à la bonne volonté générale et à des effets que le législateur n'avait pas voulus.

Représentation parlementaire, Ministère des Colonies, administration locale, presse, syndicats, tous les organismes se sont entendus pour tirer le meilleur parti de la loi de 1922 et l'adapter aux circonstances.

Cette loi, elle, demeure la grande coupable. Elle a été acquise par surprise. Elle a été dirigée contre les colonies sans préparation, sans ménagement. Elle a été un acte de concurrence déloyale de la part des viticulteurs contre les distillateurs coloniaux.

La valorisation du produit qui en est résultée n'avait été ni prévue ni voulue par le législateur.

Quoi qu'il en soit, les colonies se sont organisées pour vivre sous le régime qui leur était imposé ; elles se sont disciplinées.

A côté de la limitation forcée de la production coloniale, il y a, en France, une anarchie gravement préjudiciable aux Finances publiques et à l'intérêt général.

Tous ceux qui peuvent produire de l'alcool en font. L'État achète tout et vend à perte. C'est prendre de l'argent dans la poche du sage pour le jeter dans celle du prodigue.

Ce régime, au lieu de s'améliorer, tend à s'aggraver. La Chambre a été saisie tout dernièrement, en fin mars 1935,

d'une proposition de loi tendant à étendre le privilège des bouilleurs de cru.

Il est donc permis de demander que le statut de l'alcool soit révisé de fond en comble et la production limitée.

La seule place rationnelle et juridique des alcools coloniaux dans l'économie française est l'égalité avec les alcools métropolitains.

Rationnelle, parce que les colonies de la Réunion et des Antilles sont des départements français. Il ne s'agit pas de la lutte de produits coloniaux contre des produits métropolitains. Il s'agit de la concurrence entre deux produits français. En cas de guerre la France sera trop heureuse de trouver les rhums coloniaux.

Juridique, parce que la loi de 1903 a rangé les rhums et tafias parmi les alcools naturels. Ils doivent donc admettre toutes les utilisations de ces derniers. Il n'y a aucune raison valable pour leur interdire le débouché des liqueurs et du carburant national.

Une limitation s'impose dans l'économie française, coloniale et métropolitaine. C'est incontestable.

La solution à la fois juste et conforme à l'intérêt général consiste à reconnaître aux rhums et tafias un pourcentage dans la consommation métropolitaine, un pourcentage dans la rectification, un pourcentage dans la carburation, bref une part dans tous les débouchés auxquels leur donne droit leur qualité d'alcools naturels.

Enfin il faut aux colonies une garantie contre le Parlement. Ce qu'une loi fait, une loi peut le défaire, et tous les produits coloniaux ont à craindre une manœuvre de la majorité qui ne représente nullement l'intérêt général. La loi de 1922 en est une preuve, la proposition de loi Chevrier une autre. La liste est longue des faits établissant le danger

que le Parlement fait courir aux coloniaux. Ils s'efforcent d'y remédier par des relations, des organismes privés et publics, une représentation parlementaire unie. Cela est insuffisant.

Les colonies sont étroitement groupées autour de la France. La grosse majorité de leurs échanges se fait avec elle. Quand le commerce extérieur étranger de la France fléchit, celui des colonies reste stable et lui forme un tremplin irremplaçable pour partir vers de nouvelles conquêtes. L'argent que les colonies prennent en France pour prix de ses sucres et rhums lui revient sous forme d'achat de vins, d'étoffes, d'automobiles, de machines, etc...

Cet état de fait doit être inscrit dans les textes. Il faut qu'un organisme puisse corriger automatiquement les fantaisies parlementaires. L'intérêt général le demande. Le remède consiste à rendre aux Conseils généraux des colonies le droit de disposer des droits de douane que les lois du 29 juin 1918 et 13 avril 1928 leur ont enlevés.

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU :

• *Le Président,*

RENÉ MAUNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA LOI DU 31 DÉCEMBRE 1922

CHAPITRE PREMIER. — Le vote du 27 décembre 1922	5
CHAPITRE II. — Son origine et sa portée	29
Les alcools pendant la guerre	29
Prorogation du régime provisoire des alcools	29
Les accords de Béziers	30
Les genièvres	31
Les alcools coloniaux de fruits	31
Les alcools naturels et les rhums	32
Premier contingentement	32
Le contrôle d'origine	33
Contingentement 1922	33
Exemple de politique coloniale	34

DEUXIÈME PARTIE

LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

CHAPITRE PREMIER. — La question des rhums	39
A. Évolution du marché	39
Le mécanisme des cours	39
De 1922 à 1926	40
De 1926 à 1930	41
Le marché métropolitain	41
Depuis 1930	42
B. Histoire du contingentement	43
Première répartition	43
Demande de suppression du contingentement	44
Première modification	44
Deuxième modification	44
Troisième modification	46

C. Vicissitudes des répartitions internes des contingents . .	47
Les décrets de 1923.	47
Les décrets de 1925-1926	49
A la Martinique	50
A la Guadeloupe	53
Le décret général du 30 janvier 1930.	53
Réglementation du marché local des Antilles.	54
CHAPITRE II. — La question des sucres.	56
Délimitation	56
Position	56
Précisions	57
A. La situation mondiale	57
Avant la guerre	58
De 1921 à 1930.	58
Le plan Chadbourne	59
Les États-Unis	60
L'Empire britannique.	60
Etat actuel du marché	62
B. Le marché français	62
Principes	62
Histoire du marché.	63
Les répercussions aux Colonies	63
L'accord de 1930	63
La proposition de loi Chevrier.	66
L'accord de 1934	69

TROISIÈME PARTIE

LES QUESTIONS SOCIALES

CHAPITRE PREMIER. — Première intervention législative . . .	73
A. La loi du 31 décembre 1927	73
Un précédent.	73
La proposition de loi Jean-François	80
Le point de vue des coloniaux	83
Le rapport de M. Auguste Brunet	85
Les rapports entre le contingentement et les commissions consultatives	89
B. Analyse de la loi du 31 décembre 1927	92
Définition	92
Composition des commissions.	92
But des commissions	93
Fonctionnement	94
L'équitable rémunération	94
Les pouvoirs du Gouverneur.	95
La réforme de M. A. Brunet.	96
Les membres administratifs de la commission	97
Les sanctions.	100

CHAPITRE II. — Son application aux colonies	103
A. Réunion	103
Une séance à la Chambre d'agriculture.	103
Le décret du 4 août 1928	104
Son application.	105
Définition des positions.	105
1928.	106
1929.	107
Un arbitrage	107
1930.	108
Une séance du Conseil général	109
Protestation du Syndicat de Fabricants de sucre	111
1932.	113
Le dernier état de la question	114
B. Guadeloupe	116
Avant 1927.	116
Le décret du 11 décembre 1928	117
1929.	117
1930.	117
1931.	119
Arrêté du 6 mars 1931	119
C. Martinique	120
Textes.	120
Avant 1927.	121
Le décret du 24 octobre 1930	121
Premier recours au Conseil d'État	123
La commission en 1931.	124
Deuxième recours au Conseil d'État	127
La commission en 1932.	129
La commission en 1933	129
Le jugement du 10 novembre 1932.	130
L'arrêt du 8 février 1933	131
1935. Des incendies.	132
CHAPITRE III. — La loi du 19 février 1935	135

QUATRIÈME PARTIE

SYNTHÈSE

A. Économie dirigée.	143
Action sur la production	145
Action sur la petite propriété	145
Action sur les commissions consultatives.	148
B. Conclusion	149

